

# Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°25

Janvier-mars 2022

## Guerres et armes



# Table des matières

Est-ce que la grande muette part en sucette ?.....	3
Note de rédaction. ....	7
« Guerre nucléaire. Le jour d'avant » .....	7
Guerre nucléaire. Le jour d'avant.....	10
Les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki.....	15
Joe Biden apprenti-sorcier nucléaire.....	15
Humour de Siné mensuel.....	16
Génial, ils mettent des armes à feu sur les robots-chiens maintenant.....	17
Moins de troupes, plus de drones.....	19
Ils défendent le climat pendant qu'ils préparent la fin du monde.....	22
COP26 : l'armée américaine est « l'un des plus gros pollueurs au Moyen-Orient » .....	23
Et la Grèce redevint exemplaire.....	28
L'Iran a donné 24 heures à l'armée américaine pour évacuer avant de frapper une base américaine .....	29
Comment les sous-marins nucléaires pourraient torpiller le front anti-Chine .....	29
Joe Biden apprenti-sorcier nucléaire.....	31
Ce que révèle l'affaire des sous-marins.....	32
Le Drian n'est pas content.....	33
Ventes d'armes, une honte française.....	34
Humour de Siné mensuel.....	36
Armes françaises pour dictature modèle .....	37
Un empire qui ne désarme pas.....	40
L'impact toxique du militarisme américain sur la politique climatique .....	41
L'OTAN déroule son agenda dans le Sahel .....	44
La Chine ou les navires de guerre US/CAN dans le détroit de Taïwan.....	46
La Russie et le grand bluff de l'OTAN.....	47
La « guerre cognitive » des armées de l'OTAN est lancée .....	50

# Est-ce que la grande muette part en sucette ?



*En 2016, la Dernière Heure publiait les résultats de sondage selon lequel 81 % des Belges faisaient confiance dans leur armée. Il s'agissait de l'institution publique avec le plus gros capital-confiance. Après un été haut en couleur, il n'est pas certain que nos militaires emportent encore un score pareil<sup>(1)</sup>.*

Qu'est ce qui explique cette situation ?

## **1) L'affaire Jurgen Conings**

Que dire de cette affaire, si ce n'est qu'elle laisse un goût amer en bouche. En effet, on y retrouve un nombre considérable d'incidents et d'incongruités qui laisse songeur. Officiellement, un membre de nos forces armées envoie deux lettres de menace à l'encontre d'une dizaine de personnes (l'une à la police et l'autre à sa petite amie). Ces personnes sont, d'après les médias, le virologue Marc Van Ranst, la ministre de la défense Ludivine Dedonder, des supérieurs hiérarchiques de Conings, ainsi que l'avocat de son ex-épouse. Dans ses courriers, il s'en prend aussi aux mosquées<sup>(2)</sup>. Il disparaît dans la nature avec quatre lance-roquette antichar LAW et des armes de petits calibres.

## **Lance-roquettes de type LAW**

Le problème est qu'il est fiché pour appartenance à l'extrême droite nationaliste flamande par la Sûreté de l'État depuis 6 ans, et comme potentiellement violent. De nombreuses alertes ne semblent pas avoir eu d'incidences sur la carrière de Conings<sup>(3)</sup>. Il est même en mesure de se procurer sans le moindre contrôle les fameux lance-roquettes, alors que sa fonction d'instructeur des troupes partant à l'étranger ne requière pas d'utiliser ce type d'arme.

Bref, on peut se demander si le SGRS, le service de renseignement de l'armée, n'a pas fait preuve de complaisance à l'égard de Conings en le laissant avoir accès à des armes lourdes dans des fonctions parfois importantes (il a été, par exemple, MP en charge de la protection du Parlement et des représentants de la Nation).

La réaction de l'armée semble ensuite totalement disproportionnée. Quand l'alerte est donnée, tous les excès sont autorisés : les forces de l'ordre ne doivent plus respecter les règles relatives à la légitime défense. Plusieurs journaux font état de consignes de tir visant à tuer sans sommation et à vue<sup>(4)</sup>. On fait appel à des renforts allemands, hollandaise et luxembourgeois qui n'ont aucune compétence de police sur le territoire belge. Et l'armée belge va faire une gabegie de moyens lourds avec des hélicoptères (dont un NH-90) et des véhicules blindés. La facture officielle sera de 867 000 euros<sup>(5)</sup>. Tout cela pour découvrir que Conings se serait suicidé dans les jours qui suivent le début des recherches, alors que son corps n'est découvert que 35 jours après<sup>(6)</sup>.

La découverte du corps met également mal à l'aise. Elle est faite par un bourgmestre libéral (Open VLD), proche du gouvernement, et un chasseur, dans une zone réputée inaccessible, mais proche d'un chemin cycliste. Cette zone est « juste » à l'extérieur du périmètre de recherche de l'armée... Elle est invisible à cause des fougères. Alors que celles-ci sont minuscules au début de la chasse à l'homme.

Pire, de nombreux médias font état d'une fusillade inexplicquée au début des recherches<sup>(7)</sup>. Si l'on rajoute à cela que la famille n'a pas le droit de voir le corps et qu'elle ne peut faire pratiquer une autopsie... La cerise sur le gâteau est probablement le constat du chasseur qui doute très fortement de l'hypothèse d'un suicide compte tenu de ce qu'il a vu (position du corps, blessures etc.).

Comment s'étonner alors qu'un véritable culte naisse sur les lieux de la découverte du corps de Conings<sup>(8)</sup>? On aurait voulu créer un héros pour la cause nationaliste flamande, impossible de faire mieux...

## 2) Les inondations de juillet 2021

Les 13, 14 et 15 juillet des inondations catastrophiques frappent principalement la Wallonie et font une quarantaine de morts. L'armée, dont une des premières missions est l'aide à la nation, va intervenir très tardivement pour secourir la population<sup>(9)</sup>. Cédric Halin, le bourgmestre de Olne, vient encore de le confirmer : « *Je n'en veux pas personnellement aux militaires, mais on n'a vu aucun matériel sur le terrain avant une bonne dizaine de jours* ».

Une étude poussée pourrait essayer de comprendre ce retard, en particulier pour une série d'unités bien placées comme le 12ème de ligne de Spa ou le 4ème Génie d'Amay. Cependant, nous avons décidé d'essayer de comprendre ce retard par rapport à l'intervention des hélicoptères NH-90 de la Composante Air. En effet, il s'agit d'appareils ultra-modernes réputés très efficaces dans ce genre de situation.

En particulier, la version NH-90 NFH en service dans la 40e Escadrille Search and Rescue basée à Coxyde dont le travail normal est le sauvetage en mer par tous les temps.



Les caractéristiques du NH-90 sont claires à ce sujet : « Cet appareil possède une grande manœuvrabilité et agilité qui lui permettent d'assurer des missions de jour comme de nuit dans de très mauvaises conditions météo. » ([https://fr.wikipedia.org/wiki/NHindustries\\_NH90](https://fr.wikipedia.org/wiki/NHindustries_NH90))

La Belgique possède 4 exemplaires TTH basés à Beauvechain et 4 exemplaires NFH basé à Coxyde. En fait, les exemplaires TTH sont déjà très utiles car ils doivent pouvoir infiltrer des commandos derrière les lignes ennemies, donc à fortiori, ils sont capables de récupérer des victimes d'inondation dans la vallée de la Vesdre...

Ces petits bijoux ont un coût plus élevé à l'utilisation qu'un F-16. Ils sont même les appareils volants les plus chers de la Défense. (15 000 euros/heures de vol.) Que font nos NH-90 pendant les inondations ? Pour rappel, elles commencent le 13 juillet. Un article publié par l'Avenir.net le 16 juillet 2021 (Intempéries : un premier hélicoptère de la Défense engagé, hier « *le temps était trop mauvais pour intervenir* »), nous donne quelques réponses : « Un hélicoptère NH90 de la Défense a décollé vendredi matin de Bierset (Liège) pour participer aux missions de sauvetage et d'évacuation dans les zones inondées où des personnes attendent

encore les secours ». Kurt Verwilligen, porte-parole de la composante aérienne, l'a indiqué en matinée sur Radio 1 (VRT). La Défense le communique également via son site vendredi matin : l'hélicoptère est venu en aide à des personnes bloquées sur un toit à Pepinster (province de Liège).

Jeudi, les hélicoptères n'avaient pas pu être utilisés à cause des conditions météorologiques. Ce qu'avait confirmé la Défense jeudi soir dans son état des lieux de l'aide engagée. « *Plusieurs hélicoptères de la Défense sont en stand-by pour des missions de sauvetage et d'évacuation dans la province de Liège, dont un hélicoptère de sauvetage NH90 NFH de la 40e Escadrille Search and Rescue de la base de Coxyde. Il est stationné avec son équipage à l'aéroport de Liège depuis jeudi matin* », indiquait alors l'armée. C'est cet hélicoptère qui a finalement effectué sa première mission vendredi matin. Il y a aussi un hélicoptère de sauvetage de la protection civile française qui avait rejoint Liège jeudi. La météo limitait jeudi la visibilité, ce qui rendait dangereux de faire décoller les appareils. « *Les lignes à haute tension sont indiquées sur les cartes mais pas, par exemple, les grues de chantier, a expliqué le porte-parole vendredi. D'autres hélicoptères pourraient encore être engagés vendredi. Les militaires sont aussi à pied d'œuvre avec du personnel en nombre, des camions, des bateaux (dont plusieurs ont dû rentrer à la caserne jeudi car ils n'étaient pas assez puissants face au courant), des sacs de sable. La Belgique a fait appel au mécanisme européen de protection civile, ce qui lui permet de recevoir les offres d'aide d'autres pays. C'est dans ce cadre que la France a par exemple envoyé une équipe de dizaines de sapeurs-sauveteurs, et un hélicoptère de sauvetage* ».

À partir de cet article, on peut se poser quelques questions :

- Que font les 7 autres NH-90 de la Défense pendant ce temps et pourquoi ne sont-ils pas utilisés ?
- Pourquoi leur faut-il trois jours pour être déployés ?
- Pourquoi un hélicoptère français rejoint Bierset sans encombre, mais ils ne savent pas rejoindre la vallée de la Vesdre ?
- Pourquoi parler d'obstacles comme les grues de chantier par rapport à des NH-90 dont les équipages sont habitués et équipés pour travailler au milieu des éoliennes de la Mer du Nord et au-dessus des mats des bateaux en détresse, par tous les temps ?

Le sommet est atteint avec un article de la DH du 05.08.2021 dont le titre est :

« *Les NH-90 de Beauvechain ont rempli leur mission : une vingtaine de véhicules extraits des eaux en région liégeoise* ».

On aurait préféré qu'ils soient présents dans les heures suivant la catastrophe et qu'ils ramènent des gens avant qu'ils se noient...

### 3) L'Afghanistan

Deux axes posent problèmes :

• **Le coût de vingt ans d'opération** : l'armée n'est pas responsable des missions qui lui sont confiées, mais bien les politiques... C'est évident. Néanmoins, il faut se poser la question du coût de cette opération. Probablement la plus longue de l'histoire militaire belge à l'exclusion de la garde du secteur belge en Allemagne pendant la guerre froide. Si l'utilité de cette dernière n'est pas largement contestée, il est clair que l'aventure afghane ne semble avoir servi à rien compte tenu de la victoire totale des Talibans. Le patron de la Défense, l'amirale Michel Hofman, se félicite qu'il n'y ait pas eu de décès dans le contingent belge engagé en Afghanistan. Mais il reconnaît que le coût total du déploiement tourne autour de 400 à 500 millions d'euros<sup>(10)</sup>. Inutile de dire qu'après la crise du Covid et les inondations de cet été, on aurait bien investi cet argent ailleurs...

• **Le pont aérien et les 2 500 Afghans « rapatriés » en Belgique** : moralement, il fallait protéger les collaborateurs de l'armée belge en leur permettant de quitter l'Afghanistan. Néanmoins, faire rentrer 2 500 Afghans sur le territoire belge constitue un risque important pour la population belge. En particulier, lorsqu'on voit comment le SGRS a géré l'affaire Jürgen Conings. Sachant également que les services français ont détecté des infiltrations dans la masse de réfugiés afghans amenés en France par le pont aérien<sup>(11)</sup>.





#### 4) D'importantes manœuvres en Ardennes au mois d'octobre

L'état-major a planifié d'importantes manœuvres en Ardennes pour début octobre. C'est un peu comme si après avoir eu le feu dans votre maison, on s'apercevait que vous aviez gardé de l'eau pour votre piscine, alors que celle-ci aurait pu éteindre le sinistre. Cela signifie que l'armée n'a pas donné le maximum dans l'aide aux victimes des inondations. Elle a volontairement conservé des moyens humains importants (des « hommes-jours ») pour aller jouer cow-boy/indiens dans les forêts ardennaises. C'est proprement scandaleux.

#### Conclusion

Il y a donc des questions à se poser. Alors que l'armée belge, soutenue par des troupes étrangères, mettaient toute son énergie à traquer Jürgen Conings, dont les circonstances de la mort sont pour le moins étranges, peu de temps après elle était pourtant peu présente pour venir en aide aux sinistrés des inondations. Rapatriée d'Afghanistan dans la même période, on pouvait se demander à quoi tout cela a servi et, comme souvent, déplorer cet énorme gaspillage énorme que de l'argent serait bien utile ailleurs.

Si l'armée belge a toujours été assez appréciée par le peuple belge, il ne faudrait pas que ses dirigeants changent cette situation. À moins que certains politiciens cherchent volontairement à casser ce lien qui lie notre armée avec le peuple. Comme ils ne sont plus à ça prêt...

Éric Arthur PARME, publié le 21 septembre 2021

1. <https://www.dhnet.be/actu/belgique/81-des-belges-font-confiance-a-leur-armee-5862c631cd70138bd4256f08>
2. « Marc Van Ranst n'est pas la seule cible de Jürgen Conings... » dans Sudinfo du 31-05-2021
3. « Jürgen Conings était dans le collimateur des services de renseignement depuis six ans. » information RTBF du 26.05.2021
4. « Speciale eenheden hebben toestemming om Jürgen Conings te doden : « In de benen schieten, dat is iets voor de films. » » GVA, 20.05.2021
5. « La ministre de la Défense annonce une refonte totale des services de renseignement militaires. » Le Soir du 05.07.2021
6. « Affaire Jürgen Congings : son podomètre révèle un suicide « plus que probable » dans les premiers jours. » Le Soir, 24.08.2021
7. « Chasse de Jürgen Conings : des coups de feu ont été entendus dans le parc national Hoge Kempen, les forces de l'ordre mobilisées en nombre. » Sudinfo, 20.05.2021
8. « L'endroit où l'on a retrouvé Jürgen Conings est devenu un lieu de pèlerinage... » 7SUR7, 06.09.2021
9. « Visite du Roi aux sinistrés des inondations... » RTBF, 15.09.2021
10. « L'armée boucle 19 d'opérations en Afghanistan. » Le Soir du 09.06.2021
11. [https://www.liberation.fr/societe/police-justice/liens-avec-les-talibans-des-rapatries-dafghanistan-scrutes-par-la-dgsi-20210826\\_VJV74WJOQ5APHLL5OD2C3BARDE/](https://www.liberation.fr/societe/police-justice/liens-avec-les-talibans-des-rapatries-dafghanistan-scrutes-par-la-dgsi-20210826_VJV74WJOQ5APHLL5OD2C3BARDE/)

<https://www.kaiospresse.be/est-ce-que-la-grande-muette-part-en-sucette/>

# Note de rédaction.

## « Guerre nucléaire. Le jour d'avant »

### Un livre de Manlio Dinucci.

Le 12 juin 1901 le physicien français Henri Becquerel identifia et quantifia pour la première fois la radiation provenant d'un échantillon d'uranium. Le phénomène sera ensuite classé par une autre scientifique française, Marie Curie, comme radioactivité.

Cette découverte, à l'aube du 20<sup>ème</sup> siècle, ouvrait la voie à un avenir inimaginable, au progrès en tout domaine, médical, énergétique, à des découvertes qui annonçaient richesse et bonheur pour toute l'humanité. Mais elle ouvrait aussi sur le développement de la radioactivité dans le domaine militaire et, à la suite, sur l'utilisation de la menace nucléaire comme suprématie politique. Un siècle plus tard, à la merveille scientifique se substitue la crainte diffuse d'un danger sournois et immanent.

L'Association des Scientifiques Atomiques étasuniens, responsable des extraordinaires développements du nucléaire et consciente de sa propre responsabilité, a déplacé l'aiguille de l'Horloge de l'Apocalypse, le compteur symbolique du risque nucléaire, de 3 minutes avant minuit en 2015 à 2,5 minutes avant minuit en 2017.

Manlio Dinucci, avec son livre *Guerre Nucléaire. Le jour d'avant*, explique avec une précision documentée l'histoire de nos soixante-dix dernières années de vie avec le nucléaire, et dénonce ceux qui, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, l'utilisent sans hésitation en regard de la sécurité des êtres vivants, et comment ils veulent nous amener à la catastrophe, au désert nucléaire.

Tout commença en août 1945. Le Président des États-Unis Harry Truman, prit une décision terrible : le lancement d'une bombe atomique sur le Japon pour mettre fin à la guerre, déjà terminée en Europe. Il ordonna au Commandant de l'Aviation dans le Pacifique, Carl Spaaz, de larguer l'engin sur une ville de moyenne dimension. Quatre villes furent choisies pour leur importance et leur position. Finalement le sort tomba sur deux d'entre elles, Hiroshima et Nagasaki, en partie à cause de banales raisons météorologiques. Le 6 août 1946 une forteresse volante étasunienne largua la bombe qui explosa sur Hiroshima. Une immense boule de feu enveloppa la petite ville, se transformant en un énorme nuage de fumée en forme de champignon. Cette forme caractéristique deviendra l'image classique de la catastrophe nucléaire redoutée. Le bombardement causera la mort immédiate d'au moins cent mille personnes dans un rayon d'un kilomètre et demi de l'épicentre de l'explosion. Les radiations toucheront plusieurs autres dizaines de milliers de personnes qui continueront à mourir dans les années suivantes. On avait libéré un monstre irrépressible, invisible et hautement mortel.

Le Président Truman avait-il réellement choisi de larguer l'engin seulement pour mettre fin à la guerre dans le Pacifique ? Rien n'est moins sûr. On sait bien désormais que le Japon avait offert sa reddition à travers divers canaux diplomatiques, mais posait comme condition inaliénable de ne pas toucher à la figure de l'Empereur. Les minorités de gauche aux USA étaient opposées à disculper de ses responsabilités le plus grand responsable du militarisme japonais, et Truman, curieusement sensible soudain aux requêtes de la gauche, se fit fort de ce refus pour ignorer les avances de la diplomatie japonaise. Est-il possible que le Président étasunien, en frappant le Japon, ait en réalité voulu menacer et re-dimensionner le rôle des Soviétiques, véritables vainqueurs du nazisme en Europe ? (Gian Luigi Nespoli et Giuseppe Zambon, *Hiroshima-Nagasaki*, Zambon editore, Vérone 1997).

Les premiers reportages des villes bombardées laissèrent les gens pétrifiés devant cette énorme force inconnue. La monstrueuse quantité de morts et blessés, de pathologies inconnues et incurables causées par les radiations, impressionna le monde entier, remettant aux États-Unis la palme de nation invincible.

Ensuite le Pentagone continuera à financer les recherches nucléaires et, vers la fin de la présidence d'Eisenhower, le complexe militaro-industriel commencera à influencer la politique étasunienne, exaspérant le péril du communisme et d'une possible invasion soviétique en Europe. Cet état de guerre non déclarée poussait vers une course au réarmement qui faisait fonctionner à pleine puissance les usines, tandis que les alliés européens, Grande-Bretagne et France, s'activaient pour se doter à leur tour de la bombe atomique et ainsi pouvoir accéder à la table des puissants. L'URSS évidemment brûla les étapes pour récupérer le retard technologique qui la séparait des USA. Le nucléaire entra sur la scène politique internationale comme dissuasion entre les forces opposées pendant la *guerre froide*.

Pendant de longues années, on a redouté qu'une erreur dans la salle des « boutons » puisse mettre un terme à l'existence de l'humanité. Ce n'est qu'après la dissolution de l'Union Soviétique et après les divers traités pour le contrôle du réarmement nucléaire, se succédant au fil des années, qu'on a cru ne plus avoir à redouter le nucléaire. Mais, comme le montre le livre de Dinucci, c'était une fausse sensation de sécurité, parce que recherche et production de nouvelles armes très sophistiquées ont continué en silence.

Nous sommes aujourd'hui de nouveau face aux États-Unis qui défient la Russie en gardant un œil sur la Chine, dans une situation semblable à celle de la guerre froide ; mais beaucoup plus redoutable parce que, à la différence des années 70, où les antagonistes s'étaient mis d'accord pour un ultime appel téléphonique avec le fameux téléphone rouge avant toute action définitive, actuellement tous les adversaires savent que la victoire n'appartient qu'à celui qui lancera le premier missile.

Le *Washington Post* révèle : « On autorise des attaques préventives contre des États qui seraient sur le point d'acquérir des armes de destruction de masse ». En pleine syntonie avec la théorie du PNAC (*Project for a new American Century, Projet pour un nouveau siècle américain*) formulée par les néo-cons et de plus en plus appliquée par la politique étasunienne :

« L'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle aurait dû nous apprendre qu'il est important de modeler les circonstances avant que les crises n'émergent et affronter les menaces avant qu'elles ne deviennent tragiques. L'histoire de ce siècle aurait dû nous enseigner à embrasser la cause d'un leadership américain... établir une présence stratégique militaire dans le monde entier à travers une révolution technologique dans le domaine militaire, décourager l'émergence de toute super puissance compétitive, lancer des attaques préventives contre n'importe quel pouvoir menaçant les intérêts américains ».

Du récit de la naissance de la bombe atomique et de l'anéantissement des deux villes japonaises jusqu'à la nouvelle course aux armements, dans un parcours de neuf chapitres denses d'informations et de détails documentés, Manlio Dinucci introduit le lecteur dans le monde du nucléaire et de la politique qui l'a accompagné sur fond de scénario international changeant. L'auteur nous révèle des incidents nucléaires inconnus, le danger de centrales atomiques obsolètes et d'attentats contre elles, l'emploi d'uranium appauvri dans les bombardements sur la Yougoslavie et l'Irak, les guerres cachées, les guerres mandatées, les guerres au Moyen-Orient, la naissance de l'Isis, les complicités étasuniennes inquiétantes dans l'armement des terroristes islamistes, l'Otan et la Cia au travail en Ukraine, la dangereuse expansion de l'Otan dans les pays de l'Est européen vers la Russie.

La politique extérieure étasunienne semble diviser l'Europe en deux entités : d'un côté la *nouvelle* Europe, constituée d'ex-satellites de l'Union Soviétique, – Républiques Baltes, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Bulgarie et Roumanie – et de l'autre la partie fondatrice de l'UE. La première est considérée comme l'alliée la plus étroite, où l'on fait confluer financements, armes, soldats et bases de missiles à déployer contre la Russie ; la seconde est tenue sous contrôle, pour qu'elle n'ose pas tresser des rapports économiques et financiers avec la Russie et d'autres nations inscrites dans le livre noir étasunien, sous peine de lourdes menaces de sanctions et crises bancaires. Quasiment toute l'Europe est membre de l'Otan et accueille un grand nombre de bases militaires qui hébergent armes et bombes nucléaires en Italie, Belgique, Pays-Bas et Allemagne. Il est évident que l'Europe a une position de sujétion envers les États-Unis, et se trouve considérée probablement comme le ventre mou entre les forces en présence.

Un chapitre du livre décrit les nouvelles armes et ouvre sur un panorama de guerres des étoiles : le changement des armes cinétiques en armes à énergie directe. Plus de balles, mais des impulsions électromagnétiques, ondes de chaleur, cyberarmes et autres diableries de science-fiction que nous n'avions vues qu'au cinéma et, de ce fait, pensions de pure fantaisie. Aujourd'hui elles sont une réalité terrible, tels les drones miniaturisés aux usages les plus divers, tueurs sur commande ou transporteurs de *mini-nukes*, vecteurs d'épidémies ou tout simplement insectes espions. Incroyable est le développement des systèmes spatiaux et des avions robots pour détruire les satellites de communications des adversaires et pour envoyer des armes dans l'espace.

Au final de cette extraordinaire cavalcade le long de l'histoire de nos dernières années, le livre explique l'actuelle position du pouvoir étasunien, retranché dans une défense à outrance de ses privilèges face à l'émergence d'autres puissances. À cet effet la pression militaire étasunienne augmente dans chaque continent. Le Pentagone contrôle directement 4 800 bases et autres installations militaires. Le monde se trouve divisé en six zones, chacune soumise au contrôle d'autant de Commandements Combattants Unifiés des États-Unis. À ces Commandements s'en ajoutent trois opérationnels à l'échelle mondiale qui dirigent les forces nucléaires terrestres, navales et les opérations dans l'espace et le cyberspace, la guerre électronique et de missiles ; les opérations spéciales et les opérations psychologiques ; le transport, la mobilité et l'approvisionnement des armées.



Dinucci raconte avec précision les fonctions de chacun, et le panorama décrit est impressionnant parce que tout se déroule parallèlement à notre vie quotidienne, dans la quasi totale ignorance du public, qu'on laisse volontairement inconscient du fait que les bases constituent le premier objectif destiné à absorber un *lancement sous attaque*.

Jean TOSCHI MARAZZANI VISCONTI  
Mondialisation.ca, 19 octobre 2021  
Éditions Delga

Ce livre reconstitue l'histoire de la course aux armements nucléaires de 1945 à nos jours, avec en toile de fond le scénario géopolitique mondial, contribuant ainsi à combler le manque d'informations habilement créé sur cette question d'une importance vitale. Le sentiment qu'une guerre nucléaire est désormais inconcevable s'est répandu et la dangereuse illusion que l'on peut vivre avec la bombe a été créée. C'est-à-dire avec un pouvoir destructeur qui peut effacer l'espèce humaine et presque toute autre forme de vie. Nous pouvons éviter cela en nous mobilisant pour éliminer les armes nucléaires de la surface de la Terre. Tant qu'il est encore temps, le jour d'avant.



Manlio Dinucci : *Journaliste et géographe, ex-directeur exécutif pour l'Italie de l'International Physicians for the prevention of Nuclear War, association qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985. Porte-parole du Comitato no Guerra no Nato (Italie) et chercheur associé du Centre de recherche sur la Mondialisation (Canada). Prix international de journalisme 2019 pour Analyse géostratégique du Club de periodistas de México.*

La source originale de cet article est Éditions Delga

Copyright © Jean Toschi Marazzani Visconti, Éditions Delga, 2021

<https://www.mondialisation.ca/note-de-redaction-guerre-nucleaire-le-jour-davant/5661528>

# Guerre nucléaire. Le jour d'avant

## Les accidents avec des armes nucléaires

Parmi les accidents continus de ce type, de l'ordre de centaines, plus de vingt sont très graves. Le 10 mars 1956, un bombardier B-417 étasunien coule en Méditerranée avec à son bord deux capsules de matériau fissile pour bombes nucléaires.

Le 27 juillet 1956, en Grande-Bretagne, un autre bombardier de ce type dérape sur la piste et s'écrase, en flammes, contre un dépôt contenant six bombes nucléaires. Le 5 décembre 1956, un Jet A-4E ayant à bord une bombe à l'hydrogène B-43, glisse en mer depuis le porte-avions étasunien Ticonderoga, à 70 miles des îles japonaises Ryukyu et disparaît.

Beaucoup plus grave est l'accident qui survient le 17 janvier 1966 en Espagne méridionale : un B-52 étasunien avec à bord quatre bombes à l'hydrogène B-28, entre en collision avec un avion-citerne pendant l'approvisionnement en vol à 9 000 mètres d'altitude. Les deux avions s'écrasent et trois bombes H, d'une puissance comprise entre 70 kilotonnes et 1,5 mégatonne, tombent dans les environs de Palomarès, pauvre village de paysans à deux kilomètres environ de la côte, tandis que la quatrième s'abîme en mer. À l'impact avec le sol, l'explosif non-nucléaire à haut potentiel de deux des bombes détone, et l'explosion répand sur une vaste zone du plutonium et d'autres matériaux fortement radioactifs.

Pendant trois mois, 1 700 militaires étasuniens et membres de la Guardia civil espagnols travaillent à la décontamination de la zone, en recueillant 1 400 tonnes de terre et végétation radioactives qui, dans des barils fermés, sont envoyées au site étasunien de Savannah River. Alors que les militaires étasuniens endossent des combinaisons de protection, celles-ci ne sont pas fournies aux Espagnols.

Les seules mesures, activées pour protéger les habitants de Palomarès, sont le lavage des maisons avec un détergent et l'avertissement que les champs peuvent être contaminés par les radiations. Comme les paysans continuent à les cultiver, on ne sait pas combien de morts sont attribuables aux radiations.

Une surveillance, effectuée jusqu'en 1988 sur 7 114 habitants, révèle chez 124 d'entre eux une concentration de plutonium dans les urines très supérieure à la norme.

Deux ans après l'accident de Palomarès, le 21 janvier 1968, un B-52 étasunien avec à bord quatre bombes à l'hydrogène B-28 s'écrase près de la base de Thulé au Groenland. À l'impact avec la glace, le réservoir de l'avion, avec plus de 130 000 litres de carburant, explose, en faisant détoner les explosifs non-nucléaires à haut potentiel de trois bombes H. L'explosion répand sur une vaste Zone de l'uranium hautement enrichi, du plutonium et du tritium, qui restent encapsulés dans la glace quand celle-ci, après avoir fondu sous l'effet de la chaleur de l'incendie, se recongèle.

Dans l'opération d'assainissement sont employés 500 civils danois, avec 200 militaires étasuniens. Ils travaillent pendant huit mois dans l'obscurité complète jusqu'en février, avec des vents à 130 km/heure et des températures qui descendent à 57 degrés au-dessous de zéro. Ils recueillent 6 700 mètres cubes (10 500 tonnes) de neige et glace radioactives et de débris eux aussi radioactifs qui, dans des barils fermés, vont être envoyés dans les sites étasuniens de Savannah River et Oak Ridge.

Dans les vingt années qui suivent, cent des 500 travailleurs danois qui ont effectué l'assainissement sont atteints de cancer, d'autres de diverses maladies graves parmi lesquelles la stérilité. Les survivants demandent en 1987 un dédommagement à l'Aéronautique étasunienne, qui le leur refuse, refusant aussi d'établir une surveillance à long terme chez les militaires étasuniens qui ont effectué l'assainissement.

La quatrième bombe H, qui était à bord de l'avion qui s'est écrasé, n'est pas retrouvée. Le Pentagone cache le fait aux autorités danoises, qui restent dans l'ignorance jusqu'à ce qu'une enquête du journal danois Jyllands-Posten (le 13 août 2000) ne révèle l'existence de la bombe H perdue, en précisant même son numéro de série (78 252).

En 1968 encore, le 10 mars, le sous-marin soviétique K-219 à propulsion diesel coule dans le Pacifique, à 750 miles environ des Îles Hawaï, avec à bord trois missiles nucléaires SS-N-5 et deux torpilles à tête nucléaire. Le 27 mai de la même année, à 400 miles des Açores, coule dans l'Atlantique un sous-marin étasunien à propulsion nucléaire, le Scorpion, avec à bord, en plus du réacteur, deux torpilles à tête nucléaire. Le 12 avril 1970 coule dans l'Atlantique, à 300 miles des côtes espagnoles, le sous-marin soviétique K-8 à propulsion nucléaire, avec deux réacteurs et deux torpilles à tête nucléaire.

Dans la nuit du 22 novembre 1975, en Méditerranée, à 70 miles à l'est de la Sicile, le porte-avions étasunien John F. Kennedy et le croiseur lance-missiles Belknap entrent en collision à cause d'une mer très agitée. Le Belknap sur lequel se déverse le carburant s'échappant des canalisations rompues du porte-avions, prend feu et brûle pendant deux heures.

Quelques minutes après l'accident, l'amiral commandant la Striking Force des porte-avions de la Sixième flotte lance le Broken Arrow (Flèche brisée), degré maximal d'alarme, en avertissant le Pentagone de la « haute probabilité que des armes nucléaires à bord du Belknap soient impliquées dans l'incendie et dans l'explosion ». Dans ce cas comme dans d'autres, on ne sait pas comment la catastrophe a été évitée, et on n'a pas de preuves qu'il n'y ait pas eu de fuite de radioactivité.

Parmi les nombreux autres accidents qui impliquent des unités navales, il y a celui du 6 octobre 1986 : le sous-marin soviétique K-219 à propulsion nucléaire, armé de 16 missiles balistiques SS-N-6 à tête nucléaire, coule alors qu'il navigue dans l'Atlantique à 600 miles des Bermudes. À bord, outre les deux réacteurs, se trouvent 34 têtes nucléaires. Elles vont s'ajouter à l'arsenal nucléaire perdu et à la contamination radioactive que les inévitables accidents laissent aux générations futures.

## La pollution radioactive des essais et des sites nucléaires

L'autre héritage mortel qui est laissé aux générations futures est la radioactivité produite par les essais nucléaires<sup>1</sup>.

Entre 1945 et 1991, sont officiellement effectuées 2 024 explosions nucléaires expérimentales, dont 528 dans l'atmosphère et 1 496 souterraines : les USA en effectuent 1 022 (215 dans l'atmosphère et 807 souterraines) ; l'URSS 715 (219 dans l'atmosphère et 496 souterraines) ; la France 1 204 (50 dans l'atmosphère et 154 souterraines) ; la Grande-Bretagne 45 (21 dans l'atmosphère et 24 souterraines) ; la Chine 38 (23 dans l'atmosphère et 15 souterraines). S'y ajoutent les deux « essais » dans l'atmosphère, effectués par les USA sur Hiroshima et Nagasaki en 1945.

Les premiers à être exposés aux radiations sont les militaires qui participent aux essais. Aux États-Unis, plus de 200 000 sont envoyés dans les polygones où s'effectuent, entre 1945 et 1962, les explosions nucléaires atmosphériques.

Sur le moment quasiment personne ne réalise le danger auquel il est exposé, y compris parce que les commandements garantissent qu'avec les vêtements de protection dont ils disposent, ils ne courent aucun risque. Ce n'est que des années plus tard, en tombant malades et, pour beaucoup d'entre eux, en mourant de cancer à cause des radiations absorbées, qu'ils réalisent avoir été utilisés comme cobayes humains dans les exercices de guerre nucléaire.

« On nous a dit que nous étions 3 759 yards (3 429 mètres) du ground zéro », raconte un des soldats qui, en juin 1957, ont participé l'essai nucléaire Priscilla à Camp Desert Rock dans le Nevada. « Dans la clarté de l'aube nous pouvions distinctement voir, suspendu à un grand ballon attaché, un petit objet sombre à environ 700 pieds (un peu plus de 200 mètres) du sol. Quand a commencé le compte à rebours, on nous a dit de nous mettre à genoux dans la tranchée, le dos tourné au point de l'explosion, en gardant les yeux bien fermés et en appuyant un avant-bras sur les lunettes de protection. Au moment de la détonation, à environ 6 heures du matin, même en ayant les yeux bien fermés et les lunettes noires, j'ai vu pendant un instant les os de mon avant-bras que je tenais appuyé sur mes yeux. Après une ou deux secondes la terre a tremblé. Mais c'était encore le silence. Puis un indescriptible grondement. Des débris de toutes sortes, jetés par l'explosion, volaient au-dessus de la tranchée, qui s'est en partie écroulée en ensevelissant plusieurs d'entre nous. Après 20 ou 30 secondes, on nous a dit de nous lever et de regarder la boule de feu. Elle paraissait être quasiment au-dessus de nos têtes et elle brûlait encore. Ensuite on nous a fait sortir des tranchées et avancer vers le ground zero. Je croyais à cette époque qu'il était possible de faire une guerre avec ces armes. Ça n'est que quelques années plus tard que j'ai compris que c'était une folie officielle de faire ces essais et d'endoctriner les troupes qui y participaient, pour qu'elles croient que ça aurait été utile et même possible de se battre et de gagner une guerre nucléaire ».

Un autre soldat, qui a participé en juillet 1957, dans le même polygone, à l'essai Shot Hood avec un engin beaucoup plus puissant (80 kilotonnes), raconte ce qui est advenu quand, après l'explosion aveuglante, on lui a dit de se lever: « Mes yeux ont commencé à regarder vers le haut, toujours plus haut, toujours plus haut, en suivant l'épaisse colonne de feu bouillonnante et de fumée, jusqu'au sommet du grand champignon. Je n'arrivais pas à bouger, même quand l'ordre a été donné. Alors un sergent-major m'a donné un coup de pied

---

<sup>1</sup> CTBTO, General Overview of the Effects of Nuclear Testing, 2017.

au cul, en me criant de me bouger. Nous avons alors commencé à marcher en file indienne vers le ground zero, le regard toujours fixé, comme hypnotisés, sur cette épaisse colonne de fumée et de flammes qui continuait à bouillonner au-dessus de nous ».

Ce même soldat, repensant à ce moment-là, écrit : « J'avais alors une totale confiance dans les autorités et je n'aurais jamais imaginé qu'elles m'auraient mis en danger dans une situation de non-combat. Bien sûr je me trompais. Le gouvernement n'avait cure de notre sort à tous. Notre réelle fonction, là-bas, était de servir de mannequins dans les tranchées. Mais pourquoi diable devions-nous partir à l'assaut du ground zero quelques minutes après l'explosion ? Qu'était-il resté là-bas à prendre d'assaut ? ».

Un marin, qui en mars 1954, se trouvait à bord du torpilleur Philip à environ 30 miles (plus de 55 kilomètres) de l'atoll de Bikini, se souvient ainsi de l'explosion d'une bombe à l'hydrogène de 15 mégatonnes : « On nous avait dit de ne pas regarder la sphère de feu parce que, même à, cette distance, nous aurions pu avoir des atteintes permanentes aux yeux. Quand a commencé le compte à rebours, nous qui étions sur le pont nous sommes accroupis sur le côté à tribord, la tête entre les bras et les yeux fermés. Au moment de l'explosion, la lumière de l'aube s'est transformée en une lumière aveuglante, d'un immense soleil jaune. Ensuite, après quelques minutes, nous avons pu voir ce que l'homme avait tu. La bombe à l'hydrogène avait créé le spectacle le plus terrifiant que l'oeil humain ait jamais vu. Nous avons la vision de l'apocalypse. Nous pouvions voir l'onde de choc qui s'approchait, en déplaçant à travers l'eau, balayant les nuages, les pulvérisant. Personne dans l'équipage ne parlait, il y avait un silence quasi religieux, pendant que nous regardions le nuage atomique bouillonnant qui montait dans le ciel. Je me souviens de m'être adressé à mon supérieur, en lui demandant comment quelqu'un pouvait donc penser lancer une autre guerre. Il ne m'a pas répondu, il a seulement secoué lentement la tête ».

Dans les années suivant les essais nucléaires, le gouvernement ne reconnaît presque jamais que les tumeurs contractées par les soldats sont dues aux radiations absorbées.

Un des « vétérans atomiques » écrit : « Au fil des années, j'ai dû me soumettre à diverses interventions pour enlever des cellules tumorales au visage, au thorax et aux bras. J'ai essayé d'obtenir une indemnisation, mais on me l'a toujours refusée ». « D'après moi, écrit un autre, on a dépensé un tas de dollars, pris sur nos impôts, pour rédiger des études trompeuses et nous convaincre que les essais n'étaient pas dangereux pour notre santé ni, chose plus importante, pour notre vie ».

Les essais dans le Nevada sèment la mort aussi chez les civils. Les nuages radioactifs des explosions se répandent dans une vaste zone elliptique, comprenant l'Utah, l'Idaho, le Montana et des Zones encore plus lointaines : ils provoquent au moins 15 000 cas mortels de cancer et 20 000 non mortels.

Les stars d'Hollywood aussi meurent à cause des essais nucléaires. En 1954, la société de production cinématographique RKO décide de réaliser un film sur Gengis Khan, *The Conqueror*, dirigé par Dick Powell et interprété par John Wayne et Susan Hayward. Ne pouvant pas le tourner en Mongolie en cette période de guerre froide, la troupe se rend dans le désert de l'Utah à un peu plus de 150 kilomètres du polygone du Nevada où se déroulent les essais nucléaires. Elle reste là trois mois et, en revenant à Hollywood, ramène de l'Utah 60 tonnes de sable du désert pour rendre plus réalistes les scènes tournées en studio. Dans les années qui ont suivi, 91 des 200 membres de la troupe sont atteints de divers types de carcinomes. La cause n'est pas officiellement reconnue, mais le Laboratoire de biologie de l'Université de l'Utah conclut, après avoir étudié les cas, que ce qui a provoqué dans la troupe une incidence aussi élevée de morts de cancer ne peut avoir été que le *fallout* des essais nucléaires du Nevada.

C'est seulement le 5 août 1965, après que, depuis 1945, ont été effectuées un total de 528 explosions nucléaires dans l'atmosphère, qu'États-Unis, Union soviétique et Grande-Bretagne signent le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, interdisant les explosions nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Mais désormais la radioactivité s'est répandue dans l'atmosphère terrestre : les seuls essais effectués dans le polygone du Nevada entre 1951 et 1963 rejettent 12 milliards de curies, radioactivité équivalente à environ 1.50 fois celle provoquée par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986.

Des émissions de radioactivité se produisent, même si c'est de façon bien moindre que pour celles des explosions dans l'atmosphère, dans la moitié environ des essais souterrains.

Selon une étude effectuée par le US Congressional Office Technological Assessment en 1989, 126 explosions nucléaires souterraines, effectuées dans le polygone du Nevada entre 1970 et 1988, provoquent une libération de radioactivité dans l'atmosphère, soit immédiatement soit dans les semaines qui suivent à cause des gaz qui, en se répandant à travers des roches poreuses et des cavités souterraines, reviennent en surface même dans des zones éloignées.

S'ajoutent à elles les émissions radioactives des sites nucléaires militaires : dans ceux des États-Unis, selon le

Département de l'Énergie lui-même, on recense environ 10 000 cas de contamination radioactive du terrain, des nappes phréatiques et des édifices. Dans les sites de retraitement de Savannah River, Hanford et Ineel, environ 3,8 millions de litres de scories hautement radioactives filtrent, dans le terrain, à partir des réservoirs qui en contiennent plus de 300 millions.

Rien que dans la zone où est situé le plus grand complexe pour la fabrication d'armes nucléaires, la Hanford Nuclear Reservation, plus de 20 000 enfants se trouvent exposés à l'iode-131, isotope radioactif qui provoque le cancer de la thyroïde. La radioactivité ayant des effets à long terme, on prévoit, à la suite des essais et des fuites de radioactivité, au moins 120 000 autres cas de cancer de la thyroïde, dont environ 6 000 mortels. C'est l'Hiroshima étasunien.

Plus désastreuses encore sont les conséquences des essais nucléaires soviétiques. Dans la région de Semipalatinsk au Kazakhstan, de 1949 à 1989 ont été effectuées 459 explosions nucléaires – dont 87 dans l'atmosphère, 26 au sol et 346 souterraines – pour une puissance totale équivalente à 1 100 bombes d'Hiroshima. Les habitants ne sont avertis du danger, ni protégés par des mesures préventives adéquates.

Environ un million et demi de personnes sont touchées par les retombées radioactives et par les gaz radioactifs qui s'échappent pendant les essais souterrains. La mortalité infantile augmente de 10 % au-dessus de la moyenne nationale ; l'incidence des maladies du sang, de 30 % ; les cas de retard mental, de 200 % ; l'incidence des cas de cancer, qui en 1958 est de 158 pour 100 000 habitants, augmente d'un tiers en dix ans. Entre 1980 et 1990, les morts du cancer aux poumons sont multipliées par trois ; celles du cancer de l'intestin, par huit.

Dans les sites soviétiques, surtout dans les trois « villes du plutonium » (Tcheliabinsk-65, Tomsk-7 et Krasnoyarsk-26), où est produite la matière première pour les armes nucléaires, on constate de véritables désastres. Les plus graves ont lieu dans la région de Tcheliabinsk. De 1949 à 1956, les déchets radioactifs du complexe de Maïak sont déversés dans le fleuve Techa, dont 24 villages utilisent l'eau. En 1957, dans le site de Kyshtym, explose un dépôt de déchets hautement radioactifs, contaminant un territoire habité par plus de 250 000 personnes, dont seule une petite partie va être évacuée. Dix ans après, en 1967, quand la sécheresse assèche le Lac Karatchaï dans lequel le complexe de Maïak déverse ses déchets radioactifs depuis 1951, une tempête de vent épand la poussière radioactive sur un territoire habité par un demi-million de personnes.

Dans la région de Tcheliabinsk, à cause de la radioactivité, 90 % des enfants contractent des maladies chroniques et la durée moyenne de vie descend à 50-55 ans. C'est l'Hiroshima soviétique, qui fauche plus de victimes que le bombardement nucléaire de la ville japonaise.

La radioactivité produite par les essais nucléaires (surtout atmosphériques), par les accidents dans lesquels sont impliquées des armes nucléaires et par les émissions des sites nucléaires militaires, compromet la santé de millions de personnes. On n'en connaît pas avec exactitude le nombre parce que le secret militaire règne en maître. Selon une des estimations, les personnes touchées par les effets des radiations seraient plus de 15 millions et les morts plus d'un demi-million. On sait cependant que les effets des radiations continueront à se répercuter de génération en génération, en provoquant d'autres millions de morts. Après Hiroshima et Nagasaki, la Bombe continue à tuer.

## Les armes à uranium appauvri

Dans la première guerre du Golfe, les États-Unis tiennent prêtes au lancement, à distance de tir de l'Irak, des centaines d'armes nucléaires tactiques. En même temps des armes nucléaires israéliennes sont prêtes au lancement. C'est probablement le secrétaire d'État lui-même, James Baker, qui, dans une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères irakien Tarek Aziz à Genève à la veille de l'opération « Tempête du désert », avertit Bagdad que les États-Unis sont prêts à utiliser les armes nucléaires si l'Irak emploie des armes chimiques contre les forces étasuniennes et alliées.

Même si dans la guerre contre l'Irak des armes nucléaires ne sont pas utilisées, par contre vont être largement employées, pour la première fois à grande échelle, leurs « petites sœurs » : celles à l'uranium appauvri, armes d'un nouveau type provenant du même cycle de l'uranium à travers lequel est produit de l'uranium enrichi pour les armes nucléaires.

Les projectiles à uranium appauvri (DU), grâce à l'exceptionnelle densité de ce métal (il pèse 1,7 fois plus que le plomb) et à sa nature pyrophorique, peuvent pénétrer à travers le blindage des chars d'assaut, en développant à l'intérieur une très haute température. L'uranium appauvri est un sous-produit du processus d'enrichissement de l'uranium 238, dont il conserve environ 70% de la radioactivité. Pour les industries qui gèrent les sites de retraitement, il est donc extrêmement avantageux, plutôt que d'assumer les dépenses de son stockage, de le vendre aux industries guerrières qui l'utilisent pour fabriquer des projectiles.

Selon les données fournies ensuite par le Pentagone, dans la zone de Bassora et au Koweït sont utilisés en 1991 par les forces aériennes et terrestres étasuniennes et, de façon plus réduite, britanniques, des projectiles à uranium appauvri pour un total de 300 tonnes. Selon certaines organisations non-gouvernementales, la quantité réelle utilisée est de 700-800 tonnes. Aux 14 000 projectiles DU de 120 mm tirés depuis les chars d'assaut et au million de 30 mm tirés depuis les « canonniers volants » A-10 et par les hélicoptères Apache, il faut en effet ajouter des milliers de têtes à l'uranium appauvri, dont sont dotés missiles de croisière et roquettes, et des milliers de projectiles employés pendant les exercices dans le désert saoudien.

La dangerosité de ces projectiles, autant pour l'environnement que pour la santé des habitants des zones où ils sont employés, est due au fait que, au moment de l'explosion, l'uranium se transforme en aérosol dont les particules radioactives, transportées par les courants de convection et par les vents, se dispersent sur une vaste zone et, en pénétrant dans le corps humain à travers l'inhalation, l'ingestion ou la contamination des blessures, peuvent provoquer des tumeurs et même de graves dommages génétiques pour les générations suivantes.

En mars 1979 déjà, plus de dix années avant la guerre du Golfe, un rapport publié par l'Armée étasunienne concluait : au moment de l'impact du projectile contre le blindage d'un char d'assaut, l'uranium appauvri se transforme en aérosol mettant en danger « non seulement les personnes du voisinage immédiat, mais aussi celles qui se trouvent à distance sous le vent », car « les particules, transportées par le vent, se déposent rapidement dans les tissus pulmonaires en exposant l'hôte à une dose toxique croissante de radiation alfa, capable de provoquer cancer et autres maladies mortelles ».

Une autre étude, commissionnée par l'Armée étasunienne à la veille de la crise du Golfe, confirme que « l'uranium appauvri provoque le cancer quand il pénètre dans l'organisme et sa toxicité chimique cause des dommages aux reins ».

Bien qu'on connaisse le danger auquel sont exposés non seulement les civils irakiens, mais aussi les soldats étasuniens eux-mêmes, en 1991, on décide d'employer les projectiles DU de façon massive. Deux années après la fin de la guerre, plus de cent anciens combattants commencent à accuser des symptômes de graves pathologies, comme perte de poids et cheveux et saignements aux gencives. Ce sont les premiers signes de ce qui va être défini comme « syndrome du Golfe ». Il est dû, en plus des projectiles à l'uranium appauvri, probablement aussi aux substances toxiques qui se dégagent des sites chimiques et dépôts de munitions bombardés, des bunkers démolis, des puits de pétrole en flammes, et aux vaccinations contre l'anthrax et le botulisme.

Dans les dix années suivantes, des 697 000 soldats étasuniens qui se sont battus dans la guerre de 1991, environ 110 000 sont atteints du « syndrome du Golfe », dont sont affectés aussi 2 000 soldats britanniques, et 9 000 meurent<sup>2</sup>. Nombreux sont les cas de malformations génétiques chez leurs enfants. Un nombre certainement plus grand de victimes se révèle dans la population irakienne. Dans les années qui suivent, les médecins irakiens relèvent une forte augmentation des cas de cancers, leucémies et malformations congénitales, typiquement corrélables la radioactivité. Dans le sud de l'Irak, dans la population au-dessous de 15 ans, on observe en 1997, par rapport à 1990, une augmentation de 60 % des cas de leucémies et de 120 % des tumeurs malignes, notamment au cerveau.

L'Armée étasunienne va d'une part nier officiellement la dangerosité des projectiles à l'uranium appauvri, mais d'autre part montrer qu'elle est au courant de leurs effets nocifs. Une de ses vidéos pour l'entraînement militaire, réalisée cinq ans après la guerre du Golfe, prévient les soldats du risque que « l'uranium appauvri [puisse] être inhalé à travers la poussière et la fumée si on ne porte pas de masque et, si l'on ne porte pas de gants, ingéré avec la nourriture et les boissons ». « Souvenez-vous, concluent les instructions qu'il faut toujours, si possible, être loin des matériels et du terrain contaminés ».

C'est ainsi que les armes à l'uranium appauvri, petites sœurs des armes nucléaires provenant de la même origine, continuent à tuer, comme continuent à tuer les bombes d'Hiroshima et Nagasaki et les nombreuses autres qu'on a fait exploser dans les essais nucléaires.

Manlio DINUCCI, éd. Delga, Paris, 2021

---

<sup>2</sup> *The Research Advisory Committee on Gulf War Veterans' Illnesses*, Scientific Progress in Understanding Gulf War Veterans' Illnesses : Report and Recommendations, 2004.



# Les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki

Je suis d'avis que l'utilisation de cette arme barbare à Hiroshima et Nagasaki n'a pas été une aide matérielle dans notre guerre contre le Japon. Les Japonais étaient déjà vaincus et prêts à se rendre. Mon sentiment personnel était qu'en étant les premiers à l'utiliser, nous avons adopté une norme éthique commune aux barbares de l'âge des ténèbres. (Admiral William D Leahy)

<https://fr.sott.net/>

---

## Joe Biden apprenti-sorcier nucléaire



*Le président Biden a annoncé la naissance de l'Aukus, partenariat stratégique-militaire entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, avec « l'impératif d'assurer la paix et la stabilité à long terme dans l'Indo-Pacifique », la région qui dans la géo-politique de Washington s'étend de la côte occidentale des USA à celle de l'Inde. But de cette « mission stratégique » : « affronter ensemble les menaces du 21<sup>ème</sup> siècle comme nous l'avons fait au 20<sup>ème</sup> siècle ». Référence claire à la Chine et à la Russie. Pour « se défendre contre les menaces en rapide évolution », l'Aukus lance un « projet clé » : États-Unis et Grande-Bretagne aideront l'Australie à acquérir « des sous-marins à propulsion nucléaire, armés conventionnellement ».*

La première réaction à l'annonce du projet de l'Aukus a été celle de la France : elle perd de cette façon un contrat de 90 milliards de dollars, stipulé avec l'Australie, pour la fourniture de 12 sous-marins d'attaque Barracuda à propulsion conventionnelle. Paris, accusant d'avoir été poignardé dans le dos, a rappelé ses ambassadeurs en poste aux USA et en Australie. Sur le contentieux entre Paris et Washington s'est focalisée l'attention politico-médiatique, laissant dans l'ombre les implications du projet Aukus.

Avant toute chose il n'est pas crédible qu'États-Unis et Grande-Bretagne fournissent à l'Australie les technologies les plus avancées pour construire au moins 8 sous-marins nucléaires de dernière génération, avec un coût unitaire d'environ 10 milliards de dollars, pour les doter seulement d'armements conventionnels (non-nucléaires). C'est comme s'ils fournissaient à l'Australie des porte-avions dans l'impossibilité d'embarquer des avions. En réalité les sous-marins auront des tubes de lancement adaptés aussi bien à des missiles non-nucléaires qu'à des missiles nucléaires. Le Premier ministre Morrison a déjà annoncé que l'Australie obtiendra rapidement, via les USA, « une capacité d'attaque à longue portée » avec des missiles Tomahawk et des missiles hypersoniques, armables de têtes pouvant être conventionnelles ou nucléaires.

À coup sûr les sous-marins australiens seront en mesure de lancer aussi des missiles balistiques USA Trident D5, dont sont armés les sous-marins étasuniens et britanniques. Le Trident D5 a une portée de 12 000 km et peut transporter jusqu'à 14 têtes thermonucléaires indépendantes : W76 de 100 kilotonnes ou W88 de 475 kilotonnes. Le sous-marin d'attaque nucléaire Columbia, dont la construction a commencé en 2019, a 16

tubes de lancement pour les Trident D5, et a donc la capacité de lancer plus de 200 têtes nucléaires pouvant détruire tout autant d'objectifs (bases, ports, villes et autres).

Ainsi, il apparaît clairement que Washington a écarté Paris de la fourniture des sous-marins à l'Australie non pas simplement dans un but économique (favoriser sa propre industrie de guerre), mais dans un but stratégique : passer à une nouvelle phase de l'escalade militaire contre la Chine et la Russie dans l' « Indo-Pacifique », en gardant le commandement absolu de l'opération. Une fois effacée la fourniture des sous-marins français à propulsion conventionnelle, obsolètes pour cette stratégie, Washington a lancé ce que l'Ican-Australie dénonce comme « la nucléarisation croissante de la capacité militaire de l'Australie ». Une fois opérationnels, les sous-marins nucléaires australiens seront de fait insérés dans la chaîne de commandement USA, qui décidera de leur utilisation. Ces sous-marins, dont personne ne pourra contrôler l'armement réel, en s'approchant en profondeur et silencieusement des côtes de la Chine, et aussi de celles de la Russie, pourraient frapper en quelques minutes les principaux objectifs de ces pays avec une capacité destructrice équivalente à 20 mille bombes d'Hiroshima.

On peut facilement prévoir quelle sera la première conséquence. La Chine, qui selon le Sipri possède 350 têtes nucléaires en regard des 5 550 des USA, accélérera le développement quantitatif et qualitatif de ses propres forces nucléaires. Le potentiel économique et technologique qu'elle possède lui permet de se doter de forces nucléaires équivalentes à celles des USA et de la Russie. Le tout grâce à l'apprenti-sorcier Biden qui, tandis qu'il lance le « projet clé » des sous-marins nucléaires à l'Australie, exalte « le leadership de longue date des États-Unis dans la non-prolifération mondiale ».

Manlio DINUCCI, 23 septembre 2021

Source originale: Il Manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Investig'Action

---

## Humour de Siné mensuel



# Génial, ils mettent des armes à feu sur les robots-chiens maintenant

*Ils ont commencé à monter des fusils de sniper sur des robots-chiens, ce qui est une excellente nouvelle pour tous ceux qui espéraient qu'ils commencent à monter des fusils de sniper sur des robots-chiens.*



## **Spur, le chien en métal**

Lors de la réunion annuelle et de l'exposition de l'Association de l'Armée américaine, Ghost Robotics (le concurrent militaire de la société plus connue Boston Dynamics) a fièrement présenté une arme conçue pour être fixée à ses robots quadrupèdes fabriqués par une société appelée SWORD Defense Systems.

« Le Fusil sans Pilote à Usage spécial (SPUR - Special Purpose Unmanned Rifle) de SWORD Defense Systems a été spécialement conçu pour offrir un tir de précision à partir de plateformes sans pilote telles que le quadrupède Vision-60 de Ghost Robotics », proclame SWORD sur son site Web.

« Le SPUR est équipé d'une chambre 6,5 Creedmoor permettant un tir de précision jusqu'à 1 200 m. Il peut également utiliser des cartouches 7,62×51 mm OTAN si des munitions sont disponibles. Grâce à ses capteurs très performants, le SPUR peut opérer dans une multitude de conditions, de jour comme de nuit. Le SPUR de SWORD Defense Systems est l'avenir des systèmes d'armement sans pilote, et cet avenir est maintenant ».

En mai dernier, l'armée de l'air américaine a diffusé une vidéo sur le « Robot-Chien Fantôme » avec lequel ces armes sont conçues, montrant les machines en train de faire du sport, de se relever après avoir été retournées, et même de danser. Tout cela devient beaucoup moins mignon quand on imagine qu'elles effectuent ces manœuvres tout en portant une arme conçue pour exploser des crânes à un kilomètre de distance.

À un moment donné dans la vidéo, un sergent-chef explique à l'animateur comment ces robots-chiens peuvent être équipés de toutes sortes d'appareils, tels que des systèmes de communication, des dispositifs de neutralisation des explosifs et munitions, des appareils pour tester les produits chimiques et les radiations,

et pendant tout le temps où vous l'écoutez énumérer ces choses, vous pensez « Des armes. Oui, des armes. On peut y attacher des armes, pourquoi ne pas le dire tout simplement ? ».

Le prototype SPUR n'est qu'une des nombreuses armes différentes que nous verrons certainement testées pour être utilisées avec des robots quadrupèdes dans les années à venir, et finalement nous verrons probablement ses successeurs testés sur des étrangers appauvris lors d'interventions militaires inutiles des États-Unis et/ou de leurs alliés. Ils rejoindront les autres systèmes d'armes sans pilote de l'arsenal impérial, comme le célèbre programme de drones des États-Unis, le Samsung SGR-AI de la Corée du Sud, le drone turc Kargu, qui aurait déjà attaqué des êtres humains en Libye sans en avoir reçu l'ordre, et le fusil de précision robotisé assisté par l'IA, utilisé par les services secrets israéliens en coordination avec le gouvernement américain pour assassiner un scientifique iranien l'année dernière.

Dans un avenir pas si lointain, les systèmes d'armes sans pilote seront peut-être également convoités par des civils fortunés.

En 2018, l'auteur et professeur influent Douglas Rushkoff a écrit un article intitulé « *La survie des plus riches* » dans lequel il a révélé qu'un an plus tôt, il avait reçu des honoraires énormes pour rencontrer cinq investisseurs de fonds de couverture extrêmement riches. Selon Rushkoff, ces milliardaires anonymes lui ont demandé conseil pour élaborer une stratégie de survie après ce qu'ils ont appelé « *l'événement* », leur terme pour désigner l'effondrement de la civilisation par la destruction du climat, la guerre nucléaire ou toute autre catastrophe qu'ils considéraient apparemment comme suffisamment probable et proche pour commencer à s'y préparer.

Rushkoff écrit que, finalement, il est devenu évident que la principale préoccupation de ces ploutocrates était de maintenir le contrôle d'une force de sécurité qui protégerait leurs domaines de la populace dans un monde post-apocalyptique où l'argent ne signifierait peut-être plus rien. Je vous encourage à lire attentivement le paragraphe suivant de l'article, car il en dit long sur la façon dont ces personnes voient notre avenir, notre monde et leurs semblables :

« Cette seule question nous a occupés pendant le reste de l'heure. Ils savent que des gardes armés seront nécessaires pour protéger leurs installations des foules en colère. Mais comment vont-ils payer les gardes une fois que l'argent ne vaudrait plus rien ? Qu'est-ce qui pourrait empêcher les gardes de choisir leur propre chef ? Les milliardaires ont envisagé d'utiliser des serrures à combinaison spéciale sur l'approvisionnement en nourriture qu'ils étaient les seuls à connaître. Ou faire porter aux gardes une sorte de collier disciplinaire en échange de leur survie. Ou peut-être construire des robots pour servir de gardes et de travailleurs – si cette technologie pouvait être développée à temps ».

Quelque chose à garder en tête si vous vous retrouvez un jour à espérer avec ferveur que le monde soit sauvé par des milliardaires.

Reid Hoffman, cofondateur de LinkedIn, a déclaré que plus de la moitié des milliardaires de la Silicon Valley ont investi dans une sorte d' « assurance apocalypse », comme un bunker souterrain, afin de s'assurer qu'ils survivent aux catastrophes qui pourraient résulter du statu quo dont ils profitent actuellement si largement. Le *New Yorker* a publié un article sur ce phénomène des méga-riches qui se préparent à l'apocalypse. Nous pouvons être sûrs que les forces militaires ne sont pas les seules à prévoir d'avoir des machines à tuer éternellement loyales pour protéger leurs intérêts à l'avenir.

Nous sommes gouvernés par des bellicistes et des sociopathes, et aucun d'entre eux n'a de projets sains pour notre avenir. Ils ne sont pas gentils, et ils ne sont pas sages. Ils ne sont même pas particulièrement intelligents. À moins que nous ne trouvions un moyen d'arracher leurs doigts du volant de notre monde pour que nous puissions nous détourner de la direction que nous prenons, les choses vont probablement devenir très sombres et effrayantes.

**Commentaire :** Un chien de métal, froid même s'il sait danser. Mais ce n'est pas un chien. Dans la nouvelle réalité, est-ce que les animaux auront le droit d'exister ? On dit souvent que la vie sans les animaux serait impensable, c'est affirmer que la relation entre animaux et humains est essentielle pour la survie de toutes les espèces. Mais que vient faire un chien de métal, un programme, un instrument, un robot pour prendre la place d'un chien, des chiens, l'ami de l'homme ?

Il est vrai aussi que ce chien robotique pourrait avoir sa place dans un monde robotisé, programmé, froid et mécanisé.

Caitlin JOHNSTONE, 15 octobre 2021, Réseau International

<https://fr.sott.net/article/38464-genial-ils-mettent-des-armes-a-feu-sur-les-robots-chiens-maintenant>

## APRÈS L'AFGHANISTAN, LES ÉTATS-UNIS VEULENT FAIRE LA GUERRE AUTREMENT

### Moins de troupes, plus de drones

*En achevant le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, le président Joseph Biden a démontré qu'il ne céderait pas aux pressions des « faucons ». Il n'est plus question de stationner des effectifs militaires américains importants dans des guerres de longue durée. Mais cela ne signifie pas, loin de là, que les États-Unis sont tentés par le pacifisme...*

En tenant tête à tous les partisans de la prolongation de la présence de troupes américaines en Afghanistan, M. Joseph Biden a réuni contre lui un vaste front allant des va-t-en-guerre traditionnels, soucieux d'affirmer la suprématie des États-Unis, aux « interventionnistes libéraux » affectant se préoccuper du sort des femmes afghanes. Pourtant, M. Biden n'a rien d'une colombe; son parcours politique l'atteste assez. Il n'a fait que mettre un terme à un déploiement qui n'avait ni empêché les talibans de gagner du terrain, ni prévenu le développement d'une branche régionale de l'Organisation de l'État islamique (l'Islamic State - Khorasan Province, IS-KP), bien plus menaçante pour les États-Unis que les talibans.

La débâcle du gouvernement afghan et le chaos tragique qui ont accompagné la phase finale du retrait des troupes américaines – et alliées – de Kaboul ont cependant constitué une conclusion appropriée du cycle des vingt années de « guerre contre le terrorisme » inauguré par l'administration de M. George W. Bush dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001. En matière de projection de la puissance américaine, ce cycle a débouché sur une lourde défaite, la deuxième de ce genre depuis la seconde guerre mondiale après la guerre du Vietnam. Dans la « guerre contre le terrorisme », l'échec irakien est plus grave que la déroute afghane, même si le retrait américain de Bagdad s'est effectué en bon ordre. Car l'enjeu stratégique irakien l'emportait sur celui de l'Afghanistan, la région du Golfe ayant représenté une zone prioritaire pour l'empire américain depuis 1945.

L'invasion de l'Irak avait d'ailleurs fait l'objet d'une requête pressante adressée au président William Clinton en 1998 par le Project for the New American Century, un think tank néoconservateur mêlant démocrates et républicains, d'où seront issus la plupart des futurs ténors de l'administration de M. Bush.

Deux d'entre eux, le ministre de la défense Donald Rumsfeld et son adjoint Paul Wolfowitz, avaient même réclamé une invasion de l'Irak juste après le 11-Septembre. Mais les militaires insistèrent alors pour que la riposte commençât plutôt par l'Afghanistan, qui servait de base à Al-Qaida. Les effectifs américains déployés au départ dans chacun des deux pays indiquent néanmoins où étaient les priorités : moins de 10 000 hommes en Afghanistan en 2002 (et moins de 25 000 jusqu'en 2007), contre plus de 140 000 en Irak dès 2003 (1). Néanmoins, les troupes américaines durent évacuer l'Irak en 2011 en vertu d'un humiliant « accord sur le statut des forces » que l'administration Bush se résigna à conclure en 2008 avec le gouvernement irakien de M. Nouri Al-Maliki... ami de l'Iran.

Les États-Unis quittèrent ainsi un État devenu inféodé à un voisin autrement plus redoutable pour leurs intérêts que les talibans. Et, si le retrait des troupes américaines n'y entraîna pas la débâcle immédiate des forces armées gouvernementales que le Pentagone avaient mises sur pied, c'était que rien ne les menaçait en 2011. En revanche, lorsque trois ans plus tard l'État islamique en Irak et au Levant (devenu ensuite Organisation de l'État islamique, OEI) envahit le territoire irakien à partir de la Syrie, les troupes de Bagdad connurent une débandade comparable à celle des troupes de Kaboul en août dernier.

#### Enlèvement en Irak

L'administration du fils Bush espérait avoir trouvé dans la « guerre contre le terrorisme » le prétexte idéologique idéal pour une reprise des expéditions impériales américaines; traumatisée, la population américaine soutint largement les nouvelles campagnes. Dix ans plus tôt, un autre président de la même famille, le père, George H. W. Bush, pensait s'être débarrassé du « syndrome vietnamien » – l'opposition de la population américaine aux guerres impériales après la défaite indochinoise – en conduisant, cette fois avec succès et dans un temps record, la guerre du Golfe contre l'Irak. La deuxième fois, l'illusion ne dura pas.

L'enlèvement en Irak réveilla ce « syndrome vietnamien ». La « crédibilité » de Washington, c'est-à-dire sa capacité dissuasive, s'en trouva fortement amoindrie, ce qui ne manqua pas d'encourager l'Iran et la Russie au Proche-Orient. L'équipe de M. Bush avait failli, faute d'avoir observé les règles de la doctrine militaire

élaborée sous Ronald Reagan (1981-1989) et Bush père (1989-1993) à la lumière des leçons du Vietnam et des avancées technologiques de l'ère numérique.

La nouvelle doctrine, qui compte parmi ses concepteurs M. Richard Cheney et Colin Powell, respectivement ministre de la défense et chef d'état-major des armées sous Bush père, visait à éviter l'enlisement dans une guerre prolongée impliquant des dizaines de milliers de soldats américains, et partant un grand nombre de morts. La conscription avait du reste été supprimée en 1973, et le Pentagone ne souhaitait plus envoyer au combat des étudiants potentiellement rebelles, comme pendant la guerre du Vietnam. Les interventions militaires du futur devaient donc surtout recourir à la guerre à distance, pour laquelle les nouvelles technologies permettaient dorénavant de fabriquer des armes « intelligentes ». Limités en effectifs et dans le temps, les déploiements au sol minimiseraient l'engagement direct des soldats américains dans des missions de combat. Toutefois, si une offensive de grande envergure s'imposait, elle interviendrait à partir d'une position de supériorité écrasante, de sorte à éviter l'« escalade » consistant à envoyer des renforts successifs pendant plusieurs années.

Les opérations militaires menées contre l'Irak en 1991 pour la « libération » du Koweït se conformèrent à cette doctrine. Washington prit le temps de concentrer une force gigantesque sur le théâtre des opérations (dont 540 000 soldats et près de 2 000 avions), le président Bush père ne désirant courir aucun risque au cours de cette première guerre américaine de grande envergure depuis la déroute vietnamienne de 1975. L'Irak fut soumis à une campagne de destruction massive par missiles et bombardements aériens préalablement à l'avancée des troupes au sol. Les combats ne durèrent que six semaines, occasionnant des pertes militaires américaines limitées (148 morts), et réalisèrent leurs objectifs : expulsion des troupes irakiennes du Koweït, soumission de l'Irak au contrôle des États-Unis.

Des deux conflits engagés par M. Bush sous la bannière de la « guerre contre le terrorisme », le premier, celui d'Afghanistan, se conformait au départ à la doctrine post-vietnamienne : usage intensif de la guerre à distance, déploiement limité de troupes américaines, combat sur le terrain principalement livré par des forces locales, les « seigneurs de la guerre » de l'Alliance du Nord. En revanche, l'invasion de l'Irak fut d'emblée pensée pour une occupation prolongée du pays, en violation flagrante des « leçons du Vietnam ». Celle-ci était justifiée par l'idée insensée que la population irakienne allait accueillir l'armée américaine en libératrice, ce qui explique la disproportion entre les effectifs déployés, relativement modestes, et la tâche qui leur fut assignée. On sait ce qu'il advint. La construction en Irak d'un État sous l'égide de l'occupant fit l'affaire de l'Iran. Et pendant ce temps, Washington s'était progressivement engagé dans l'entreprise, parallèle et non moins insensée, de superviser la construction d'un État en Afghanistan. Il en résulta un second enlisement, qui fit de cette guerre la plus longue de l'histoire américaine.

Le président Barack Obama signala un retour résolu à la doctrine militaire de l'après-Vietnam. Il fut suivi dans cette même voie par le président Donald Trump. M. Obama s'était opposé à l'invasion de l'Irak ; il veilla à l'accomplissement du retrait américain du pays négocié par son prédécesseur et se montra réticent à s'engager dans de nouvelles aventures guerrières. L'intervention américaine en Libye en 2011 consista exclusivement en bombardements à distance et fut limitée dans le temps. Et M. Obama s'abstint d'intervenir directement en Syrie, jusqu'au moment où l'OEI envahit le nord de l'Irak.

Contre l'OEI, M. Obama mena une guerre à distance, avec un déploiement restreint de troupes au sol pour encadrer le combat mené par des forces locales : forces gouvernementales reconstituées, combattants de la région autonome kurde et milices chiites pro-iraniennes en Irak ; combattants kurdes de gauche en Syrie. Le succès remporté dans la campagne anti-OEI à relativement peu de frais pour les États-Unis a contrasté fortement avec l'échec des invasions très coûteuses menées par M. Bush en Afghanistan et en Irak. Mais, parallèlement, M. Obama surpassa de beaucoup son prédécesseur dans l'usage des drones, dernier cri de la guerre à distance, avec un bilan meurtrier considérable (2).

M. Trump emprunta la même voie, nonobstant son obsession de défaire l'œuvre de son prédécesseur. Après avoir tenté à son tour d'améliorer les termes d'un accord avec les talibans, il s'engagea à retirer les troupes américaines d'Afghanistan à l'échéance du 1er mai 2021. Il continua à faire un usage intensif des drones et s'assura de soustraire cette pratique au contrôle public, plus encore qu'elle ne l'était déjà (3). Là où il tint à se distinguer de M. Obama, c'est en recourant à des « frappes » plus importantes que l'usage de drones. Moins de trois mois après avoir accédé à la présidence, M. Trump ordonnait coup sur coup, le 7 avril 2017, un bombardement contre un site militaire de l'armée syrienne et, le 13 avril, le largage de « la mère de toutes les bombes » (GBU-43/B MOAB, la plus puissante bombe non nucléaire dans l'arsenal américain, jamais utilisée auparavant) sur un objectif lié à l'IS-KP en Afghanistan.



## Quatorze mille «frappes» en dix ans

À la Maison Blanche, M. Biden s'est à son tour pleinement inscrit dans cette continuité. Lors de sa campagne électorale, il avait énoncé son adhésion à la doctrine militaire inspirée des «leçons du Vietnam», mise en œuvre contre l'OEI en Irak et en Syrie : «Il y a une grande différence, écrivait-il en 2020, entre les déploiements à grande échelle et à durée indéterminée de dizaines de milliers de troupes de combat, qui doivent cesser, et l'usage de quelques centaines de soldats des forces spéciales et d'agents des renseignements pour soutenir des partenaires locaux contre un ennemi commun. Ces missions à plus petite échelle sont viables militairement, économiquement et politiquement, et elles servent l'intérêt national (4).»

M. Biden a ainsi veillé à achever le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, s'accordant seulement quatre mois de délai supplémentaire, sans pour autant parvenir à éviter la débâcle dont le monde entier fut témoin. En ordonnant, un mois seulement après son investiture, une nouvelle frappe de missiles en Syrie contre des cibles liées à la présence iranienne dans ce pays, il a montré, à l'instar de M. Trump, qu'il n'hésiterait pas à recourir à toute la gamme des bombardements à distance. Il a également jugé opportun de faire une démonstration publique de l'usage de drones en détruisant le 29 août une cible afghane, censée être un véhicule bourré d'explosifs destinés à un nouvel attentat-suicide à l'aéroport de Kaboul – comparable à celui qui, le 26 août, avait occasionné plus de cent quatre-vingts morts, dont treize militaires américains.

Confronté à une enquête accablante du *New York Times*, le Pentagone dut reconnaître, le 17 septembre dernier, qu'il s'était trompé de cible et avait assassiné dix civils, dont sept enfants (5). Aucun des responsables militaires n'a présenté sa démission (6). C'est que le meurtre de civils à haute fréquence est un «dommage collatéral» inhérent à l'usage même des drones, comme à toutes les formes de guerre à distance. Selon un observatoire britannique, les États-Unis ont effectué de 2010 à 2020 plus de 14 000 frappes par drone, tuant entre 8 800 et 17 000 personnes, dont 910 à 2 200 civils (7).

Parallèlement, les États-Unis augmentent leurs dépenses militaires afin de maintenir leur suprématie mondiale, de dissuader les grandes puissances rivales que sont la Chine et la Russie, et de menacer tout pays de moindre puissance qui nuirait gravement à leurs intérêts de subir le sort de l'Irak en 1991. Le tout pour le plus grand bonheur de leur complexe militaro-industriel. Malgré le retrait d'Afghanistan, la nouvelle administration Biden a soumis au Congrès un budget de 715 milliards de dollars pour l'année fiscale 2022. Le 23 septembre, la Chambre des représentants a décidé, par une majorité de 316 contre 113, d'y ajouter 25 milliards, rapprochant ce nouveau budget du niveau record des dépenses nominales (non corrigées de l'inflation) atteint en 2011 (8). Avant le retrait d'Irak.

Gilbert ACHCAR (Monde diplomatique)

Professeur en études du développement à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'université de Londres.

(1) Cf. «The US lost in Afghanistan. But US imperialism isn't going anywhere», *Jacobin*, New York, 4 septembre 2021.

(2) Cf. Emran Feroz, «Obama's brutal drone legacy will haunt the Biden administration», *Foreign Policy*, Washington, DC, 17 décembre 2020.

(3) Cf. Hina Shamsi, «Trump's secret rules for drone strikes and presidents' unchecked license to kill», *American Civil Liberties Union (ACLU)*, 5 mai 2021.

(4) Joseph R. Biden, Jr., «Why America must lead again. Rescuing US foreign policy after Trump», *Foreign Affairs*, New York, mars-avril 2020.

(5) Cf. Eric Schmitt et Helene Cooper, «Pentagon acknowledges Aug. 29 drone strike in Afghanistan was a tragic mistake that killed 10 civilians», *The New York Times*, 17 septembre 2021.

(6) Peter Maass, «America's generals are cowards. Fire them all», *The Intercept*, 23 septembre 2021.

(7) «Drone warfare», *The Bureau of Investigative Journalism*, Londres.

(8) Cf. Joe Gould et Leo Shane III, «Plans for bigger defense budget get boost after House authorization bill vote», *Military Times*, Vienna (Virginie), 24 septembre 2021.

# Ils défendent le climat pendant qu'ils préparent la fin du monde

Au début du mois d'octobre l'Italie a accueilli la réunion préparatoire de la Conférence de l'Onu sur le changement climatique, actuellement en cours à Glasgow, la COP26. Deux semaines plus tard, l'Italie a accueilli un autre évènement international qui, à la différence du premier amplement publicisé, a été passé sous silence par le gouvernement : la manœuvre de l'Otan de guerre nucléaire *Steadfast Noon* dans les cieux de l'Italie septentrionale et centrale.



Sous commandement US, les forces aériennes de 14 pays de l'Alliance atlantique, avec chasseurs bombardiers à double capacité nucléaire et conventionnelle déployés dans les bases d'Aviano (Frioul) et de Ghedi (Brescia) y ont participé pendant sept jours. À Aviano est basée en permanence la 31ème escadre USA avec chasseurs bombardiers F-16C/D et bombes nucléaires B61. À Ghedi, le 6ème Stormo de l'Aéronautique italienne avec chasseurs bombardiers Tornado PA-200 et bombes nucléaires B61.

La Fédération des Scientifiques Américains (FAS) confirme en 2021 que « sont assignées à l'armée de l'Air italienne des missions d'attaque nucléaire avec bombes USA, gardées en Italie sous contrôle de l'US Air Force, dont l'utilisation en guerre doit être autorisée par le président des États-Unis ». Les bases d'Aviano et de Ghedi ont été restructurées pour recevoir des chasseurs F-35 armés des nouvelles bombes nucléaires B61-12.

En octobre dernier, dans le Nevada, le test final avec largage de B61-12 inertes par deux chasseurs F-35A a été effectué. Sous peu les nouvelles bombes nucléaires arriveront en Italie : 30 chasseurs italiens F-35A, prêts à l'attaque sous commandement US avec 60 bombes nucléaires B61-12, peuvent être hébergés dans la seule base de Ghedi.

Une semaine après avoir participé à cette manœuvre de guerre nucléaire, l'Italie a participé à la Conférence de l'Onu sur le changement climatique, présidée par le Royaume-Uni en partenariat avec l'Italie. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a averti : « Nous sommes à une minute de minuit et nous avons besoin de réagir maintenant » contre le réchauffement mondial qui est en train de détruire la planète. Il se sert ainsi de la symbolique « Horloge de l'Apocalypse », qui en réalité marque à combien de minutes nous sommes du minuit nucléaire.

Le même Boris Johnson, il y a quelques mois seulement, en mars, a annoncé la montée en puissance des sous-marins britanniques d'attaque nucléaire : les *Astute* (coût 2,2 milliards de dollars pièce), armés de missiles nucléaires USA de croisière *Tomahawk IV* avec une portée de 1 500 km, et les *Vanguard*, armés de 16 missiles balistiques US *Trident D5* avec une portée de 12 000 km, dotés de plus de 120 têtes nucléaires. Ces derniers seront rapidement remplacés par les encore plus puissants sous-marins de la classe *Dadnough*. Les sous-marins britanniques d'attaque nucléaire, qui croisent en profondeur le long des côtes russes, naviguent maintenant aussi le long de celles de la Chine, en partant d'Australie à qui les USA et le Royaume-Uni fourniront des sous-marins nucléaires. La Grande-Bretagne, qui accueille la Conférence pour sauver la planète du réchauffement mondial, contribue de cette façon à la course aux armements qui amène le monde vers la catastrophe nucléaire.

Sur un tel fond, la vidéo promotionnelle de la Conférence est erronée : un dinosaure, symbole d'une espèce disparue, qui depuis la tribune des Nations Unies alerte les humains pour qu'ils sauvent leur espèce du réchauffement mondial. En réalité, confirment des études scientifiques, les dinosaures s'éteignirent non pas à cause du réchauffement, mais du refroidissement de la Terre après l'impact d'une énorme météorite qui, soulevant des nuages de poussières, éclipa le Soleil. Exactement ce qui arriverait à la suite d'une guerre nucléaire : outre des destructions catastrophiques et la retombée radioactive sur toute la planète, elle provoquerait, dans des zones urbaines et forestières, d'énormes incendies qui produiraient dans l'atmosphère une couche d'épaisse fumée, occultant le Soleil. Cela déterminerait un refroidissement climatique pour plusieurs années : l'hiver nucléaire. La conséquence serait l'extinction de la majeure partie des espèces végétales et animales, avec des effets dévastateurs aussi sur l'agriculture. Le froid et la faim réduiraient la capacité de survie des rares rescapés, amenant l'espèce humaine à son extinction.

Manlio DINUCCI  
*Arrêt sur Info*  
02 novembre 2021

<https://fr.sott.net/article/38633-Ils-defendent-le-climat-pendant-qu-ils-preparent-la-fin-du-monde>

## COP26 : l'armée américaine est « l'un des plus gros pollueurs au Moyen-Orient »

*Les émissions de l'armée américaine jouent un rôle important et sous-déclaré dans les changements climatiques, selon des activistes.*



En 2017, l'armée américaine a acheté 269 230 barils de pétrole par jour en moyenne, brûlant au total plus de 25 millions de tonnes de CO<sup>2</sup> cette année-là (MEE)

## Washington, États-Unis

Le Moyen-Orient est l'une des régions les plus affectées au monde par les changements climatiques. De graves sécheresses, des feux de forêt dévastateurs, d'importantes inondations et la pollution affectent des millions de vies et rendent certaines régions quasi invivables.

Les émissions de gaz à effet de serre – cause majeure du réchauffement climatique – ont triplé dans le monde au cours des trente dernières années. La région MENA, qui s'étend du Maroc à l'Iran, se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, avec une augmentation de 4°C.



COP26 : quinze menaces qui pèsent sur le Maghreb et le Moyen-Orient

Alors que les dirigeants du monde entier sont réunis pour la COP 26 (Conférence de l'ONU sur les changements climatiques) à Glasgow, il existe une source d'émission qui ne fera vraisemblablement l'objet d'aucune discussion : les émissions militaires que les États ne sont pas obligés de rendre publiques.

Les chercheurs et défenseurs du climat sont particulièrement inquiets de celles de l'armée américaine, le plus grand consommateur institutionnel de pétrole au monde et, de la même façon, le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde.

D'ailleurs, ses émissions de gaz à effet de serre lors de ces vingt dernières années de guerres au Moyen-Orient ont endommagé la planète.

« À ma connaissance, les émissions de l'armée américaine sont les plus importantes au monde. Les émissions de l'armée américaine, parce que c'est le plus grand consommateur américain d'énergie, sont énormes », indique à *Middle East Eye* Neta Crawford, codirectrice du projet *Costs of War* à l'université Brown.

« Si les États-Unis sont véritablement sérieux en se positionnant comme leader mondial sur les changements climatiques, et en particulier la neutralité carbone, ils doivent s'intéresser à l'armée et à l'industrie de la défense. »

## Consommation de carburant

Selon les estimations du projet *Costs of War*, l'armée américaine a produit 1,2 milliard de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> entre 2001 et 2017, dont 400 millions directement imputables aux guerres faisant suite au 11 septembre – en Afghanistan, en Irak, au Pakistan et en Syrie.

Crawford note que ces émissions de l'armée américaine sont « plus importantes que les émissions totales de certains pays en une année, de grands pays industrialisés comme le Danemark et le Portugal ».

Si l'armée américaine était une nation du Moyen-Orient, elle serait le 8<sup>e</sup> plus grand émetteur de gaz à effet de serre de la région.

En 2017, l'armée américaine a acheté 269 230 barils de pétrole par jour en moyenne, brûlant au total plus de 25 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> cette année-là, selon les données obtenues par les chercheurs des universités de Durham et de Lancaster au Royaume-Uni.

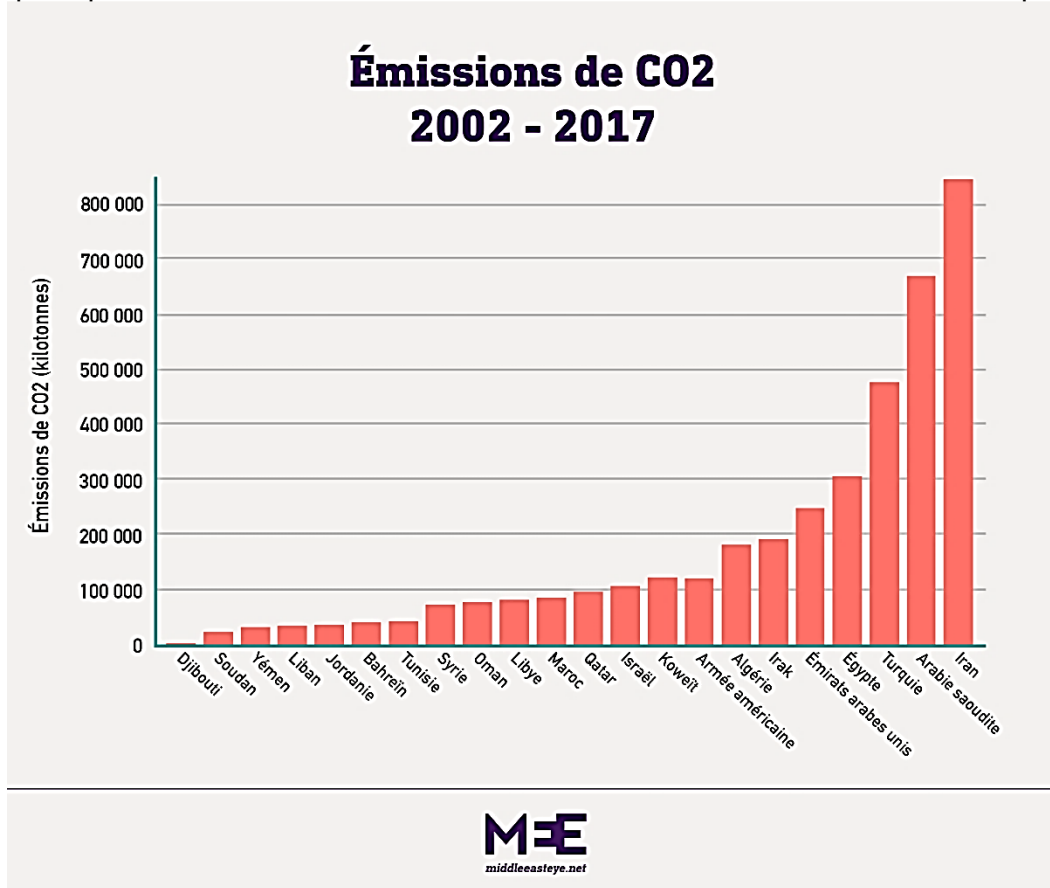
La source la plus nocive d'émissions par l'armée américaine est la combustion de kérosène qui contribue deux à quatre fois plus au réchauffement climatique que les autres types de carburant, parce qu'il est brûlé à plus haute altitude.

Oliver Belcher, professeur agrégé à l'université de Durham et un des chercheurs, indique que « le kérosène est l'un des plus importants polluants en matière d'hydrocarbures. Il a les effets les plus nocifs sur l'atmosphère. »

La consommation de kérosène n'est toutefois qu'une partie du tableau. La chaîne logistique pour le ravitaillement de l'ensemble de l'armée américaine à travers le monde a une énorme empreinte carbone « qui est probablement sous-estimée », selon Belcher.

L'agence qui gère ces opérations, Defence Logistics Agency Energy (DLA-E), supervise la livraison de carburant à plus de 2 000 postes, camps et bases militaires dans 38 pays ainsi qu'à 230 sites où l'armée américaine a des contrats de ravitaillement, qui fournit des carburants de propulsion pour les navires militaires à travers le monde.

« La chaîne logistique gérée par cette agence a également sa propre empreinte carbone parce qu'il est évident que déplacer du matériel via la moindre infrastructure va avoir un coût carbone », explique Belcher.



Cependant, « calculer les missions militaires et les comptabiliser dans l'ensemble est extrêmement compliqué », selon le chercheur.

« Garder la trace du nombre de véhicules en mouvement, de la durée de mouvement et du nombre de pleins, tout ce qu'il faut au quotidien pour le maintien des opérations sur un théâtre militaire, c'est très difficile à chiffrer, pourtant c'est véritablement la base. »

Dans le même temps, les émissions de l'industrie de l'armement et de l'équipement ajoutent une couche supplémentaire à l'impact climatique de l'armée américaine.

« Même si les émissions [de l'armée américaine] ont diminué, l'armée reste un énorme émetteur. Parce qu'elle soutient et stimule l'industrie par ses processus d'acquisition, de recherche et de développement, elle est aussi un facteur d'émissions industrielles », assure Crawford.

Le projet Costs of War estime que la quantité de CO<sub>2</sub> émis par l'industrie militaire américaine lors des guerres contre le terrorisme est d'environ 153 millions de tonnes chaque année.

« Pour toute année donnée, il est probable que les émissions du ministère de la Défense sont à peu près équivalentes à celle des émissions industrielles de l'armée », estime Crawford.

### Combustion de déchets et exercices d'entraînement

Au-delà des contributions de l'armée américaine aux émissions de gaz à effet de serre et au réchauffement climatique, le climat et paysage du Moyen-Orient a également été profondément affecté par des actions plus



directes, tels que la combustion de déchets et les exercices d'entraînement.

Sur les bases qui accueillent des troupes américaines à travers le Moyen-Orient, l'armée américaine a brûlé ses déchets afin de s'en débarrasser, relâchant une multitude de polluants toxiques dans l'atmosphère que tout le monde autour a respiré.

Le recours à des *burn pits* (fosse à feu) est une pratique commune de l'armée américaine en Irak, au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, à Oman et à Bahreïn, selon le département des Anciens combattants des États-Unis.



Après avoir jeté leurs déchets (y compris produits chimiques, peintures, déchets médicaux et humains, munitions, pétrole, plastique et polystyrène extrudé) dans une fosse ouverte, du kérosène était jeté dessus et le tout était brûlé.

Une évaluation du Pentagone recense près d'une quarantaine de *burn pits* utilisées par l'armée, bien qu'il y en aurait eu plus d'une centaine selon certaines estimations d'associations d'anciens combattants.

De nombreuses études ont montré que la pollution qui découle de ces *burn pits* a provoqué de graves complications pour les anciens combattants américains et a probablement affecté des civils, des prestataires et des employés locaux de ces bases militaires.

Ces *burn pits* ont été qualifiées de « nouvel agent orange », en référence à l'herbicide chimique utilisé par les soldats américains au Vietnam, dont il a été prouvé plus tard qu'il a causé des cancers, des malformations congénitales et des problèmes neurologiques chez les Vietnamiens.

Et dans un mémo d'avril 2019 adressé au Congrès, le Pentagone reconnaissait qu'il avait toujours neuf *burn pits* actives dans des bases à travers le Moyen-Orient et en Afghanistan.

Au-delà de la pollution, les activités de l'armée américaine, les exercices et autres opérations qui ont eu lieu dans le désert et qui ont contribué aux tempêtes de sable qui peuvent voyager à travers la région. Il y a eu une multiplication subséquente du risque général de décès à cause de l'exposition aux poussières.

Barack Alahmed, doctorant en sciences de la santé publique à l'université de Harvard, indique à MEE qu'avec une équipe de chercheurs, ils ont constaté une augmentation annuelle des niveaux de poussière dans la région entourant l'Irak entre 2001 et 2017.

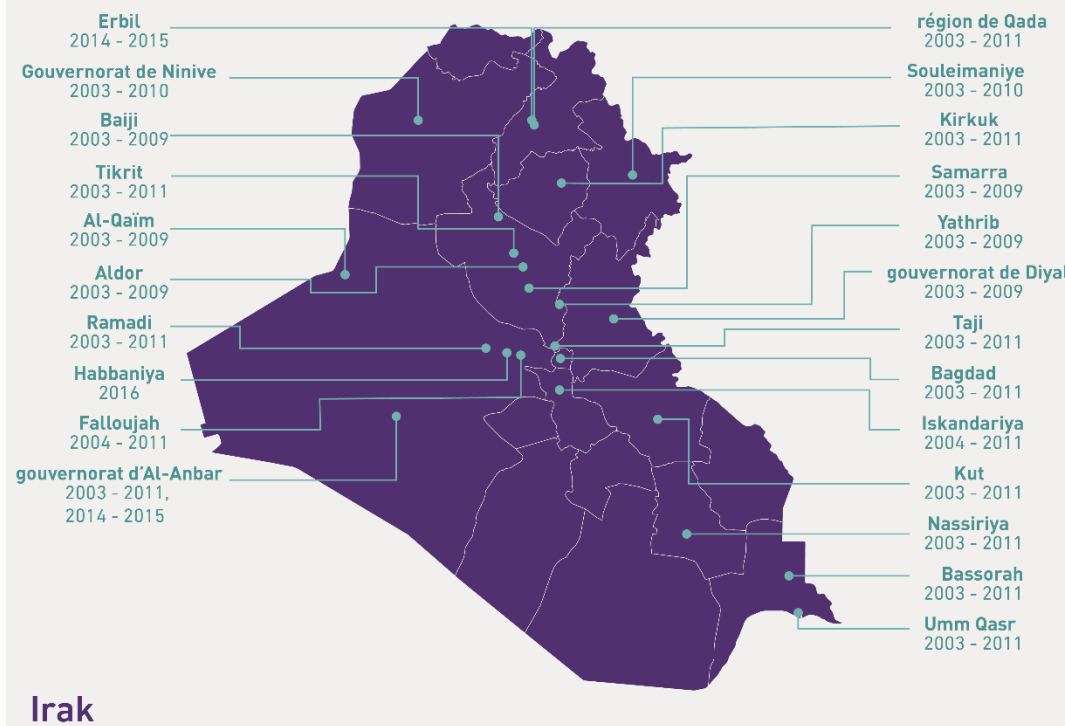
S'il ne peut épingler les opérations de l'armée américaine comme cause directe de ces tempêtes, il note qu'elles ont rendu la région plus susceptible d'en voir.

« Les véhicules militaires lourds et les explosions déstabilisent et désintègrent les sols du désert, ce qui le rend plus volatil et crée des tempêtes de sable qui peuvent voyager sur de longues distances et toucher de nombreux autres pays Moyen-Orient », selon Barack Alahmed.

« Nous avons réalisé de nombreuses études au Koweït, l'un des pays les plus affectés par les tempêtes de sable. Nous avons découvert que les tempêtes de sable multiplient le risque de mourir, et plus spécifiquement, nous avons découvert que les travailleurs migrants étaient les plus vulnérables à l'exposition aux poussières. »



## Régions où l'armée américaine utilise des *burn pits*



### Des comptes à rendre

En 1997, la communauté internationale s'est réunie pour aborder le sujet de la crise climatique et a signé le protocole de Kyoto qui contraignait 37 pays industrialisés et l'Union européenne à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Cependant, les États-Unis n'ont jamais ratifié cet accord et ont requis une exemption concernant la publication des émissions militaires, au motif de protéger la sécurité nationale.

Puis en 2015, l'accord de Paris sur le climat a été adopté, qui incluait une mesure stipulant que les pays pouvaient déclarer leurs émissions militaires sur la base du volontariat.

Cependant, les pays n'ont aucune incitation ou obligation de le faire et le sujet des émissions militaires reste absent du programme de la COP26.

Le seul moyen de véritablement réduire ces émissions, font valoir les climatologues, est de forcer les pays, en particulier les États-Unis, à déclarer leurs émissions de CO<sub>2</sub> d'origine militaire et d'œuvrer à les réduire. Le 9 novembre, des militants vont lancer un nouveau site web, dédié au signalement de ces émissions et permettant au public de voir ce qui est souvent exclu des discussions sur le climat.

« Il faut une sorte de mécanisme de responsabilité créée au sein de l'armée pour justifier ces contributions », affirme Oliver Belcher. « Et c'est un domaine où il faut faire pression. »

Umar A FAROOQ, mardi 9 novembre 2021

Traduit de l'anglais (original) par VECTranslation.

<https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/cop26-environnement-pollution-armee-americaine-gaz-effet-serre-guerres-moyen-orient>

# Et la Grèce redevint exemplaire

Athènes vient d'offrir un Noël anticipé à ses armées : vingt-quatre avions de combat Rafale et trois frégates dernier cri, en attendant des F-35 et des hélicoptères Sikorsky, sans oublier drones, torpilles et missiles. Les officiers grecs ne seront pas seuls à la fête puisque des groupes d'armement français, Dassault en particulier, comptent au nombre des principaux fournisseurs d'Athènes.

Il y a six ans pourtant, les autorités européennes et le Fonds monétaire international (FMI) – la « troïka » – imposaient leur férule à un pays ruiné, asphyxié, ravalé au rang de protectorat. Ils passaient la moindre de ses dépenses à la paille de fer afin de contraindre la Grèce à rembourser une dette dont même le FMI admettait le caractère « insoutenable ». Encouragée par l'Allemagne, la « troïka » s'était acharnée contre les dépenses sociales. S'ensuivirent des hausses fulgurantes des taxes et des cotisations maladie, un report à 67 ans de l'âge de la retraite (dont les pensions furent amputées quatorze fois de suite), des baisses des allocations-chômage et du smic (de 32 % pour les moins de 25 ans), des hôpitaux bondés privés de moyens et de médicaments, etc.

Les crédits militaires ne sont pas soumis à une vigilance financière aussi intraitable. Leur part est en effet passée de 2,46 % du produit intérieur brut (PIB) de la Grèce en 2015 à 2,79 % du PIB l'an dernier. Le record de l'Union européenne. Pour autant préparer la guerre, les Grecs doivent tenir à la paix... En vérité, le pays se juge menacé par la Turquie, qui multiplie les provocations en Méditerranée orientale et qui depuis bientôt cinquante ans occupe illégalement une partie de Chypre. Ce qui n'empêche pas les deux États rivaux d'appartenir à la même alliance militaire. Ni Berlin de compter au nombre des principaux marchands d'armes d'Ankara.

En 2015, lorsque le « printemps d'Athènes » fut écrasé par les banques européennes, *Le Figaro* se distingua par sa férocité. Il estima que, même exsangue, la Grèce, un « patient qui préfère gifler son médecin », devait régler rubis sur l'ongle ses créanciers. Faute de quoi, s'indignait le journal conservateur, à qui la quasi-totalité des médias du pays emboîta alors le pas, « chaque Français paierait 735 euros pour l'effacement de la dette grecque » (1). À l'époque, cette dette s'établissait à 177 % du PIB du pays. En décembre dernier, elle a dépassé les 205 %. Mais *Le Figaro* a cessé de s'inquiéter pour les créanciers européens. Pourquoi? Nul n'oserait imaginer que c'est parce que la Grèce a eu l'idée d'orienter ses emplettes vers les arsenaux du groupe Dassault, propriétaire du *Figaro* (2).

Toutefois, le happy end ne sera complet que le jour où des sous-marins turcs achetés en Allemagne couleront des frégates grecques fabriquées en France. Athènes se résoudra alors sans doute à racheter aux Chinois, à qui il a dû les vendre sur injonction de la « troïka », des ports grecs où abriter ses navires. Et, le couple franco-allemand ayant démontré sa plasticité, l'autonomie stratégique de l'Europe sera presque réalisée...

Serge HALIMI (Monde diplomatique)

(1) *Le Figaro*, Paris, 8 janvier 2015. TF1 et France 2, les deux principales chaînes de télévision françaises, reprirent ce thème le même soir, quelques heures après la victoire de la gauche grecque aux élections législatives.

(2) Lire « Cet avion qui émerveille *Le Figaro* », *Le Monde diplomatique*, avril 2016.

# L'Iran a donné 24 heures à l'armée américaine pour évacuer avant de frapper une base américaine en Syrie

*La partie iranienne a envoyé un avertissement officiel aux États-Unis concernant son intention de frapper la base militaire d'Al-Tanf, donnant à l'armée américaine le droit d'évacuer son personnel dans les 24 heures. Au total, environ 200 militaires américains ont été évacués de la base militaire américaine et c'est pour cette raison que d'importantes pertes ont été évitées.*

Selon Fox News, l'Iran n'a pas caché aux États-Unis sa volonté de frapper, comme en témoignent les vols d'avions de reconnaissance militaires américains dans la zone de lancement de missiles et de drones. Dans le même temps, les États-Unis admettent que le Pentagone possédait de telles informations, bien qu'aucun détail ne soit donné à ce sujet.

« La frappe iranienne est devenue une manifestation, car il faudrait plusieurs minutes pour préparer une telle frappe, et s'il y avait une telle volonté, Téhéran pourrait facilement détruire plusieurs centaines de soldats américains ».

Selon Fox News, il y avait environ 20 soldats américains sur la base pendant la frappe, qui attendaient probablement l'attaque dans des abris spéciaux en béton armé.

Avia.pro, 27 octobre 2021

<https://fr.sott.net/article/38586-L-Iran-a-donne-24-heures-a-l-armee-americaine-pour-evacuer-avant-de-frapper-une-base-americaine-en-Syrie>

---

## Comment les sous-marins nucléaires pourraient torpiller le front anti-Chine

*La France et l'Allemagne ne peuvent ignorer que s'agissant de l'Indo-Pacifique, Washington est prêt à dépenser plus de capital politique et à investir davantage dans ses liens de sécurité et de défense avec le Royaume-Uni et l'Australie avant de se tourner vers les puissances européennes.*

Déjà pour l'Afghanistan, le président Biden n'avait même pas consulté les alliés européens en annonçant en avril le retrait des troupes. À présent, l'annonce de l'AUKUS [vente de sous-marins nucléaires à l'Australie] ne peut que renforcer le point de vue français selon lequel l'UE a besoin de la capacité de défendre ses intérêts dans la région indopacifique.

De même, l'AUKUS souligne que la position des États-Unis envers l'Australie au sein du QUAD [1] est très différente de celle qu'ils adoptent envers le Japon et l'Inde.

D'ailleurs, le haut fonctionnaire de Washington qui a briefé les médias sur l'accord avec l'Australie le 15 septembre était très clair lorsqu'on lui a demandé s'il était possible que les États-Unis étendent cette coopération à d'autres pays. Il a répondu :

« Je tiens à le souligner : nous considérons qu'il s'agit d'un engagement très rare entre l'Australie, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Nous ne l'avons fait qu'une seule fois auparavant... C'était il y a presque 70 ans avec la Grande-Bretagne... Cette technologie est extrêmement sensible. C'est, franchement, une exception dans notre politique à bien des égards. Je ne pense pas que cela sera entrepris dans d'autres circonstances à l'avenir. Nous considérons cela comme un cas unique. »

Bien entendu, ni le Japon ni l'Inde ne revêtent une importance géopolitique aussi impérieuse pour Washington que l'Australie, qui est le pivot de la stratégie indopacifique des États-Unis – avec l'océan Indien à l'ouest et l'océan Pacifique à l'est. C'est pourquoi Washington équipe l'Australie d'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire dernier cri pour patrouiller dans l'océan Indien comme dans l'océan Pacifique.

Bien que Washington et Delhi puissent avoir des intérêts communs, ils ont également des divergences significatives. L'Inde ne penchera pas complètement du côté US comme l'Australie le fait. Washington et New Delhi ont des besoins politiques différents à moyen et long terme. L'Inde aura aussi ses propres ambitions. L'AUKUS sera certainement étudié avec attention à Tokyo et à Delhi, et il influencera leurs choix stratégiques. Beaucoup de choses restent encore dans l'ombre au sujet de ce « partenariat de sécurité trilatéral renforcé » entre trois « démocraties maritimes ». Y aura-t-il un traité directeur ?

Il ne fait aucun doute que les États-Unis chercheront à construire une base plus solide et plus large pour leur stratégie indopacifique, l'AUKUS et le QUAD se complétant mutuellement. Toutefois, dans le cadre du QUAD, l'Australie se distingue désormais comme étant « plus égale » que le Japon et l'Inde au regard de la bonne volonté US de partager des technologies super sensibles. Le Japon et l'Inde vont devoir digérer ce « coup psychologique ».

Le ministre des Affaires étrangères, S. Jaishankar, a téléphoné à son homologue français. Jaishankar a ensuite tweeté : « J'ai discuté des récents développements dans la région indopacifique et en Afghanistan avec mon ami le ministre des Affaires étrangères @JY\_LeDrian, et j'attends avec impatience notre rencontre à New York. »

Il semblerait que la dimension industrielle britannique dans le projet de sous-marin ait déterminé le partenariat AUKUS. Curieusement, Dominic Rabb a été sommairement écarté du Foreign Office pour être nommé ministre de la Justice: lors du G7, il avait émis des réserves sur cet AUKUS qui ne manquerait pas de contrarier la Chine et la France.

Le Premier ministre Boris Johnson, dans ses déclarations du 15 septembre concernant l'AUKUS, a souligné à deux reprises, à l'intention de l'opinion nationale, que des intérêts commerciaux étaient impliqués. Comme il l'a dit, « les autres opportunités offertes par l'AUKUS [seront] la création de centaines d'emplois hautement qualifiés à travers le Royaume-Uni, y compris en Écosse, dans le nord de l'Angleterre et dans les Midlands, ce qui permettra au gouvernement de poursuivre son objectif de nivellement par le haut dans tout le pays ».

« Nous aurons une nouvelle opportunité de renforcer la place de la Grande-Bretagne à la pointe de la science et de la technologie, en renforçant notre expertise nationale... Maintenant, le Royaume-Uni va se lancer dans ce projet aux côtés de nos alliés, rendant le monde plus sûr et générant des emplois à travers notre Royaume-Uni. »

Le Royaume-Uni ayant besoin de l'approbation de Washington pour transférer des éléments de la technologie du système à propulsion nucléaire, cela explique aussi pourquoi les discussions ont débouché sur une alliance tripartite.

Toutefois, la capacité de l'Australie à exploiter ces moyens de défense extrêmement coûteux et puissants sera toujours soumise au veto des États-Unis. Cela signifie que l'ensemble du programme conduira inévitablement à une intégration opérationnelle plus poussée avec les États-Unis. Il ne fait aucun doute que l'Australie cède une grande partie de sa souveraineté au passage.

Autrement dit, l'AUKUS est un coup de poker australien sur les politiques US. Que se passera-t-il si, dans trois ans, quelqu'un comme Donald Trump entre à la Maison-Blanche ? C'est une chose.

Mais plus important encore, comme l'a noté le professeur Hugh White, auteur australien chevronné et spécialiste de la Chine, l'AUKUS est « plein de risques », car il « change la façon dont l'Australie aborde la région. »

Il a déclaré : « Dans l'escalade de la rivalité entre les États-Unis et la Chine, nous nous rangeons du côté des États-Unis et nous parions qu'ils vont gagner. Mais le fait est que si nous nous projetons 10 ou 20 ans en avant, je ne pense pas que nous puissions supposer que les États-Unis vont réussir à repousser efficacement la Chine. »

M. K. BHADRAKUMAR, 23 septembre 2021

Source originale : Indian Punchline (sous le titre Ruckus over AUKUS isn't an edifying sight)

Traduit de l'anglais par Investig'Action

Note:

[1] Le QUAD, dialogue de sécurité quadrilatéral, regroupe les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie. Initié par Washington, il vise à créer un bloc antichinois en Asie.

# Joe Biden apprenti-sorcier nucléaire

*Le président Biden a annoncé la naissance de l'Aukus, partenariat stratégique- militaire entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, avec "l'impératif d'assurer la paix et la stabilité à long terme dans l'Indo-Pacifique", la région qui dans la géo-politique de Washington s'étend de la côte occidentale des USA à celle de l'Inde. But de cette "mission stratégique" : "affronter ensemble les menaces du 21<sup>ème</sup> siècle comme nous l'avons fait au 20<sup>ème</sup> siècle". Référence claire à la Chine et à la Russie. Pour "se défendre contre les menaces en rapide évolution", l'Aukus lance un "projet clé": Etats-Unis et Grande-Bretagne aideront l'Australie à acquérir "des sous-marins à propulsion nucléaire, armés conventionnellement".*

La première réaction à l'annonce du projet de l'Aukus a été celle de la France : elle perd de cette façon un contrat de 90 milliards de dollars, stipulé avec l'Australie, pour la fourniture de 12 sous-marins d'attaque Barracuda à propulsion conventionnelle. Paris, accusant d'avoir été poignardé dans le dos, a rappelé ses ambassadeurs en poste aux USA et en Australie. Sur le contentieux entre Paris et Washington s'est focalisée l'attention politico-médiatique, laissant dans l'ombre les implications du projet Aukus.

Avant toute chose il n'est pas crédible qu'États-Unis et Grande-Bretagne fournissent à l'Australie les technologies les plus avancées pour construire au moins 8 sous-marins nucléaires de dernière génération, avec un coût unitaire d'environ 10 milliards de dollars, pour les doter seulement d'armements conventionnels (non-nucléaires). C'est comme s'ils fournissaient à l'Australie des porte-avions dans l'impossibilité d'embarquer des avions. En réalité les sous-marins auront des tubes de lancement adaptés aussi bien à des missiles non-nucléaires qu'à des missiles nucléaires. Le Premier ministre Morrison a déjà annoncé que l'Australie obtiendra rapidement, via les USA, « une capacité d'attaque à longue portée » avec des missiles Tomahawk et des missiles hypersoniques, armables de têtes pouvant être conventionnelles ou nucléaires.

À coup sûr les sous-marins australiens seront en mesure de lancer aussi des missiles balistiques USA Trident D5, dont sont armés les sous-marins étasuniens et britanniques. Le Trident D5 a un portée de 12 000 km et peut transporter jusqu'à 14 têtes thermonucléaires indépendantes : W76 de 100 kilotonnes ou W88 de 475 kilotonnes. Le sous-marin d'attaque nucléaire Columbia, dont la construction a commencé en 2019, a 16 tubes de lancement pour les Trident D5, et a donc la capacité de lancer plus de 200 têtes nucléaires pouvant détruire tout autant d'objectifs (bases, ports, villes et autres).

Ainsi, il apparaît clairement que Washington a écarté Paris de la fourniture des sous-marins à l'Australie non pas simplement dans un but économique (favoriser sa propre industrie de guerre), mais dans un but stratégique : passer à une nouvelle phase de l'escalade militaire contre la Chine et la Russie dans l' « Indo-Pacifique », en gardant le commandement absolu de l'opération. Une fois effacée la fourniture des sous-marins français à propulsion conventionnelle, obsolètes pour cette stratégie, Washington a lancé ce que l'Ican-Australie dénonce comme « la nucléarisation croissante de la capacité militaire de l'Australie ». Une fois opérationnels, les sous-marins nucléaires australiens seront de fait insérés dans la chaîne de commandement USA, qui décidera de leur utilisation. Ces sous-marins, dont personne ne pourra contrôler l'armement réel, en s'approchant en profondeur et silencieusement des côtes de la Chine, et aussi de celles de la Russie, pourraient frapper en quelques minutes les principaux objectifs de ces pays avec une capacité destructrice équivalente à 20 mille bombes d'Hiroshima.

On peut facilement prévoir quelle sera la première conséquence. La Chine, qui selon le Sipri possède 350 têtes nucléaires en regard des 5 550 des USA, accélérera le développement quantitatif et qualitatif de ses propres forces nucléaires. Le potentiel économique et technologique qu'elle possède lui permet de se doter de forces nucléaires équivalentes à celles des USA et de la Russie. Le tout grâce à l'apprenti-sorcier Biden qui, tandis qu'il lance le « projet clé » des sous-marins nucléaires à l'Australie, exalte « le leadership de longue date des États-Unis dans la non-prolifération mondiale ».

Manlio DINUCCI, 23 septembre 2021

Source originale: Il Manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

# Ce que révèle l'affaire des sous-marins

*Entre la Chine et les États-Unis, nous assistons à ce qu'il faut bien appeler des préparatifs de guerre. L'enjeu d'un conflit ouvert serait évidemment Taïwan. Mais avec pour enjeu symbolique le titre de première puissance mondiale. Redoutable partie de poker menteur !*

C'est une constante dans les affaires de ventes d'armes par la France. On feint d'oublier ce qui devrait être une évidence : les armes sont faites pour la guerre. Or, à Paris, il n'est jamais question que de balance commerciale et d'emplois. Ce n'est certes pas ici que l'on se plaindra que l'emploi soit, cette fois, au cœur des préoccupations de notre gouvernement, mais ce commerce étant un peu particulier il est difficile de se laver les mains de ce qui advient une fois la transaction terminée. Les exemples récents montrent que nous nous rendons, plus souvent qu'à notre tour, coupables de crimes par procuration (1). Dans la triste affaire de ces sous-marins qui ne seront donc jamais australiens, les faux frères de la France, eux, n'ont pas oublié cette évidence. Si l'Australie a choisi de renforcer ses liens avec les États-Unis, c'est que l'on pense à Canberra que l'Empire d'outre-Pacifique est le plus apte à assurer la défense du pays et à mener, le moment venu, une guerre qui n'est plus impensable. De même, pour les États-Unis, la vente des sous-marins n'est pas seulement un succès commercial, mais un pas de plus vers une intégration quasi fusionnelle de la marine australienne dans le système américain, et dans une pensée stratégique obsédée par la menace chinoise. Et c'est ici qu'il nous faut évoquer ce qu'il y a sans doute de pire dans cette affaire.

**Pour dire les choses crûment**, nous assistons à ce qu'il faut bien appeler des préparatifs de guerre. On peut rêver qu'il ne s'agisse que de dissuasion, mais nous voilà tout de même dans ce que les Chinois eux-mêmes appellent une « zone grise ». Pas vraiment la guerre, mais déjà plus tout à fait la paix. L'enjeu d'un conflit ouvert serait évidemment Taïwan. Pour Pékin, cette île située à 160 kilomètres du continent, qui fut le refuge de l'armée anticommuniste de Tchang Kai-shek en 1949, n'a jamais cessé d'être la « 23<sup>e</sup> province ». La reconquérir serait en somme la dernière victoire posthume de Mao. La question revient périodiquement dans le discours intérieur chinois. Elle est un instrument sans cesse réactivé de la propagande nationaliste. Après la mise au pas de Hongkong, le tour de Taïwan semble venu. Les stratèges de Pékin n'en finissent pas de se quereller sur les chances de succès d'une invasion terrestre (improbable), ou d'une occupation des îles voisines qui appartiennent à la souveraineté taïwanaise, ou encore d'un blocus qui asphyxierait la population (2). Parallèlement, le Pentagone se livre aux mêmes conjectures, avec le lourd handicap de l'éloignement. D'où la volonté de renforcer toutes les alliances possibles dans la région indo-pacifique. Effrayante symétrie ! Car, dès 1949, les États-Unis ont fait le serment de ne pas abandonner Taïwan à la Chine dite populaire. Aujourd'hui, ils semblent avoir le beau rôle alors que Taïwan s'est démocratisé à l'occidentale et que le régime chinois ne brille pas par son amour de la démocratie. Mais au cas où on serait tenté de prêter aux États-Unis des vertus qu'ils n'ont pas, il faut rappeler qu'ils soutenaient pareillement Taïwan à la fin des années 1980 quand cette petite Chine dissidente était encore une terrible dictature. De part et d'autre, la tension monte, avec pour enjeu symbolique le titre de première puissance mondiale. Redoutable partie de poker menteur !

Voilà dans quel « océan » de problèmes, Messieurs Macron et Le Drian ont mis leurs pieds candides, en croyant qu'ils ne faisaient que se livrer à un petit commerce pas très recommandable mais habituel. Leur méprise concerne aussi les États-Unis. Le vocabulaire de Joe Biden est châtié alors que celui de Donald Trump était grossier. Mais il y a des constantes à ne jamais oublier. Les États-Unis ne connaissent que leur intérêt. Ils n'ont de cesse de plier leurs partenaires à leurs exigences. Leur impérialisme s'était déjà manifesté en 2018 lorsque Trump a contraint les firmes françaises – Alstom, PSA et Total, entre autres – à quitter l'Iran pour un boycott unilatéralement décidé à Washington. Rien ne dit que Biden aurait agi différemment. Quant à la « débâcle » de Kaboul, elle était peut-être plus un fiasco « technique » qu'une défaite militaire comparable au Vietnam. En quittant brutalement l'Afghanistan, les États-Unis n'ont fait finalement qu'imposer à leurs alliés et au peuple afghan une réorientation stratégique décidée sans états d'âme.

**Dans ce tableau, on ose à peine** poser la question rituelle : que fait l'Europe ? Que dit-elle de la déconvenue française ? Après une semaine d'hésitations, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et Charles Michel, le président du Conseil européen, se sont fendus de quelques mots de « réconfort ». Mais à Berlin, rien. Chacun chez soi. L'Allemagne a obtenu de Washington le « droit » d'achever son gazoduc géant Nord Stream 2, qui la relie à la Russie. Ce qui suffit à son bonheur. Dans sa peine, la France

a fait ce qu'elle pouvait en rappelant ses ambassadeurs à Washington et à Canberra. Pour faire beaucoup plus, il faudrait sortir du commandement intégré de l'Otan. De Gaulle l'avait fait en 1966. Sarkozy était piteusement rentré dans le rang en 2009. Mais la marche est un peu haute pour le gouvernement actuel. D'autant plus que, pour des raisons principalement politiques, l'Europe de la défense reste une fiction, et que les puissances dont il faudrait se rapprocher, Russie et Chine, ne peuvent pas vraiment faire envie à des démocrates.

Denis SIEFFERT, publié le 22 septembre 2021 (Politis)

(1) Voir la chronique de Sébastien Fontenelle. Et du même auteur (avec Aymeric Elluin), *Ventes d'armes, une honte française* (Le Passager clandestin).

(2) Lire sur le sujet *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, de Jean-Pierre Cabestan (Gallimard).

---

## Le Drian n'est pas content

*Depuis que l'Australie a rompu le « contrat du siècle » pour s'acheter plutôt du gros matos états-unien, le gars ne décolère pas.*

Jean-Yves Le Drian, ex-VRP (1) de l'industrie française de l'armement recyclé dans le Quai d'Orsay par Emmanuel Macron, est, comme on sait, gravement fâché.

Depuis que l'Australie, décidant qu'elle préférerait finalement ne pas s'équiper de sous-marins *made in* Cherbourg (Manche), a rompu, la semaine dernière, le « contrat du siècle » (qui prévoyait la livraison de douze de ces bâtiments à Canberra) pour s'acheter plutôt du gros matos états-unien, le gars ne décolère pas, court de plateau en studio pour crier que cette double trahison de la « parole donnée » et de sa « confiance » ne restera pas impunie – tu vas voir ta gueule à la récré, Scott Morrison – et rappelle des ambassadeurs : on le sent à deux doigts d'envoyer un groupe aéronaval à Brighton Beach.

**Et ce dépit se comprend** : ça ne doit pas être spécialement rigolo, quand on en est encore à se raconter que la France est une grande puissance de calibre interplanétaire, de réaliser que dans la vraie vie Joe Biden et ses affidés s'en soucient à peu près autant que de leur premier *cheeseburger*.

Mais cette humeur étonne, car le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères nous avait jusqu'à présent habitué es à bien plus de sérénité – et de tranquille résilience – qu'il n'en montre depuis que l'Australie se rit de lui.

En 2018, par exemple, la section française d'Amnesty International révélait, après une longue et minutieuse enquête, que les forces de sécurité égyptiennes avaient utilisé des armes françaises, parmi d'autres, « pour écraser l'opposition » au président Abdel Fattah Al-Sissi « avec » une épouvantable « brutalité ».

**La même année, une note confidentielle** de la Direction du renseignement militaire (2) constatait que près de 440 000 civil es étaient menacé es par « de possibles frappes » de la coalition, emmenée par l'Arabie saoudite, qui guerroyait au Yémen depuis 2015, et qui est notamment équipée de chars et de canons vendus par la France.

Et bien sûr, tout cela était quand même fort gênant pour la France – car elle est signataire du traité onusien sur le commerce des armes, qui lui interdit de vendre des matériels militaires à des pays susceptibles de les utiliser pour commettre ou faciliter des violations des droits humains.

Mais Jean-Yves Le Drian, plutôt que de s'emporter, avait alors réagi avec le légendaire (mais si admirable) flegme des vieilles troupes diplomatiques : loin de rappeler les ambassadeurs de France au Caire et à Riyad en serrant très fort les mâchoires, il avait plutôt signifié aux dirigeants égyptiens et saoudiens qu'on escomptait en France qu'ils ne se fâcheraient pas pour si peu, qu'on leur maintenait toute notre confiance, et qu'on brûlait, de vrai, de continuer à leur vendre des armes – ainsi fut fait.

(1) Lorsqu'il était le ministre de la Défense de François Hollande.

(2) Dont le contenu a ensuite été révélé par le site d'information Disclose.

Sébastien FONTENELLE, publié le 22 septembre 2021 (Politis)



## Ventes d'armes, une honte française



La France est un gros exportateur de matériel militaire. Et elle arme des régimes qui bafouent ouvertement les droits humains. Le livre « Ventes d'armes, une honte française » dresse un tableau accablant de cette « performance ». Extrait.

Le 16 octobre 2018, quelques jours donc après la déflagration de l'assassinat de Jamal Khashoggi, Amnesty International France publie un rapport [1] accablant, démontrant que des armes vendues par la France se trouvent « au cœur de la répression » sanglante de l'opposition égyptienne, et demande, une nouvelle fois, que le gouvernement français respecte enfin les obligations juridiques qui lui interdisent de livrer des équipements militaires à des pays où existe « un risque substantiel que ces armes puissent être utilisées pour commettre ou faciliter des violations graves du droit international humanitaire ou relatif aux droits humains ». Ce dense document rappelle d'abord qu'en sus des avions de combat et des navires de guerre qui lui ont été vendus en 2015, la France a également fourni à l'Égypte, depuis 2012, « des équipements de sécurité plus classiques, dont des véhicules blindés, qui ont joué un rôle direct et bien visible dans les violentes opérations de répression » menées par les autorités de ce pays.

[Jamais], dans l'histoire égyptienne moderne, la répression n'avait fait autant de victimes en une seule journée. Interpellées par Amnesty International, qui leur demande des explications sur cette « utilisation abusive, flagrante et généralisée » de matériels vendus par Paris, les autorités françaises – qui refusent toujours de préciser le volume et la nature exacts de leurs ventes d'armes à l'Égypte – répondent qu'elles n'ont « autorisé l'exportation de matériel militaire à destination de l'armée égyptienne que dans le cadre de la “lutte contre le terrorisme” dans le Sinaï, et non pour des opérations de maintien de l'ordre ».

Problème : la France, parfaitement informée de l'usage qui en était ainsi fait, a continué de livrer des véhicules blindés à la police égyptienne au moins jusqu'en 2014, et à « autoriser des licences à l'exportation de blindés, de pièces et de composants connexes jusqu'en 2017, bien après que des informations crédibles relatives à leur utilisation abusive » contre des manifestants avaient été produites.

Pire : « La France a également poursuivi ses livraisons après que les États membres de l'Union européenne eurent convenu, dans les conclusions publiées en août 2013 par le Conseil des affaires étrangères de l'UE et réaffirmées en février 2014, de suspendre les licences d'exportation vers l'Égypte de matériels utilisés à des fins de répression interne. »

Plus encore : la France, selon le même glaçant principe d'irresponsabilité, vend désormais des avions de combat Rafale à l'Égypte, dont l'armée de l'air a, selon Amnesty, « déjà mené à plusieurs reprises des attaques » aériennes « illégales ».

L'ONG demande donc que toute la lumière soit faite sur les conditions dans lesquelles « la France a continué de livrer des véhicules blindés à l'Égypte alors que cela lui est clairement interdit au regard de ses obligations internationales et européennes », et exhorte le gouvernement français à « cesser tout transfert vers ce pays de matériels susceptibles de servir à la répression interne, y compris des véhicules blindés, des armes légères, des équipements à létalité réduite et leurs munitions, utilisés pour assurer le maintien de l'ordre lors de manifestations et dans les lieux de détention ».

Cette supplication sera, pour une fois, suivie d'un – petit – effet : au mois de janvier 2019, Emmanuel Macron, en visite officielle au Caire, dira, lors d'une conférence de presse, que les armes françaises ne doivent pas être utilisées pour le maintien de l'ordre. Mais il n'ira tout de même pas jusqu'à décider de ne plus en vendre à l'Égypte, où les atteintes aux droits humains perdureront après ce fugace rappel...

### **L'avertissement des avocats**

En 2018 toujours, deux organisations non gouvernementales, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) et Amnesty International France, demandent à un cabinet d'avocats parisien – Ancile Avocats – un avis relatif aux ventes d'armes de la France à deux des pays les plus actifs de la coalition dirigée par Riyad au Yémen : l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis.

Le volumineux rapport rédigé par ces juristes se révèle – sans surprise – accablant, comme l'explique Amnesty International France dans un long communiqué. Il pointe d'abord l'opacité constante de ces transactions, puis rappelle que la France s'est engagée, en ratifiant le TCA, à ne pas vendre d'armes à des acheteurs susceptibles de les utiliser pour commettre ou faciliter des violations graves du droit international humanitaire.

Or, de telles violations ont été, selon l'ONU, perpétrées au Yémen « de façon généralisée et systématique », depuis le début du conflit, par la coalition emmenée par les Saoudiens, qui a bombardé de nombreuses cibles civiles – commerces, écoles, hôpitaux, marchés –, soumis les Yéménites à un blocus mortifère, et usé d'armes interdites par les conventions internationales, comme les bombes à sous-munitions.

Et il est « incontestable » que la France était informée de ces violations : elle pouvait d'autant moins les ignorer qu'elles ont conduit plusieurs de ses voisins européens à interrompre leurs livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite et à ses alliés. Pourtant, Paris a continué à livrer des armes et munitions à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis et à assurer la maintenance de certains de ces équipements, notamment des chars Leclerc.

De la même façon : la France a continué à fournir « une assistance technique sur les Mirage 2000-9 émiriens utilisés dans le cadre du conflit ». Elle autorise également la vente de corvettes Gowind 2500 aux Émirats arabes unis et d'intercepteurs maritimes à l'Arabie Saoudite, alors même que ces bâtiments pourraient être affectés par leurs acheteurs au blocus naval des ports yéménites : ce faisant, estime l'ONG, Paris « contribue à la sanction collective imposée à la population civile yéménite ». Et cela, bien sûr, expose la France à des poursuites.

D'une part, explique le cabinet Ancile, sa responsabilité pourrait être engagée devant un tribunal administratif s'il était démontré que des armes ou des munitions vendues par des entreprises françaises avec l'aval du gouvernement après le déclenchement de la guerre au Yémen en mars 2015 ont effectivement servi à commettre ou à faciliter la perpétration de violations du droit international humanitaire, car cela établirait que le gouvernement français aurait intentionnellement aidé ou assisté un gouvernement étranger à commettre un fait internationalement illicite.

D'autre part, la responsabilité pénale des entreprises françaises ayant vendu ces armes pourrait être engagée : elles pourraient être poursuivies pour homicide involontaire et complicité de crimes de guerre. L'ACAT et Amnesty International France demandent donc au gouvernement français de suspendre ses livraisons d'armes et de technologies militaires à la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite, « ainsi que tout soutien logistique et financier à ces livraisons ou toute aide aux opérations militaires de cette coalition, aussi longtemps qu'il existera un risque que ces armes puissent être utilisées pour commettre des violations graves du droit international au Yémen ».

Ces deux ONG réclament également que la France renforce son système de contrôle, qu'elle s'assure « jusqu'au moment de la livraison » que les acheteurs d'armes françaises respectent le droit international, et plus généralement qu'elle « mette fin à l'opacité » qui continue d'entourer ses exportations d'armements, en fournissant au Parlement des rapports annuels plus détaillés.

Bien évidemment, cet appel ne sera entendu ni par le gouvernement ni par les industriels de l'armement.





**CACHEZ CES VENTES DE RAFALE QUE L'ON NE SAURAIT VOIR !**

## **Armes françaises pour dictature modèle**

*Les principes vertueux, aiguillonnés par d'amicales pressions, ont déjà fait capoter de juteuses ventes d'armes françaises. En 2014, Paris refusa de céder deux porte-hélicoptères à Moscou pour sanctionner la Russie de ses agissements dans le conflit ukrainien. Mais les scrupules sont à géométrie variable, comme le démontre l'empressement de la France à armer l'Égypte du maréchal Al-Sissi.*

Depuis un demi-siècle, la France, lorsqu'elle ne dispense pas des leçons de bienséance démocratique aux autres États, vend des armes à quelques-uns des régimes les plus brutaux et les plus répressifs de la planète. Dans les années 1970, elle commerçait ainsi avec l'Afrique du Sud raciste, avec l'Argentine des généraux, avec l'Espagne du général Franco et avec la Grèce des colonels – liste non exhaustive. Cinquante ans plus tard, ce sont l'Arabie saoudite et l'Égypte du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi qui ont sa préférence.

L'honnêteté commande cependant de reconnaître qu'il est arrivé récemment qu'elle succombe, sous l'amicale pression d'amis attentionnés, à un accès subit de probité. Et qu'au nom d'admirables principes soudainement retrouvés elle renonce à une lucrative transaction. C'est ce qui s'est produit lorsqu'elle a refusé in extremis de livrer à Moscou deux navires de guerre. Mais cette soudaine bouffée de vertu constitua le prélude à un redoublement de son cynisme...

En 2011, à la fin du mandat présidentiel de M. Nicolas Sarkozy, la Russie de M. Vladimir Poutine achète pour sa marine deux bâtiments français de projection et de commandement (BPC), le *Sébastopol* et le *Vladivostok*. Montant de la transaction : 1,2 milliard d'euros. Ces porte-hélicoptères de classe Mistral, construits par les chantiers navals de Saint-Nazaire, doivent respectivement être livrés en 2014 et 2015.

Pour la France, ce contrat tombe à pic, car son industrie de l'armement endure quelques déconvenues. Comme le soulignent alors deux sénateurs dans un avis relatif à l'équipement des armées françaises, le programme Rafale, du nom de l'avion de combat du groupe Dassault, est source d'inquiétude – car il s'avère extraordinairement onéreux. « *Actualisé aux prix de 2011* », il a déjà coûté 43,5 milliards d'euros à l'État – et par conséquent aux contribuables, qui cependant ignorent tout de ces dépenses (1).

Cet investissement important devait être rentabilisé par l'exportation de cet appareil, présenté comme exceptionnellement performant. Mais aucun acheteur étranger n'en a voulu, car tous l'ont trouvé trop cher – de sorte que l'armée française a été contrainte d'en acquérir beaucoup plus tôt que prévu dix-sept exemplaires. Initialement, ils devaient lui être livrés entre 2015 et 2020. Coût supplémentaire, pour la collectivité : 1,1 milliard d'euros.

Dans ces conditions, la vente du *Sébastopol* et du *Vladivostok* représente une aubaine. Mais, en mars 2014, trois ans après sa conclusion, et alors que la livraison du premier de ces deux navires est imminente, Moscou, qui conteste la légitimité du nouveau gouvernement ukrainien issu du soulèvement de l'automne et de l'hiver 2013, annexe la Crimée.

### **Les arguties de M. Le Drian**

Plusieurs pays demandent alors à Paris de surseoir à la délivrance des navires de guerre achetés et payés par la Russie. Le premier ministre britannique juge qu'il est « *impensable* » qu'ils soient livrés, et le cabinet de M. Barack Obama fait savoir que Washington est « *opposé* » à ce transfert.

Gagné, peut-être, par le pouvoir de conviction de ces deux importants alliés, le socialiste Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères de M. François Hollande, déclare que « *si Poutine continue ce qu'il fait* » en Ukraine, le gouvernement français pourrait effectivement « *envisager d'annuler ces ventes* ». Problème : si Paris annule la livraison des deux porte-hélicoptères, il faudra rembourser la Russie, qui a clairement exprimé son intention de ne faire aucun cadeau.

C'est pourquoi M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, tempore : son homologue du Quai d'Orsay « *a bien fait d'agiter cette menace* », explique-t-il, mais rien n'est encore décidé. Car après tout, soutient-il très sérieusement, les deux Mistral sont des bâtiments « *qui ne sont pas armés* », et qui par conséquent ne « *seront* » véritablement « *des bateaux militaires* » qu'au moment où « *ils arriveront en Russie* », et où Moscou les équipera pour la guerre. Il faut donc, c'est induit, toute la mauvaise foi des Américains et des Britanniques pour

considérer qu'un porte-hélicoptères de combat qui n'a pas encore été équipé de son artillerie et de ses lance-missiles pourrait malgré cela être considéré comme un navire de guerre...

Le président Hollande, qui avait promis durant sa campagne de 2012 d'œuvrer, s'il était élu, à ce que les ventes d'armes françaises soient «*plus rigoureuses, s'adaptant sans cesse aux réalités stratégiques, politiques, financières et même éthiques des contractants*», se montre plus catégorique encore : il annonce, en juillet 2014, qu'il est hors de question d'annuler la vente du premier des deux navires qui doivent être livrés à la Russie. Car, explique-t-il, «*le marché a été conclu en 2011, le bateau est quasiment achevé et doit être livré en octobre*». Par surcroît, rappelle-t-il, «*les Russes ont payé*» ce porte-hélicoptères. En sorte qu'«*il faudrait*» que la France, si elle ne le leur délivrait finalement pas, leur «*rembourse 1,1 milliard d'euros*». Pour ce qui concerne le second navire, le chef de l'État se montre cependant moins affirmatif : sa livraison, explique-t-il, «*dépendra de l'attitude de la Russie*».

Deux mois plus tard, le ton a radicalement changé. Paris, soumis à une intense pression de ses alliés, s'engage finalement, à la veille d'un sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), à suspendre la livraison – définitivement annulée en 2015 – du Sébastopol et du Vladivostok. Car, explique l'Élysée, «*le conseil de défense a examiné la situation en Ukraine*» et a conclu qu'elle était «*grave*». Plus précisément : «*Les actions menées récemment par la Russie dans l'est de l'Ukraine contreviennent aux fondements de la sécurité en Europe*». Moyennant quoi «*le président de la République a constaté que, malgré la perspective d'un cessez-le-feu qui reste à confirmer et à être mis en œuvre, les conditions pour que la France autorise la livraison du premier bâtiment de projection et de commandement ne sont pas à ce jour réunies*».

La morale, aiguillonnée par d'amicales pressions de Washington, est donc sauvée puisque la France, après quelques tergiversations, se rend à l'argument selon lequel il serait inconvenant de vendre des navires de guerre à un pays qui s'affranchit des règles du droit international.

À la fin de cette année 2014, le traité sur le commerce des armes (TCA), adopté l'année précédente par l'Organisation des Nations unies (ONU) et dont la France est signataire, entre enfin en vigueur – sous les applaudissements de M. Fabius, selon qui ce nouvel instrument permettra d'«*éviter les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme*». Il interdit en effet aux États qui l'ont signé de livrer des armes à des acheteurs susceptibles d'en faire un usage contraire à ces droits.

Happy end ? Pas exactement. Mais pour bien le comprendre, il faut remonter le temps. Lorsque M. Hollande est élu président de la République en 2012, l'Égypte, client déjà ancien mais subsidiaire, n'arrive qu'en vingt-troisième position dans la liste des acheteurs d'armes françaises. Cela va très vite changer. Le 3 juillet 2013, le président égyptien Mohamed Morsi, élu un an plus tôt, est chassé du pouvoir par les militaires, emmenés par le général – et futur maréchal – Al-Sissi, qui prendra finalement sa place. Ce coup de force est extraordinairement sanglant : le 14 août 2013, la répression d'une manifestation pro-Morsi sur la place Rabaa Al-Adouiah au Caire fait – selon Amnesty International, qui démontrera par la suite que des armes françaises ont été utilisées ce jour-là – près de mille morts et plusieurs milliers de blessés. Soit un niveau de férocité rarement atteint depuis le début du nouveau siècle.

Dans le cours des semaines qui suivent, des milliers d'opposants sont arrêtés, incarcérés, torturés. L'Égypte devient, explique Amnesty, une «*prison à ciel ouvert*» – et cela indigné jusqu'à ses plus fidèles parrains : les États-Unis, qui lui allouent chaque année une aide de plus de 1 milliard de dollars au titre de leur assistance militaire, décident de geler leurs livraisons d'armes lourdes au Caire. Le conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, quant à lui, suspend «*les licences d'exportation vers l'Égypte de tous les équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne*», et annonce qu'il va réexaminer l'assistance sécuritaire apportée à ce pays.

Dans ce moment de grande solitude, le nouveau pouvoir égyptien peut cependant compter sur le soutien sans faille d'un fournisseur moins sourcilieux : la France de M. Hollande, qui, dès le mois de juin 2014, c'est-à-dire immédiatement après l'élection du président Al-Sissi, lui vend, pour près de 1 milliard d'euros, quatre corvettes Gowind de 2 400 tonnes, équipées de leurs systèmes de combat. La presse hexagonale s'extasie : *Le Figaro*, propriété du groupe Dassault, acclame ce «*nouveau succès*», pendant que *La Tribune* ovationne un «*très joli coup*». Le meilleur, cependant, reste à venir.

Huit mois après, en effet, en février 2015, la France signe avec l'Égypte – où la persécution des opposants est devenue une discipline étatique à part entière – des contrats d'un montant total de 5,2 milliards d'euros, portant principalement sur la vente de vingt-quatre exemplaires du Rafale, dont aucun acheteur étranger ne s'était jamais porté acquéreur. Mieux : ce bonheur n'arrive pas seul.

Car, en août 2015, lorsque le président Al-Sissi inaugure – et en très grande pompe – le «*nouveau canal de Suez*», il s'ouvre à deux de ses hôtes de marque, MM. Hollande et Le Drian, de son intérêt pour le Sébastopol

et le *Vladivostok* – les deux porte-hélicoptères dont la livraison à la Russie a finalement été annulée, et dont le remboursement serait si coûteux.

### **Grand-croix de la Légion d'honneur**

Aussitôt dit, aussitôt fait : le 17 septembre 2015, l'Assemblée nationale adopte un projet de loi entérinant un accord franco-russe de règlement du contentieux né de l'annulation de la vente de ces navires, qui prévoit que Paris va rembourser 949,8 millions d'euros à la Russie. Et, cinq jours plus tard, le 22 septembre, l'Égypte confirme qu'elle rachète les deux bâtiments, qui lui seront livrés en 2016, pour 950 millions d'euros. Le gouvernement français pavoise, et comme de – très – rares voix s'élèvent pour dénoncer la manœuvre, extraordinairement cynique, consistant à vendre au maréchal Al-Sissi les navires dont la livraison à la Russie a été annulée au prétexte officiel d'un scrupule d'ordre moral, M. Le Drian leur fait, pour solde de tout compte, cette réponse d'une rare inventivité : *« Le développement et la démocratie, c'est postérieur à la sécurité. Il faut d'abord la sécurité, pour être sûr, ensuite, d'engager son pays dans une stratégie positive. »*

Avec une telle philosophie, l'Égypte est devenue, pendant la présidence de M. Hollande, le premier acheteur mondial d'armes françaises. Elle l'est restée depuis l'élection de son successeur Emmanuel Macron, qui s'est attaché dès son élection les services de M. Le Drian en lui confiant le ministère des affaires étrangères – et du commerce extérieur. Et qui a constamment veillé, par mille attentions, à ne jamais fâcher le président Al-Sissi, client modèle. Il l'a décoré, par exemple, au mois de décembre 2020, lors d'une discrète cérémonie élyséenne, de la grand-croix de la Légion d'honneur. Et il lui a accordé, quelques mois plus tard, d'agréables facilités de paiement.

Au mois de mai dernier, en effet, l'Égypte, où *« des milliers de personnes, notamment des défenseurs des droits humains, des journalistes, des responsables politiques, des avocats »* restent, selon Amnesty International, détenues dans des conditions effroyables (2), a annoncé avoir acheté, pour 3,75 milliards d'euros – hors armement –, trente nouveaux exemplaires du Rafale. Le gouvernement français a immédiatement acclamé cette nouvelle preuve de *« confiance »* d'*« un client fiable avec lequel nous n'avons jamais eu de mauvaises surprises »*, et *Le Figaro* a ovationné ce *« nouveau succès commercial à l'international »*.

Dans cet élan joyeux, un détail d'importance est passé presque inaperçu : comme l'a révélé le site d'investigation Disclose, la direction générale du trésor, du ministère de l'économie, des finances et de la relance, a accepté de garantir, à hauteur de 80 %, les prêts bancaires que Le Caire a dû contracter pour s'offrir ces avions. Si l'Égypte, lourdement endettée, n'honore pas ses traites, c'est donc à la France – et par conséquent à ses contribuables qui ignorent tout de cette discrète clause – que reviendra la charge de s'en acquitter, à hauteur de plus de 3 milliards d'euros. Plus important encore, le site Disclose accuse aussi la France d'avoir participé à des opérations antiterroristes secrètes dans le désert entre l'Égypte et la Libye, où des centaines de civils ont été tués de manière arbitraire (3). *« Des crimes d'État dont François Hollande et Emmanuel Macron ont été constamment informés »*, rapporte le site d'investigation, qui se base sur des centaines de documents *« confidentiel-défense »* livrés par un lanceur d'alerte.

Le contrat du Rafale est entré en vigueur le 15 novembre dernier, après le versement par l'Égypte d'un premier acompte : à deux jours près, M. Macron aurait pu le fêter avec ses hôtes du Forum de Paris sur la paix – devant lesquels il avait déclaré deux jours plus tôt : *« Le combat pour les droits de l'homme est universel. »*

Sébastien FONTENELLE (Monde diplomatique)

Journaliste, coauteur, avec Aymeric Elluin, de *Ventes d'armes, une honte française*, Le Passager clandestin, Paris, 2021.

(1) Lire Eva Thiébaud, « L'acheteur "providentiel" des chars Leclerc », *Le Monde diplomatique*, mars 2021.

(2) Lire Pierre Daum, « Place Tahrir, sept ans après la "révolution" », *Le Monde diplomatique*, mars 2018.

(3) « Les mémos de la terreur », Disclose.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2021/12/FONTENELLE/64116>



# Un empire qui ne désarme pas

Les États-Unis ne restent jamais humbles longtemps. Un mois après leur déroute afghane, l'ordre impérial est rétabli. La gifle que Washington vient d'infliger à Paris en témoigne.

Un mois ? Même pas. À peine les talibans venaient-ils de s'emparer de l'aéroport de Kaboul que les néoconservateurs ressortaient de leurs tanières. L'Occident avait « perdu l'Afghanistan » ? Il fallait donc qu'il réaffirme sa présence partout ailleurs pour faire comprendre à ses rivaux stratégiques, la Chine et la Russie en particulier, qu'il ne reculerait pas devant le prochain combat. « *La guerre n'est pas finie*, résuma le sénateur Mitt Romney, ancien candidat républicain à l'élection présidentielle. *Nous sommes plus en danger qu'avant. Et nous allons devoir investir davantage pour garantir notre sécurité (1).* » Après avoir répandu le chaos au Proche-Orient, les États-Unis tournent donc leur regard vers le Pacifique et dirigent leur marine contre la Chine. Ce sera, on le devine, une toute petite affaire...

C'est là en tout cas l'enjeu principal de la minicrise diplomatique entre la France et les États-Unis, pas le dépit de Paris d'avoir été dépouillé d'un juteux contrat d'armement naval. Dans cette affaire, il importe en effet de savoir comment l'Europe doit réagir à l'alliance militaire antichinoise que Washington vient d'annoncer avec le Royaume-Uni et l'Australie. Car pour le reste – l'humiliation publique spectaculaire, la déloyauté des « alliés », l'absence de concertation sur une décision géopolitique majeure –, l'Élysée s'est habitué aux affronts américains depuis une quinzaine d'années, qu'il s'agisse de l'espionnage des présidents de la République révélé par WikiLeaks, du dépeçage d'Alstom par General Electric (grâce à des manigances judiciaires proches du brigandage de grand chemin), sans parler des amendes pharaoniques extorquées à des entreprises et à des banques françaises qui n'avaient pas appliqué des sanctions, contraires au droit international, décrétées par les États-Unis contre Cuba ou l'Iran (2). Pour riposter au camouflet australo-américain autrement que par un rappel dérisoire des ambassadeurs en poste à Canberra et à Washington, M. Emmanuel Macron aurait été bien inspiré d'accorder sur-le-champ l'asile politique à MM. Julian Assange et Edward Snowden, qui ont dévoilé les bas-fonds de l'empire. Le monde entier eût remarqué ce sursaut de dignité.

Pendant que ses présidents bavardent, la France se décline. Elle a rejoint le commandement intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dirigée par Washington ; elle abandonne une part croissante de sa souveraineté diplomatique à une Union européenne peuplée de vassaux des États-Unis ; elle maintient contre la Russie une batterie de sanctions qui interdisent toute entente « de l'Atlantique à l'Oural », seule perspective susceptible de dégager le Vieux Continent de l'emprise américaine ou chinoise. Pour ne pas sombrer dans l'insignifiance, la France devrait d'urgence faire comprendre à Washington, mais aussi à Pékin, Moscou, Tokyo, Hanoï, Séoul, New Delhi, Djakarta, qu'elle ne se résignera jamais à la guerre du Pacifique que préparent les États-Unis (3).

Serge HALIMI (Monde diplomatique)

(1) Cable News Network, 29 août 2021.

(2) Lire Jean-Michel Quatrepoint, « Au nom de la loi... américaine », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

(3) Lire Martine Bulard, « L'Alliance atlantique bat la campagne en Asie », *Le Monde diplomatique*, juin 2021.

# L'impact toxique du militarisme américain sur la politique climatique



*Alors que le sommet de Glasgow pour le climat approche à grands pas, Medea Benjamin et Nicolas Davies, du mouvement pacifiste CodePink, soulignent comment les États-Unis dépensent des sommes astronomiques pour l'armement, alors que les investissements pour la crise climatique ne répondent pas au défi. Les États-Unis doivent privilégier la coopération et la diplomatie pour sortir de la spirale militariste dans laquelle ils se sont engouffrés. (IGA)*

Le président Biden, parlant devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 21 septembre<sup>[i]</sup> a averti que la crise climatique approchait rapidement d'un « point de non-retour »; il a promis que les États-Unis agiraient aux côtés du reste du monde. « Nous dirigerons non seulement par l'exemple de notre puissance, mais, si Dieu le veut, par la puissance de notre exemple », a-t-il annoncé<sup>[ii]</sup>.

Mais les États-Unis sont loin de se comporter en dirigeants exemplaires pour sauver notre planète. *Yahoo News* a récemment publié un reportage intitulé « Pourquoi les États-Unis sont-ils en retard de 10 ou 15 ans sur les objectifs climatiques de l'Europe ? ». L'article<sup>[iii]</sup> soulignait avec une clarté inaccoutumée dans les médias mainstream US que les États-Unis n'ont pas seulement échoué à diriger le monde sur la crise climatique, mais qu'ils en sont les principaux responsables par leur blocage d'une action collective judicieuse visant à éviter une crise mondiale vitale.

L'anniversaire du 11 septembre et la défaite des États-Unis en Afghanistan devraient sonner le tocsin dans la tête de tout Américain, nous avertissant que nous avons laissé *notre* gouvernement dépenser des milliards de dollars pour faire la guerre, chasser des ombres, vendre des armes et alimenter les conflits partout dans le monde, tout en ignorant les réels dangers vitaux menaçant notre civilisation et toute l'humanité.

Les jeunes du monde entier sont consternés par l'échec de leurs parents face à la crise climatique. Une enquête récente<sup>[iv]</sup> menée auprès de 10 000 personnes âgées de 16 à 25 ans dans dix pays du monde a révélé que beaucoup de jeunes pensent que l'humanité est condamnée et qu'ils n'ont pas d'avenir.

Les trois quarts des jeunes interrogés déclarent avoir peur de l'avenir et 40 % déclarent que la crise les fait hésiter à procréer. Ils sont également effrayés, déconcertés et irrités par l'incapacité des gouvernements à réagir à cette crise. Comme l'a rapporté la BBC, « Ils se sentent trahis, ignorés et abandonnés par les politiciens et les adultes. »<sup>[v]</sup>

Les jeunes Américains ont encore plus de raisons de se sentir trahis que leurs homologues européens. Les États-Unis sont loin derrière l'Europe en ce qui concerne les énergies renouvelables<sup>[vi]</sup>. Les pays européens ont commencé à respecter leurs engagements climatiques dans le cadre du protocole de Kyoto<sup>[vii]</sup> dans les années 1990 et tirent désormais 40 % de leur électricité de sources renouvelables, contre 20 % aux États-Unis.

Depuis 1990, année de référence pour les réductions d'émissions dans le cadre du protocole de Kyoto, l'Europe a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 24%, tandis que les États-Unis, loin de les réduire, les ont augmentées de 2% depuis 1990. En 2019, avant la pandémie de Covid, les États-Unis produisaient plus de pétrole<sup>[viii]</sup> et plus de gaz naturel<sup>[ix]</sup> que jamais auparavant dans leur histoire.

L'OTAN, nos politiciens et les grands médias des deux côtés de l'Atlantique promeuvent l'idée que les États-Unis et l'Europe partagent une culture et des valeurs « occidentales » communes. Mais nos modes de vie très

différents, nos priorités et nos réponses à cette crise climatique racontent l'histoire de deux systèmes économiques et politiques très dissemblables, voire divergents.

L'idée que l'activité humaine est responsable du changement climatique a été comprise il y a des décennies et n'est pas controversée en Europe. Mais aux États-Unis, les politiciens et les médias ont aveuglément ou cyniquement répété des campagnes de désinformation[x] frauduleuses et vénales influencées par ExxonMobil et d'autres intérêts privés.

Alors que les démocrates ont su mieux « écouter les scientifiques », n'oublions pas que, tandis que l'Europe remplaçait les énergies fossiles et les centrales nucléaires par des énergies renouvelables, l'administration Obama déclenchait un boom de la fracturation hydraulique pour passer des centrales au charbon aux nouvelles usines fonctionnant au gaz de fracturation.

Pourquoi les États-Unis sont-ils si loin derrière l'Europe lorsqu'il s'agit de lutter contre le réchauffement climatique ? Pourquoi seuls 60 % des Européens possèdent-ils une voiture, contre 90 % des Américains ? Pourquoi le conducteur américain parcourt-il deux fois plus de kilomètres que le conducteur européen ? Pourquoi les États-Unis ne disposent-ils pas, comme l'Europe, de transports publics modernes, économes en énergie et largement accessibles ?

Nous pouvons poser des questions similaires sur d'autres différences marquées entre les États-Unis et l'Europe. En ce qui concerne la pauvreté, les inégalités, les soins de santé, l'éducation et l'assurance sociale, pourquoi les États-Unis conçoivent-ils aberrant ce qui est considéré comme des normes sociétales dans d'autres pays riches ?

La réponse tient dans l'énorme quantité d'argent que les États-Unis consacrent au militarisme. Depuis 2001, les États-Unis ont alloué 15 000 milliards de dollars (en dollars de l'exercice 2022)[xi] à leur budget militaire, dépassant la somme des budgets de leurs 20 concurrents militaires les plus proches[xii].

Les États-Unis consacrent à l'armée une fraction de leur PIB (la valeur totale des biens produits et des services) supérieure à n'importe lequel des 29 autres pays de l'OTAN – 3,7 % en 2020 contre 1,77 %. Et tandis que les États-Unis ont exercé une pression intense sur les pays de l'OTAN pour qu'ils consacrent au moins 2 % de leur PIB à leurs forces armées, seuls dix d'entre eux l'ont accepté. Contrairement aux États-Unis, l'establishment militaire en Europe[xiii] doit faire face à une opposition importante de la part des politiciens progressistes et d'un public mieux éduqué et plus mobilisé.

Depuis les carences dans les soins de santé universels[xiv] jusqu'aux niveaux de pauvreté infantile[xv] qui seraient inacceptables dans d'autres pays riches, le sous-investissement de notre gouvernement dans tous ces domaines est le résultat inévitable de ces priorités erronées, qui laissent l'Amérique se débrouiller difficilement avec les restes que la bureaucratie militaire américaine abandonne après s'être taillé la part du lion – ou devrions-nous plutôt dire la « part des généraux » ? – dans les ressources disponibles.

Les dépenses concernant l'infrastructure fédérale et les dépenses « sociales » en 2021 [xvi], ne représentent qu'environ un tiers de l'argent dilapidé en faveur du militarisme. Le paquet d'infrastructures dont débat le Congrès est désespérément nécessaire, mais 3 500 milliards de dollars, étalés sur 10 ans sont insuffisants.

Concernant le changement climatique, le budget des infrastructures ne comprend que 10 milliards de dollars par an pour la conversion aux énergies vertes[xvii], un pas important, mais modeste qui ne changera pas notre trajectoire actuelle vers un avenir catastrophique. Les investissements dans un New Deal vert doivent être accompagnés de réductions correspondantes du budget militaire si nous voulons corriger de manière durable les priorités perverses et destructrices de notre gouvernement. Cela signifie tenir tête à l'industrie de l'armement et aux sous-traitants militaires, ce que l'administration Biden n'a pas fait jusqu'à présent.

Depuis 20 ans, les États-Unis mènent une course aux armements contre eux-mêmes. Les affirmations du gouvernement US paraissent dès lors complètement absurdes lorsqu'il affirme que la récente accumulation d'armes par la Chine oblige désormais les États-Unis à dépenser encore plus. Les dépenses de la Chine ne représentent qu'un tiers de celles des États-Unis[xviii], et elles sont motivées par la nécessité de se défendre contre la machine de guerre américaine incessamment croissante qui, depuis l'administration Obama, se « réoriente » vers les eaux, le ciel et les îles entourant les côtes chinoises.

Biden a déclaré à l'Assemblée générale des Nations Unies que « ... alors que nous terminons cette période de guerre implacable, nous ouvrons une nouvelle ère de diplomatie implacable ». Mais sa nouvelle alliance militaire exclusive avec le Royaume-Uni et l'Australie[xix], ainsi que sa demande d'une nouvelle augmentation des dépenses militaires pour intensifier une dangereuse course aux armements avec la Chine – course initiée en premier lieu par les États-Unis – révèlent jusqu'où Biden doit aller pour assumer sa propre rhétorique, tant sur le plan diplomatique que sur celui du changement climatique.

Il faut que les États-Unis se rendent au Sommet des Nations Unies sur le climat à Glasgow en novembre, en étant préparés à souscrire au type de mesures radicales exigées par l'ONU et par les pays moins

développés[xx]. Ils doivent s'engager fermement à éliminer les énergies fossiles; à se tourner rapidement vers une économie d'énergie renouvelable de bilan net nul; et à aider les pays en développement à faire de même. Comme le dit le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, le sommet de Glasgow « doit être le tournant » de la crise climatique.

Cela exigera des États-Unis une sérieuse réduction de leur budget militaire et un engagement dans une diplomatie pacifique et pragmatique avec la Chine et la Russie. En prenant du recul vis-à-vis de leurs échecs militaires auto-infligés et du militarisme qui les a générés, les États-Unis pourraient mettre en œuvre des programmes qui répondent à la crise véritablement vitale à laquelle notre planète est confrontée – une crise contre laquelle les navires de guerre, les bombes et les missiles sont non seulement inutiles, mais néfastes[xxi].

Medea BENJAMIN / Nicolas J.S. DAVIES, 06 octobre 2021

*Medea Benjamin est cofondatrice de CODEPINK for Peace[xxii] et auteur de plusieurs livres, dont Inside Iran : The Real, History and Politics of the Islamic Republic of Iran[xxiii].*

*Nicolas JS Davies est un journaliste indépendant, chercheur à CODEPINK et auteur de Blood On Ours Hands : the American Invasion and Destruction of Iraq[xxiv].*

Source originale: Dissident Voices

Traduit de l'anglais par Martin pour Investig'Action

#### Notes :

[i] <https://abcnews.go.com/Politics/full-transcript-biden-addresses-76th-general-assembly/story?id=80146170>

[ii] <https://abcnews.go.com/Politics/full-transcript-biden-addresses-76th-general-assembly/story?id=80146170>

[iii] <https://news.yahoo.com/why-the-us-lags-behind-europe-on-climate-change-goals-by-10-or-15-years-090008777.html>

[iv] [https://www-bbc-com.translate.goog/news/world-58549373\\_x\\_tr\\_sl=ru&x\\_tr\\_tl=fr&x\\_tr\\_hl=fr&x\\_tr\\_pto=nui](https://www-bbc-com.translate.goog/news/world-58549373_x_tr_sl=ru&x_tr_tl=fr&x_tr_hl=fr&x_tr_pto=nui)

[v] <https://www.bbc.com/news/world-58549373>

[vi] <https://news.yahoo.com/why-the-us-lags-behind-europe-on-climate-change-goals-by-10-or-15-years-090008777.html>

[vii] [https://www.wikiwand.com/en/Kyoto\\_Protocol](https://www.wikiwand.com/en/Kyoto_Protocol)

[viii] [https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=PET&s=RCRR10NUS\\_1&f=A](https://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=PET&s=RCRR10NUS_1&f=A)

[ix] <https://www.eia.gov/dnav/ng/hist/n9010us2m.htm>

[x] <https://www.independent.co.uk/climate-change/news/fossil-fuel-oil-disinformation-exxon-b1921555.html>

[xi] [https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/FY2022/FY22\\_Green\\_Book.pdf](https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/FY2022/FY22_Green_Book.pdf)

[xii] <https://www.sipri.org/databases/milex>

[xiii] <https://www.no-to-nato.org/>

[xiv] [https://www.wikiwand.com/en/Universal\\_health\\_care](https://www.wikiwand.com/en/Universal_health_care)

[xv] <https://www.statista.com/statistics/264424/child-poverty-in-oecd-countries/>

[xvi] <https://www.govinfo.gov/content/pkg/BUDGET-2021-BUD/pdf/BUDGET-2021-BUD.pdf>

[xvii] <https://www.uschamber.com/series/above-the-fold/the-biggest-winner-the-senate-s-bipartisan-infrastructure-deal-may-be-our>

[xviii] [https://sipri.org/sites/default/files/2021-04/fs\\_2104\\_milex\\_0.pdf](https://sipri.org/sites/default/files/2021-04/fs_2104_milex_0.pdf)

[xix] <https://www.stopwar.org.uk/article/the-aukus-pact-is-a-costly-and-dangerous-provocation/>

[xx] <https://www.un.org/sg/en/node/259106>

[xxi] <https://www.commondreams.org/views/2021/03/04/trump-bidens-secret-bombing-wars>

[xxii] <https://www.codepink.org/>

[xxiii] <https://www.orbooks.com/catalog/inside-iran-medea-benjamin/>

[xxiv] <https://www.amazon.com/exec/obidos/ASIN/193484098X/dissivoice-20>

# L'OTAN déroule son agenda dans le Sahel

*Nonobstant l'échec afghan, lentement, à petits pas feutrés, l'Alliance avance ses pions dans le Sahel. À intervalle régulier, depuis le sommet de Varsovie en 2016, où l'OTAN s'est engagée à renforcer son partenariat avec l'Union africaine, tel un petit poucet, l'organisation transatlantique sème ses cailloux dans la région.*



*En 2017, il y eut la création de son Pôle Otan pour le Sud basé à Naples, puis diverses déclarations ici et là, notamment celles de l'ancien vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, feu Miranda Calha. En 2019, dans un rapport mémorable, le socialiste portugais avait pressé les alliés de jouer un plus grand rôle en Afrique. Plus récemment, en octobre dernier, lors d'une réunion à Bruxelles avec les ministres des États membres participants à la coalition contre l'État islamique, le secrétaire général, Jens Stoltenberg, a prévenu que « l'Alliance étudiait les possibilités d'étendre ses partenariats aux pays de la région du Sahel (...) » Avec l'exercice militaire qui aura lieu en Italie à partir du 24 novembre, au cours duquel l'OTAN se préparera à réaliser une mission au Sahel, l'Alliance vient de franchir une étape supplémentaire.*

## **Un nouvel épisode de wargame**

Au sein de l'armée américaine, les jeux de guerre vidéo sont de plus en plus prisés. Ainsi, sereinement assise devant ses écrans, en avril dernier, l'US Air Force avait brillamment repoussé une invasion chinoise à Taïwan. Sauf que quelques mois plus tard, lors d'un exercice similaire, le Pentagone avait misérablement échoué au même endroit contre le même adversaire. Un échec qui a conduit les stratèges américains à revoir leur copie vis-à-vis de l'« ennemi » chinois, c'est dire si ces simulations guerrières sont prises au sérieux.

Jamais en retard d'une tendance en vogue à Washington, l'OTAN s'est également convertie au *wargaming*. Le 24 novembre commencera un exercice militaire virtuel censé tester le déploiement d'une opération d'envergure dans le Sahel. Le jeu, qui n'en est pas un, est organisé par le corps de déploiement rapide de l'OTAN en Italie. Les scénaristes de l'Alliance ont pensé à tout. La mission, avec 31 pays participants, est réalisée hors Article 5, ce qui signifie qu'ils ne répondent pas à la demande d'un État membre agressé mais à celle de deux pays africains. Ces derniers ne sont pas cités dans la bande annonce de l'événement, mais qu'importe puisque tout cela n'est que pure fiction.

Le scénario hollywoodien concocté pour l'occasion met en scène 298 milices et groupes terroristes sur fond de violence « ethnico-religieuse et sectaire ». Objectifs de l'opération ? « Soutenir et protéger les populations, permettre l'arrivée de l'aide humanitaire, gérer l'afflux de migrants. » Réussiront-ils leur mission salvatrice ? Telle est la question. Si les « gamers » gagnent pourront-ils reproduire la victoire sur le terrain, alors que leur script qui se veut réaliste laisse songeur ? Tous pays et tous groupes confondus, il n'existe pas plus d'une cinquantaine d'entités dans la région. Et, comment prévoir l'imprévisible qui reste la règle dans la région ? S'ils échouent, l'OTAN renoncera-t-elle à « étendre ses partenariats au pays de la région du Sahel » ? Rien n'est moins sûr...

## Changement de doctrine ?

Car en juin dernier, Florence Parly a semé un caillou supplémentaire sur la route de l'OTAN dans le Sahel en signant un contrat avec une des agences de l'Alliance, la NSPA, basée au Luxembourg. Et c'est ainsi que ladite agence engagée au cours de l'année 2021 sur les théâtres d'Afghanistan, du Kosovo, d'Irak, de Libye a fait son entrée au Mali. Elle se prépare également, selon son document stratégique pour les années 2021-2025, à intervenir dans d'autres pays africains. Sa mission consiste à fournir des services logistiques à l'opération Takuba basée au camp de Ménaka. Elle comprend les « *services de restauration, de services de base (y compris les services de blanchisserie et de lutte antiparasitaire), de services d'ingénierie et de services de carburant.* » Ces prestations, qui vont du repassage des treillis aux normes Otan jusqu'à la fourniture de l'eau minérale en passant par la climatisation des infrastructures, sont très éloignées de la culture des armées françaises, habituées à des conditions plus spartiates. De plus, les militaires ont tendance à ne plus sortir de ces camps « *de luxe* » et sont coupés des populations. En prime, elles coûtent également fort chères. Qui paiera l'addition ? En principe, le ministère des Armées devrait signer le chèque puisque c'est lui qui a paraphé le contrat, à moins que chaque pays participant à cette « *task force* » verse son obole au prorata du nombre d'hommes engagés.

Cela reste néanmoins un détail, certes à plusieurs millions d'euros, au regard des enjeux. Dix-huit mois après avoir déclaré « *l'Otan en état de mort cérébrale* », Emmanuel Macron demande un soutien de l'Alliance pour une coalition qu'il dirige. C'est sans précédent dans l'histoire. En outre, jusqu'à la signature de ce contrat l'opération Takuba était censée démontrer l'existence et l'utilité de la politique de défense européenne qu'Emmanuel Macron avait appelé de ses vœux dès le début de son quinquennat et dont il s'est fait le champion depuis. En avril 2021, il s'agissait encore, selon le ministère des Armées, de faire de la force Takuba un véritable laboratoire d'intégration au combat des partenaires européens. Aujourd'hui, c'est un laboratoire de la défense européenne avec un zeste de partenariat transatlantique ! Un paradoxe fâcheux, qu'Emmanuel Macron devra soutenir, à son corps défendant, lorsque la France prendra la présidence de l'UE au 1er janvier 2022. Mais qu'importe puisque nombre de pays engagés dans cette Task Force : Italie, Estonie, Tchéquie, Roumanie, sont des ardents États membres de l'OTAN...

## Le psychodrame russe

Quand l'Alliance déposera-t-elle son prochain caillou ? Cela ne devrait point tarder. En effet, l'hypothétique arrivée des mercenaires de Wagner au Mali résout toutes les divergences entre les États membres. Jusqu'ici, ils étaient particulièrement divisés. D'un côté, les pays de l'Est essentiellement préoccupés par Moscou ; de l'autre, les Méridionaux, inquiets des risques en provenance du Sud et partisans d'une stratégie dite à 360°. L'affaire de la société militaire privée liée au Kremlin, l'émotion irrationnelle qu'elle a suscitée, les tensions diplomatiques qu'elle a engendrées, alors que le contrat n'est toujours pas signé et ne le sera probablement jamais, ont poussé tous les camps à la surenchère. Ainsi, le 12 novembre dernier, lors de leur rencontre à Moscou le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop et Sergueï Lavrov ont conclu un renforcement de leur partenariat militaire, qui, au passage, existe depuis 1960. Et c'est ainsi, que bien malgré lui, Vladimir Poutine a joué les conciliateurs entre les États membres de l'OTAN...

Pour l'Alliance, la crise diplomatique entre Paris et Bamako, largement surjouée de part et d'autre, est donc une véritable aubaine. En prime, cette affaire a le mérite de remiser au placard les inquiétudes et les hésitations des Alliés échaudés par le retrait sans concertation des Américains en Afghanistan. Ironie de l'histoire, si l'Organisation transatlantique poussait un peu plus loin son aventure dans le Sahel, elle emmènerait dans ses bagages une multitude de sociétés militaires privées occidentales qui retrouveraient des couleurs après la perte de leurs juteux contrats à Kaboul.

Mais puisque seule la menace russe compte...

Leslie VARENNE  
Iveris  
22 novembre 2021

<https://fr.sott.net/article/38826-L-OTAN-deroule-son-agenda-dans-le-Sahel>



# La Chine ou les navires de guerre US/CAN dans le détroit de Taïwan

*Une guerre avec la Chine est plus proche qu'on le pense, surtout depuis vendredi 15 octobre. Deux navires de guerre, le destroyer américain USS Dewey suivi de la frégate canadienne HMCS Winnipeg, ont pénétré dans des eaux territoriales chinoises en passant du sud au nord dans le détroit de Taïwan.*

Cette action militaire a été vivement dénoncée par la Chine alors que Washington parle d'une « percée » (Breakthrough). Percée parce que c'est la première fois de l'histoire qu'une telle action militaire coordonnée par deux pays alliés a été effectuée dans ces eaux chinoises. Jamais auparavant deux « alliés » l'avaient fait. Bien sûr, le Canada y est entre autres parce qu'il a une dette envers l'administration Biden pour avoir réglé l'histoire de Mme Meng et les 2 Michaels.

C'est comme entrer dans la cour d'un voisin avec une arme d'assaut. Mais aussi en amenant un autre voisin qui porte, comme le Canada, un petit pistolet. Le voisin dont la propriété a été violée aurait raison d'appeler la police. Seul problème dans notre monde actuel, celui qui porte l'arme d'assaut s'arroge aussi le rôle de policier.

Comment réagiraient le Canada et les États-Unis si des navires de guerre chinois pénétraient dans le Golf du Saint-Laurent en passant par le détroit de Cabot entre Terre-Neuve et le Cap Breton ? Poser la question, c'est y répondre.

Les militaires américains ont déclaré que leur objectif était de démontrer leur engagement pour « un Indopacifique libre et ouvert ».

Ce « néologisme » Indopacifique n'est pas aussi nouveau qu'on le pense. Il s'agit d'un concept géographique mis au point au début du 20e siècle par l'Allemand Karl Haushofer, mais qui est devenu une stratégie géopolitique très prisée par les Nazis et les leurs alliés japonais avant et durant la Seconde guerre mondiale. Question de sortir les Britanniques, Américains et Français de cette région d'Asie.

Biden le reprend à son compte avec pour objectif déclaré d'empêcher Chine de dépasser les États-Unis comme puissance économique. Comment y arriver : par des moyens militaires. Et le Canada dit : La guerre, YES Sir.

Voir réapparaître ce concept lourd d'histoire et de sens donne froid dans le dos.

Samir Saul a dit récemment à l'émission *Le pied à Papineau* que la guerre avec la Chine est plus proche qu'on pense.

L'action militaire effectuée par les États-Unis et le Canada le 15 octobre dernier nous en rapproche davantage.

Robin PHILPOT, *Le Pied à Papineau*, 21 octobre 2021

<https://fr.sott.net/article/38522-La-Chine-ou-les-navires-de-guerre-US-CAN-dans-le-detroit-de-Taiwan>

# La Russie et le grand bluff de l'OTAN

## L'OTAN a été créée par le Pentagone américain en étroite collaboration avec la CIA.

*L'OTAN : Une organisation qui n'a pas de raison d'être, si ce n'est d'attiser les feux de la guerre ultime. Ce qui est un crime capital selon Nuremberg.*

Il était une fois une organisation appelée Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ou OTAN en abrégé. Fondée en 1949, elle est aujourd'hui constituée d'un groupe de 30 pays d'Europe et d'Amérique du Nord. L'OTAN est censée protéger les populations et les territoires de ses membres. Sur les 30 pays membres, 28 se trouvent en Europe et seulement deux, les États-Unis et le Canada, se trouvent sur le continent américain. [La Colombie, en Amérique du Sud, est un membre de facto.]

Dans le cadre de la « politique de la porte ouverte » de l'OTAN, ce qui signifie que tout pays de la zone euro-atlantique est libre d'adhérer à l'OTAN s'il est prêt à respecter les normes et les obligations liées à l'adhésion, s'il contribue à la sécurité de l'Alliance et s'il partage les valeurs de l'OTAN que sont la démocratie, le progrès et l'État de droit. C'est en partie ce que disent les règles de l'OTAN.

Depuis 1949, le nombre de membres de l'OTAN est passé de 12 à 30 pays. En 2020, l'OTAN a accueilli la Macédoine du Nord comme 30ème membre de l'Alliance.

L'OTAN a été créée par le Pentagone américain en étroite collaboration avec la CIA, après la Seconde Guerre mondiale, sous le prétexte d'assurer « la sécurité collective contre la menace que représentait l'Union soviétique ». Ainsi, dès le départ, l'OTAN a préparé le terrain pour tromper le monde et lui faire croire que l'Union soviétique, qui venait de perdre quelque 30 millions de personnes pendant la Seconde Guerre mondiale et dont l'infrastructure était détruite, serait une menace pour l'Europe. Mais Big Wonder, la propagande médiatique totalement mensongère a fonctionné, comme elle le fait aujourd'hui avec le Covid, et comme elle le fait la plupart du temps, en ce moment même, en mettant en scène une autre guerre chaude. L'alarmisme fait partie de la stratégie. Pour tout. Gardez les gens dans la peur et ils sont vulnérables à toute sorte de manipulation. C'est un vieil axiome, qui remonte même plus loin que l'Empire romain. Et il fonctionne toujours. Les gens ne l'ont pas encore compris.

Lorsque cela arrivera – à savoir que les gens verront ce qui se cache derrière cette farce, derrière le Bluff, le monde changera. Nous réaliserons tout à coup – ou progressivement, mais de plus en plus vite – que le pouvoir est avec nous, le peuple.

Les gens aisés, surtout aux États-Unis et en Europe, qui vivent dans le cocon d'une « zone de confort », croient tout ce que leur disent les autorités, et par extension – les médias achetés. Ces personnes obéissent aux autorités, car après tout, pourquoi penser par soi-même, si vous payez un gouvernement qui est censé penser pour vous – n'est-ce pas ? Plus ils sont aisés, plus ils peuvent être asservis – et le pire, c'est qu'ils deviennent inflexibles, têtus et pointilleux. Ils se comportent exactement comme les « autorités » veulent qu'ils se comportent pour transformer la société en tyrannie, toujours sous le prétexte – « nous sommes une démocratie ». Et oui, tant que nous suivons le mouvement, nous sommes condamnés.

L'OTAN aurait dû nous donner une bonne leçon. Mais sans la Russie et la Chine, nous serions encore en train de ramper à genoux pour plaire à l'OTAN, sans même nous rendre compte que l'OTAN est une coquille vide, qu'elle n'a aucun pouvoir et que tout ce qui lui reste, ce sont des gens pompeux au sommet et au milieu, qui aimeraient bien continuer encore un peu à garder le contrôle sur l'Europe et – enfin, ils aimeraient le croire – sur le reste du monde.

\*

*L'un des principes fondateurs de l'OTAN est l'article 5 de sa charte, qui stipule qu'une attaque armée contre un pays membre serait considérée comme une attaque contre tous ; insinuant ainsi une menace selon laquelle l'OTAN pourrait déclencher une guerre mondiale si un pays – disons l'Union soviétique, aujourd'hui la Russie, et/ou la Chine – en avait assez d'être agressé et provoqué par l'OTAN et ripostait à ses agressions et provocations constantes.*

C'était l'OTAN d'alors, et c'est ce que l'OTAN aimerait être aujourd'hui, et ce qu'elle prétend toujours être. Mais prétendre est à peu près tout ce qu'ils sont capables de faire à ce stade. La liberté n'est qu'un autre mot pour « plus rien à perdre » (citation de Bobby McG de Janis Joplin, « *Freedom is just another word for nothing left to lose* »). C'est l'OTAN dans ce qu'elle a de pire.

Pour une raison étrange, jusqu'à très récemment, la Russie est restée dans un statut d'observateur associé à l'OTAN, en fait, c'est difficile à croire, associé à l'ennemi numéro un ? – La seule et peut-être unique explication pourrait être qu'en conservant ce statut d'observateur, ils pensaient être aussi une sorte d'*initié* – mais, c'était une illusion depuis le premier jour.

Bien qu'aucune trace écrite n'ait jamais été trouvée pour attester que l'OTAN avait promis au ministre des Affaires étrangères du chancelier Helmut Kohl, Hans-Dietrich Genscher, en 1990, de ne pas bouger d'un pouce au-delà de Berlin, Moscou a cru la promesse de Genscher et celle d'autres hauts fonctionnaires ouest-allemands, afin d'accepter l'unification allemande. Aujourd'hui, les partisans de l'OTAN, même en Allemagne, affirment que la seule façon de parvenir à une Allemagne unifiée était une « Allemagne unifiée dans l'OTAN ». C'était un pur mensonge, car aucune des règles de l'OTAN ne peut légalement nier la souveraineté d'un pays membre. Mais le mensonge a été avalé et est devenu le précédent de l'expansion de l'OTAN.

C'était avant. Maintenant, c'est maintenant – 30 ans plus tard. L'OTAN s'est étendue jusqu'aux portes de Moscou. Ils aimeraient bien que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN, pour se rapprocher encore plus de Moscou. L'une des raisons du conflit « fabriqué par l'Occident » avec et dans la Biélorussie est que le renversement de Loukachenko donnerait à l'Occident l'occasion de mettre en place un dictateur pro-occidental, qui finirait par ouvrir les portes de la Biélorussie à l'OTAN. L'Occident rêve de manière arrogante et irréaliste. Bien entendu, M. Poutine et le Kremlin dans son ensemble ne permettront jamais une telle évolution. Mais la mégalomanie ne voit pas de limites.

Dans un autre ordre d'idées, pour mieux comprendre la place et le but de l'OTAN, face à la pression croissante pour dissoudre le Conseil de Sécurité de l'ONU à cinq membres, le président Poutine a averti le 21 octobre 2021 : « *Si nous supprimons le droit de veto des membres permanents, l'ONU mourra le jour même – elle deviendra la Société des Nations. Elle deviendrait simplement une plate-forme de discussion* ».

Il se pourrait bien que le Conseil de Sécurité de l'ONU à cinq voix de veto – aussi fragile soit-il – s'effondre, auquel cas les « génies » à l'origine de l'OTAN ont pu penser, l'OTAN peut reprendre le rôle du Conseil de Sécurité de l'ONU, tout cela dans l'intérêt de l'empire occidental mourant.

L'OTAN a été créée en 1949, juste après la Seconde Guerre mondiale, en ayant à l'esprit la Société des Nations. Créée en 1919, juste après la Première Guerre mondiale, la Société des Nations était un canular impérial, défendant et vendant ses intérêts de paix mondiale à un monde battu par la Première Guerre mondiale comme le dernier et le plus grand espoir de « paix durable ». Nous connaissons maintenant la véritable histoire.

Avance rapide. Comme l'analyse RT avec justesse le 25 octobre 2021, « *le nouveau plan optimiste de l'OTAN pour combattre la Russie sur les mers, dans le ciel et dans l'espace pourrait se retourner contre elle et déclencher un conflit nucléaire catastrophique. La nouvelle stratégie de l'OTAN pour combattre la Russie sur toute la largeur de l'Europe – de la Baltique à la mer Noire – a été approuvée. Sans surprise, les détails sont secrets, mais les responsables de l'organisation ont confirmé qu'elle inclut la guerre nucléaire, cybernétique et spatiale.*

*Comme on peut s'y attendre, l'OTAN insiste sur le fait que cette stratégie transcontinentale ne servira qu'à des fins défensives et le groupe dirigé par les États-Unis a également souligné qu'il ne pense pas que les attaques russes soient imminentes. En d'autres termes, l'OTAN présente cette initiative comme un acte de précaution : se préparer au pire scénario imaginable, tout en contribuant à éviter qu'il ne devienne un jour réalité par la dissuasion, comme l'a dûment souligné la ministre allemande de la Défense Annegret Kramp-Karrenbauer* ».

En d'autres termes, tout ce qui a été dit et promis pendant la récente campagne électorale allemande, de garder une porte ouverte pour améliorer les relations avec la Russie, est hors de la fenêtre avec la déclaration de la ministre allemande de la Défense. L'argument de la « dissuasion » est une pure agression envers la Russie. Il plaît sûrement à l'OTAN et à une grande partie des dirigeants néolibéraux de l'Ouest, mais certainement pas à la grande majorité des Allemands et des citoyens européens, qui sont désireux d'améliorer les relations avec un voisin pacifique.

Oui, la Russie est un voisin pacifique. La Russie n'a jamais agressé qui que ce soit, sauf en cas de légitime défense, par exemple en ramenant l'Allemagne nazie à Berlin pendant la Seconde Guerre mondiale. L'agression n'est pas dans la nature de la Russie. Cela contredit tous les mensonges des médias occidentaux grand public. Mais comme pour les autres mensonges et canulars, le niveau de vie des Européens les empêche de voir la lumière, de vouloir même voir la vérité. C'est triste. Quand ils verront la vérité, parce qu'elle s'abat sur eux, sur nous, Européens, il sera peut-être trop tard.

Bien sûr, Moscou voit les choses différemment – et à juste titre. Pour le Kremlin, l'expansion de l'OTAN vers l'est est un problème depuis le début des années 1990, depuis la promesse non tenue du ministre allemand des Affaires étrangères, M. Genscher : « *L'OTAN ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est* ». Comme le

président Poutine l'a indiqué à de nombreuses reprises, il n'y aura pas d'expansion de l'OTAN en Ukraine, ni au Belarus – ou sinon. Et le « sinon » est important, comme l'OTAN le sait parfaitement.

Le système de défense de la Russie est exponentiellement plus efficace, plus puissant et plus rapide que celui de l'Occident. Par conséquent, continuer sur cette note abyssale, comme le fait l'OTAN, n'est rien de plus qu'un bluff, et bien sûr, une tentative de faire croire à l'Occident que l'OTAN a encore des dents, alors qu'en fait l'OTAN est une coquille vide ; une coquille vide et surchargée, avec des membres dont la population voudrait, à une large majorité, sortir de l'OTAN – pour qui l'OTAN n'a plus de raison d'être. C'est une menace pure et simple pour la paix. Car les gens – et c'est ce qui compte finalement – n'ont pas peur de la Russie ou de la Chine.

C'est la machine à peur qui répand de fausses informations – les médias occidentaux amplement payés et « subventionnés » – qui fait croire que le danger est à l'Est. En fait, ils continuent à construire et à maintenir un mur et une vision manichéens dans tout l'Ouest. La philosophie manichéenne est une ancienne religion qui divise tout en bien et en mal. Cela signifie aussi « dualité », donc si votre pensée est manichéenne, vous voyez les choses en noir et blanc. Et c'est précisément ce que fait l'Occident. C'est une philosophie qui renaît à Washington. Une propagande massive de Guerre froide s'est répandue pendant les quatre décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale dans toute l'Europe, et par extension dans certaines parties de l'Asie et de l'Amérique latine.

L'OTAN est tellement éparpillée sur le globe – prenez les nombreuses bases militaires directes ou prêtées dans la mer de Chine méridionale, et entourant la Chine et la Russie sur terre – quelque 3 000 bases – comment pourraient-elles être efficaces contre l'armement dernier cri de la Russie et de la Chine. Aucun de ces deux pays ne se vante d'avoir des « moyens de dissuasion ». Ils n'en ont pas besoin.

Ils savent et l'Occident, en particulier l'Europe, devrait se réveiller à l'idée – la dure réalité – que l'avenir est là où le soleil se lève – à l'Est.

Peter KOENIG  
Mondialisation.ca, 01 novembre 2021

Article original en anglais :



*Russia and the Big NATO Bluff*

*Traduit par Avic pour Réseau International*

Peter Koenig est un analyste géopolitique et un ancien économiste principal à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où il a travaillé pendant plus de 30 ans sur l'eau et l'environnement dans le monde. Il donne des conférences dans des universités aux États-Unis, en Europe et en Amérique du Sud. Il écrit régulièrement pour des revues en ligne et est l'auteur de *Implosion – An Economic Thriller about War, Environmental Destruction and Corporate Greed* ; et co-auteur du livre de Cynthia McKinney « *When China Sneezes : From the Coronavirus Lockdown to the Global Politico-Economic Crisis* » (Clarity Press – 1er novembre 2020).

Il est associé de recherche du Centre de recherche sur la Mondialisation. Il est également membre non-résident de l'Institut Chongyang de l'Université Renmin de Pékin.

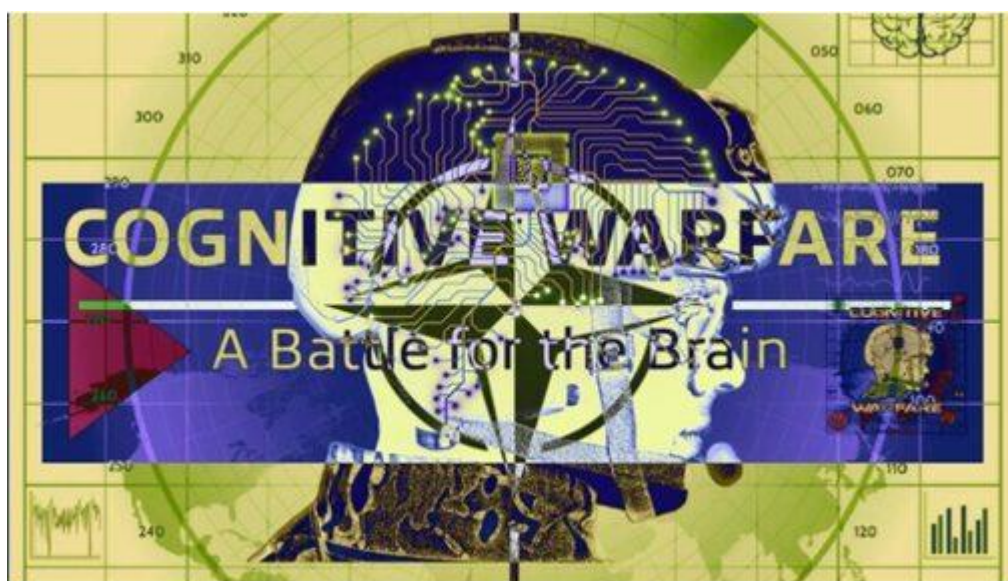
La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Peter Koenig, Mondialisation.ca, 2021

# La « guerre cognitive » des armées de l'OTAN est lancée

*« Au cours de mon travail de journaliste j'ai mené des recherches sur des sujets parfois vraiment déconcertants; mais celles que j'ai effectuées ici sont parmi les plus terrifiantes ». (Ben Norton)*

Les gouvernements occidentaux de l'alliance militaire de l'OTAN développent des tactiques de « guerre cognitive », se fondant sur de supposées menaces de la Chine et de la Russie. L'OTAN développe de nouvelles formes de guerre pour mener une « bataille pour le cerveau », selon les termes de l'alliance militaire. Le cartel militaire de l'OTAN dirigé par les États-Unis a testé de nouveaux modes de guerre hybride contre les adversaires qu'il s'invente, notamment la guerre économique, la cyberguerre, la guerre de l'information et la guerre psychologique.



Aujourd'hui, l'OTAN met au point un tout nouveau type de combat qu'elle a baptisé « guerre cognitive ». Décrite comme une « militarisation des sciences du cerveau », cette nouvelle méthode consiste à « pirater l'individu » en exploitant « les vulnérabilités du cerveau humain » afin de mettre en œuvre une « ingénierie sociale » plus sophistiquée.

Jusqu'à récemment, l'OTAN avait divisé la guerre en cinq domaines opérationnels différents : air, terre, mer, espace et cyberspace. Mais avec son développement de stratégies de guerre cognitive, l'alliance militaire discute d'un nouveau niveau, le sixième : le « domaine humain ».

Une étude réalisée en 2020 sous l'égide de l'OTAN sur cette nouvelle forme de guerre explique clairement : « Alors que les actions menées dans les cinq domaines sont exécutées pour engendrer un effet sur le domaine humain, l'objectif de la guerre cognitive est de faire de chacun une arme. »

« Le cerveau sera le champ de bataille du 21<sup>e</sup> siècle », souligne le rapport. « Les humains sont le domaine contesté » et « les conflits futurs se produiront probablement d'abord numériquement, puis physiquement, à proximité des centres de pouvoir politique et économique ».

Si l'étude parrainée par l'OTAN insiste sur le fait qu'une grande partie de ses recherches sur la guerre cognitive est conçue à des fins défensives, elle concède également que l'alliance militaire développe des tactiques offensives, déclarant : « L'humain représente très souvent la première des vulnérabilités, et il convient de le reconnaître afin de protéger le capital humain de l'OTAN, et aussi de tirer parti des vulnérabilités de nos adversaires. »

Dans une révélation glaçante, le rapport dit explicitement que « l'objectif de la guerre cognitive est de nuire aux sociétés, pas seulement aux militaires. »

Avec des populations civiles entières dans la ligne de mire de l'OTAN, le rapport souligne que les armées occidentales doivent travailler plus étroitement avec le monde universitaire, pour transformer les sciences sociales et humaines en armes, et aider l'alliance à développer ses capacités de guerre cognitive.

L'étude décrit ce phénomène comme « la militarisation des sciences du cerveau ». Mais il semble évident que le développement de la guerre cognitive par l'OTAN conduira à une militarisation de tous les aspects de la société et de la psychologie humaines, des relations sociales les plus intimes jusqu'à l'esprit de chacun soi-même.

Cette militarisation globale de la société est reflétée par le ton paranoïaque du rapport parrainé par l'OTAN, qui met en garde contre « une cinquième colonne intégrée, où chacun, à son insu, se comporte selon les plans de l'un ou de l'autre de nos concurrents ». L'étude indique clairement que ces « concurrents » censés exploiter la conscience des dissidents occidentaux sont la Chine et la Russie.

En d'autres termes, ce document montre que les figures du cartel militaire de l'OTAN considèrent de plus en plus leur propre population nationale comme une menace, craignant que les civils ne soient de potentielles cellules dormantes chinoises ou russes, de redoutables « cinquièmes colonnes » qui remettent en cause la stabilité des « démocraties libérales occidentales ».

Le développement par l'OTAN de nouvelles formes de guerre hybride intervient à un moment où les campagnes militaires des États membres ciblent leurs populations nationales à un niveau sans précédent.

L'*Ottawa Times* a rapporté en septembre dernier que le Commandement des opérations conjointes de l'armée canadienne a profité de la pandémie de Covid-19 pour mener une guerre de l'information contre sa propre population, en testant des tactiques de propagande sur des civils canadiens.

Des rapports internes commandités par l'OTAN suggèrent que cette publication ne fait qu'effleurer la surface d'une vague de nouvelles techniques de guerre non conventionnelles employées dans le monde entier par les armées occidentales.

### **Le Canada accueille le « Défi innovation de l'OTAN » sur la guerre cognitive**

Deux fois par an, l'OTAN organise un événement de type « pitch » qu'elle appelle « Défi innovation ». Ces campagnes, organisées alternativement au printemps et à l'automne par les États membres, font appel à des entreprises privées, des organisations et des chercheurs pour aider à développer de nouvelles tactiques et technologies pour l'alliance militaire.

Ces défis de type piscine à requins reflètent l'influence prédominante de l'idéologie néolibérale au sein de l'OTAN, puisque les participants mobilisent des acteurs du marché, des partenariats public-privé et la promesse de récompenses en espèces sonnantes et trébuchantes pour faire progresser le programme du complexe militaro-industriel.

Le Défi innovation de l'automne 2021 de l'OTAN est organisé par le Canada et s'intitule « *La menace invisible : outils pour contrer la guerre cognitive* ».

« La guerre cognitive cherche à changer non seulement ce que les gens pensent, mais aussi la façon dont ils agissent », a écrit le gouvernement canadien dans sa déclaration officielle pour le défi. « Les attaques contre le domaine cognitif impliquent l'intégration de capacités de la cybernétique, de la désinformation/mésinformation, de la psychologie et de l'ingénierie sociale. »

Le communiqué de presse d'*Ottawa* poursuit :

« La guerre cognitive positionne l'esprit comme un espace de combat et un domaine de conflits. Son objectif est de semer des dissonances cognitives, de susciter des récits contradictoires, de polariser l'opinion et de radicaliser les groupes. La guerre cognitive peut inciter les gens à agir d'une manière qui peut perturber ou fragmenter une société qui autrement, aurait été soudée.»

### **Des responsables militaires canadiens soutenus par l'OTAN discutent de guerre cognitive lors d'une table ronde**

Un groupe de conseil appelé Association OTAN du Canada s'est mobilisé pour soutenir ce Défi innovation, travaillant en étroite collaboration avec des entrepreneurs du secteur de la défense pour inciter le secteur privé à investir dans de nouvelles recherches au service de l'OTAN - et de ses propres buts.

Bien que l'Association OTAN du Canada (acronyme anglais NAOC) soit techniquement une ONG indépendante, sa mission est de promouvoir l'OTAN, et l'organisation s'en vante sur son site Web : « La NAOC entretient des liens étroits avec le gouvernement du Canada, notamment avec Affaires mondiales Canada (ministère des affaires étrangères du Canada) et le Département de la Défense nationale. »

Dans le cadre de ses efforts de promotion de son Défi innovation, la NAOC a organisé une table ronde sur la guerre cognitive le 5 octobre.

Le chercheur qui a rédigé l'étude sur la guerre cognitive parrainée par l'OTAN en 2020, François du Cluzel, a participé à l'événement, aux côtés d'officiers militaires canadiens affiliés à l'OTAN.

Le panel était supervisé par Robert Baines, président de l'Association OTAN du Canada. Elle était animée par Garrick Ngai, un responsable du marketing dans l'industrie de l'armement qui est conseiller auprès du ministère canadien de la Défense nationale et vice-président et directeur de la NAOC.

Baines a ouvert l'événement en indiquant que les participants discuteraient de « guerre cognitive, le nouveau domaine de compétition où des acteurs étatiques et non étatiques cherchent à influencer ce que les gens pensent et comment ils agissent ».

Le président de la NAOC s'est également réjoui des « opportunités lucratives pour les entreprises canadiennes » que promettait ce défi innovation de l'OTAN.

### **Un chercheur de l'OTAN décrit la guerre cognitive comme des « façons de nuire au cerveau »**

Le panel du 5 octobre a débuté par l'intervention de François du Cluzel, un ancien officier militaire français qui a contribué en 2013 à la création du NATO Innovation Hub (iHub, hub d'innovation de l'OTAN), qu'il dirige depuis cette date depuis sa base de Norfolk, en Virginie.

Bien que l'iHub insiste sur son site Web, pour des raisons juridiques, sur le fait que les « opinions exprimées sur cette plateforme ne constituent pas des points de vue de l'OTAN ou de toute autre organisation », l'organisation est parrainée par le Commandement allié Transformation (acronyme anglais ACT), qui est décrit comme « l'un des deux commandements stratégiques à la tête de la structure de commandement militaire de l'OTAN. »

Le hub d'innovation agit donc comme une sorte de centre de recherche ou de think tank interne de l'OTAN. Ses recherches ne relèvent pas nécessairement de la politique officielle de l'OTAN, mais elles sont directement soutenues et supervisées par l'OTAN.

En 2020, le Commandant suprême allié Transformation (SACT) de l'OTAN a chargé François du Cluzel, en tant que responsable de l'iHub, de mener une étude de six mois sur la guerre cognitive.

François du Cluzel a résumé ses recherches lors du panel d'octobre dernier. Il a commencé ses remarques en notant que la guerre cognitive « est actuellement l'un des sujets les plus brûlants pour l'OTAN » et « est devenue un terme récurrent dans la terminologie militaire au cours de ces dernières années. »

Bien que français François du Cluzel a souligné que la stratégie de guerre cognitive « est actuellement développée par mon commandement ici à Norfolk, aux États-Unis ».

Le responsable du Hub d'innovation de l'OTAN s'est exprimé à l'aide d'une présentation PowerPoint, et a commencé par une diapositive décrivant la guerre cognitive comme « une bataille pour le cerveau. »

### **« La guerre cognitive, Une bataille pour le cerveau »**

« La guerre cognitive est un nouveau concept qui commence dans la sphère de l'information, c'est une sorte de guerre hybride », a déclaré François du Cluzel.

« Cela commence avec l'hyper-connectivité. Tout le monde a un téléphone portable », a-t-il poursuivi. « Cela commence par l'information car l'information est, si je puis dire, le carburant de la guerre cognitive. Mais cela va bien au-delà de la seule délivrance d'informations, qui est une opération en elle-même – la guerre de l'information est une autre opération en elle-même. »

La guerre cognitive se recoupe avec les entreprises de la Big Tech et de la surveillance de masse, car « il s'agit d'exploiter les mégadonnées », explique François du Cluzel : « Nous produisons des données partout où nous allons. Chaque minute, chaque seconde où nous allons en ligne. Et c'est extrêmement facile de tirer parti de ces données pour mieux vous connaître, et utiliser ces connaissances pour changer votre façon de penser. »

Naturellement, le chercheur de l'OTAN a affirmé que les « adversaires » étrangers sont des agresseurs employant des techniques de guerre cognitive. Mais dans le même temps, il a précisé que l'alliance militaire occidentale développe ses propres tactiques. François du Cluzel a défini la guerre cognitive comme « l'art d'utiliser des technologies pour modifier la cognition de cibles humaines ».

Ces technologies, a-t-il noté, intègrent les domaines de la NBIC – nanotechnologie, biotechnologie, technologie de l'information et sciences cognitives. L'ensemble forme une sorte de cocktail très dangereux qui permet de manipuler davantage le cerveau », a-t-il déclaré.

François du Cluzel a poursuivi en expliquant que cette nouvelle méthode d'attaque non conventionnelle « va bien au-delà » de la guerre de l'information ou des opérations psychologiques (psyops).

« La guerre cognitive n'est pas seulement une lutte contre ce que nous pensons, mais c'est plutôt une lutte contre la façon dont nous pensons, si nous pouvons changer la façon dont les gens pensent », a-t-il déclaré.

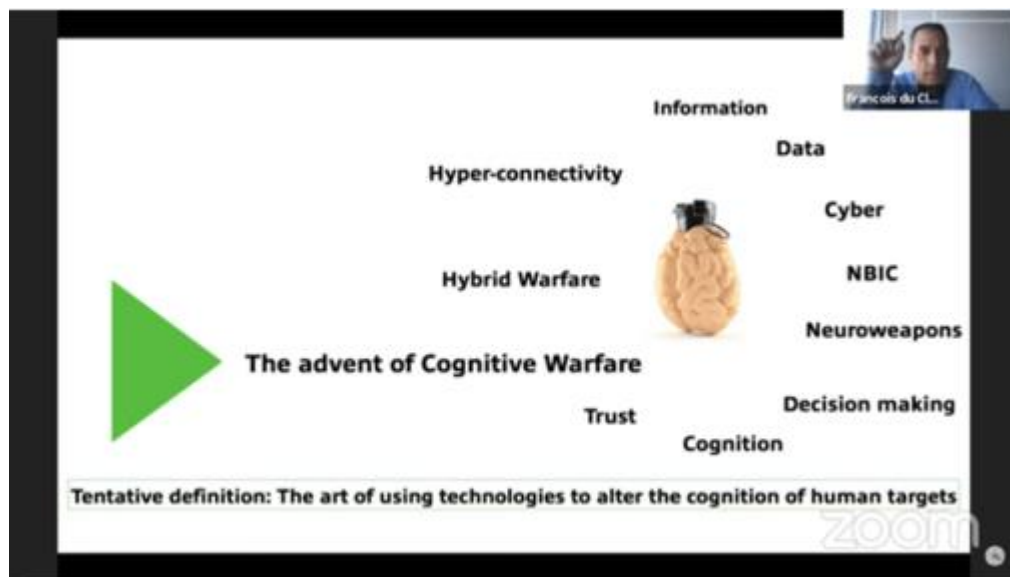
« C'est beaucoup plus puissant et cela va bien au-delà de la [guerre] de l'information et des opérations psychologiques ».



François du Cluzel poursuit : « Il est crucial de comprendre qu'il s'agit d'un jeu sur notre cognition, sur la façon dont notre cerveau traite l'information et la transforme en connaissance, plutôt qu'un jeu qui porte uniquement sur l'information ou sur les aspects psychologiques de notre cerveau. Ce n'est pas seulement une action contre ce que nous pensons, mais aussi une action contre la façon dont nous pensons, la façon dont nous traitons l'information et la transformons en connaissance. »

« En d'autres termes, la guerre cognitive n'est pas seulement un autre mot, un nouveau nom pour la guerre de l'information. C'est une guerre contre notre processeur individuel, notre cerveau ».

Le chercheur de l'OTAN a souligné que « cela est extrêmement important pour nous, les militaires », car « cela a le potentiel, en développant de nouvelles armes et de nouveaux moyens de nuire au cerveau, d'engager les neurosciences et la technologie dans de très nombreuses approches différentes pour influencer l'écologie humaine... car vous savez tous qu'il est très facile de transformer une technologie civile en technologie militaire. »



Cette diapo compare les psyops et la guerre cognitive, pour conclure que les psyops s'adressent à ce que nous pensons, alors que la guerre cognitive s'adresse à la façon dont nous pensons.

Quant à savoir qui pourraient être les cibles de la guerre cognitive François du Cluzel a révélé que tout le monde est concerné.

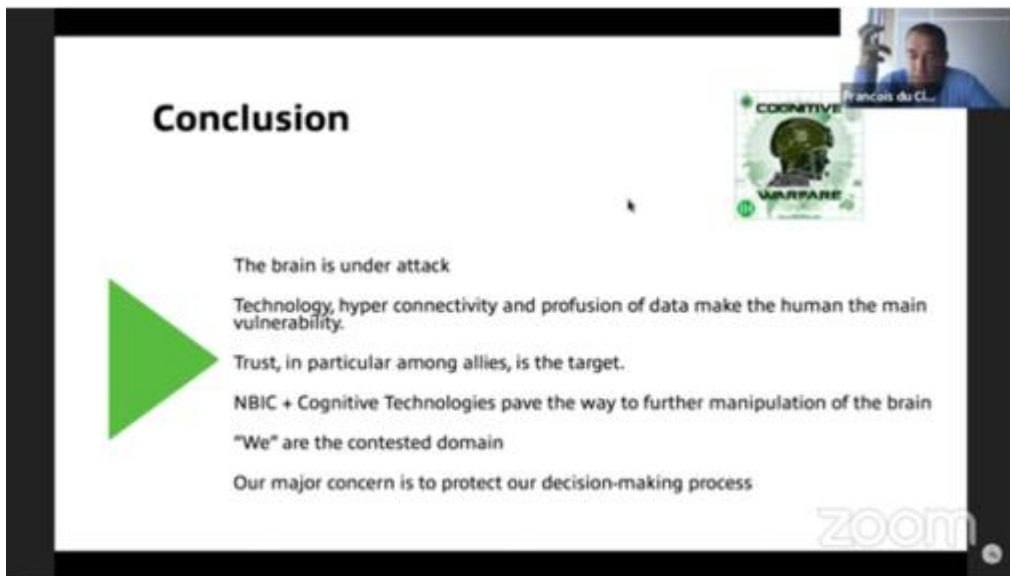
« La guerre cognitive a une portée universelle, en commençant par l'individu jusqu'aux États et aux organisations multinationales », a-t-il déclaré. « Son champ d'action est global et vise à prendre le contrôle de l'être humain, civil comme militaire. »

Et le secteur privé a un intérêt financier à faire progresser la recherche sur la guerre cognitive, a-t-il noté : « Les investissements mondiaux massifs réalisés dans le domaine des neurosciences laissent penser que le domaine cognitif sera probablement l'un des champs de bataille de l'avenir. »

Le développement de la guerre cognitive transforme totalement le conflit militaire tel que nous le connaissons, a déclaré François du Cluzel ajoutant « une troisième dimension de combat majeure au champ de bataille moderne : à la dimension physique et informationnelle s'ajoute désormais une dimension cognitive ».

Cela « crée un nouvel espace de compétition au-delà de ce que l'on appelle les cinq domaines d'opérations - ou domaines terrestre, maritime, aérien, cybernétique et spatial. La guerre dans l'arène cognitive mobilise un éventail plus large d'espaces de combat que ne peuvent le faire les seules dimensions physique et informationnelle. »

En bref, les humains eux-mêmes sont le nouveau domaine de ce nouveau mode de guerre hybride, aux côtés de la terre, de la mer, de l'air, du cyberspace et de l'espace.



## Conclusion

*Le cerveau est attaqué. La technologie, l'hyperconnectivité et la profusion de données font de l'humain la principale vulnérabilité. Les NBIC et les technologies cognitives ouvrent la voie à des manipulations du cerveau plus poussées. « Nous » sommes le domaine contesté. Notre premier souci est de protéger notre processus de prises de décisions. L'étude de l'OTAN sur la guerre cognitive met en garde contre une « cinquième colonne intégrée ».*

Une étude menée par François du Cluzel, responsable du Hub d'innovation de l'OTAN, de juin à novembre 2020, a été parrainée par le Commandement allié Transformation du cartel militaire, et publiée sous la forme d'un rapport de 45 pages en janvier 2021 (PDF) : [https://www.innovationhub-act.org/sites/default/files/2021-01/20210122\\_CW%20Final.pdf](https://www.innovationhub-act.org/sites/default/files/2021-01/20210122_CW%20Final.pdf).

Ce document glaçant montre comment la guerre contemporaine a atteint une sorte de stade dystopique, autrefois imaginable uniquement dans la science-fiction.

« La nature de la guerre a changé », souligne le rapport. « La majorité des conflits actuels restent en dessous du seuil de la définition traditionnellement acceptée de la guerre, mais de nouvelles formes de guerre sont apparues, comme la guerre cognitive (acronyme anglais CW), tandis que l'esprit humain est désormais considéré comme un nouveau front. »

Pour l'OTAN, la recherche sur la guerre cognitive n'est pas seulement défensive, elle est aussi très clairement offensive.

« Développer des capacités de nuire aux processus cognitifs des adversaires sera une nécessité », indique clairement le rapport de François du Cluzel, « En d'autres termes, l'OTAN devra obtenir la capacité de sauvegarder son processus de prise de décision et de perturber celui de l'adversaire. »

Et n'importe qui peut être la cible de ces opérations de guerre cognitive : « Tout utilisateur des technologies modernes de l'information est une cible potentielle. Elles visent l'ensemble du capital humain d'une nation », ajoute sinistrement le rapport.

« Outre l'exécution potentielle d'une guerre cognitive en complément d'un conflit militaire, elle peut également être menée seule, sans aucun lien avec un engagement des forces armées », poursuit l'étude. « De plus, la guerre cognitive est potentiellement sans fin puisqu'il ne peut y avoir de traité de paix ou de capitulation dans ce type de conflit. »

Tout comme ce nouveau mode de combat n'a pas de frontières géographiques, il n'a pas non plus de limite dans le temps : « Ce champ de bataille est mondial via l'internet. Sans début ni fin, cette conquête ne connaît aucun répit, rythmée par les notifications de nos smartphones, en tout lieu, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 » L'étude parrainée par l'OTAN note que « certains pays de l'OTAN ont déjà reconnu que les techniques et technologies des neurosciences ont un fort potentiel d'utilisation opérationnelle dans diverses entreprises de sécurité, de défense et de renseignement. »

Elle parle de percées dans les « méthodes et technologies neuroscientifiques » (neuroS/T), et précise « l'utilisation des résultats et des produits de la recherche pour faciliter directement les performances des combattants, l'intégration d'interfaces homme-machine pour optimiser les capacités de combat des véhicules semi-autonomes (par exemple, les drones), et le développement d'armes biologiques et chimiques (c'est-à-dire les neuro armes) ».

Le Pentagone fait partie des principales institutions qui font progresser ces recherches inédites, comme le souligne le rapport : « Bien qu'un certain nombre de nations aient poursuivi et poursuivent actuellement des travaux de recherche et de développement neuroscientifiques à des fins militaires, les efforts les plus proactifs à cet égard ont peut-être été menés par le Département de la défense des États-Unis, les travaux de recherche et de développement les plus notables et les plus avancés étant menés par la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) et l'Intelligence Advanced Research Projects Activity (IARPA). »

Selon l'étude, les utilisations militaires de la recherche en neurosciences et technologies de l'information comprennent la collecte de renseignements, la formation, « l'optimisation des performances et de la résilience du personnel de combat et de soutien militaire » et, bien sûr, « l'utilisation directe des neurosciences et neurotechnologies à des fins militaires ».

Cette militarisation des neurosciences et neurotechnologies peut être et sera fatale, a clairement indiqué l'étude parrainée par l'OTAN. La recherche peut « être utilisée pour atténuer l'agression et favoriser les cognitions et les émotions d'affiliation ou de passivité ; induire des morbidités, des handicaps ou de la souffrance ; et « neutraliser » des adversaires potentiels ou provoquer leur mortalité » - en d'autres termes, pour mutiler et tuer des gens.

Le rapport cite le général de division américain Robert H. Scales, qui résume la nouvelle philosophie de combat de l'OTAN : « La victoire se définira davantage par la conquête du terrain psycho-culturel que par celle du terrain géographique ».

Et tandis que l'OTAN développe des tactiques de guerre cognitive pour « s'emparer du psycho-culturel », elle s'arme aussi de plus en plus dans divers domaines scientifiques.

L'étude parle du « creuset des sciences des données et des sciences humaines », et souligne que « la combinaison des sciences sociales et de l'ingénierie des systèmes sera essentielle pour aider les analystes militaires à améliorer la production de renseignements. »

« Si la puissance cinétique ne permet pas de vaincre l'ennemi, la psychologie et les sciences comportementales et sociales connexes sont appelées à combler le vide. »

« L'exploitation des sciences sociales sera centrale dans l'élaboration du plan d'opérations du domaine humain », poursuit le rapport. « Il soutiendra les opérations de combat en fournissant des plans d'action potentiels pour l'ensemble de l'Environnement humain local, y compris les forces ennemies, mais aussi en déterminant les éléments humains clés tels que le centre de gravité cognitif, et la définition du comportement souhaité comme état final. »

Toutes les disciplines universitaires seront impliquées dans la guerre cognitive, et pas seulement les sciences dures. « Au sein de l'armée, les compétences en anthropologie, ethnographie, histoire, psychologie, entre autres, seront plus que jamais mobilisées pour coopérer avec l'armée », indique l'étude.

Le rapport s'achève sur une citation inquiétante : « Les progrès réalisés aujourd'hui dans les domaines des nanotechnologies, des biotechnologies, des technologies de l'information et des sciences cognitives (acronyme anglais NBIC), dopés par la marche apparemment imparable d'une troïka triomphante composée de l'intelligence artificielle, des Big Data et de la "dépendance au numérique" civilisationnelle, ont créé une perspective bien plus inquiétante : une cinquième colonne intégrée où chacun, à son insu, se comporte selon les plans de l'un de nos adversaires. »

« Le concept moderne de la guerre n'est pas une question d'armes mais d'influence », posait-il. « La victoire à long terme restera uniquement dépendante de la capacité à influencer, affecter, changer ou impacter le domaine cognitif. »

L'étude parrainée par l'OTAN se termine par un paragraphe de conclusion selon lequel, clairement, l'objectif ultime de l'alliance militaire occidentale n'est pas seulement le contrôle physique de la planète, mais aussi le contrôle de l'esprit des gens :

« La guerre cognitive pourrait bien être l'élément manquant qui permet de passer de la victoire militaire sur le champ de bataille à un succès politique durable. Le domaine humain pourrait bien être le domaine décisif dans lequel les opérations multi-domaines permettent d'obtenir l'effet souhaité par le commandant. Les cinq premiers domaines peuvent donner des victoires tactiques et opérationnelles ; seul le domaine humain peut donner la victoire finale et complète. »

### **Un officier canadien des opérations spéciales souligne l'importance de la guerre cognitive**

Lorsque François du Cluzel, le chercheur de l'OTAN qui a mené l'étude sur la guerre cognitive, a conclu ses remarques dans le cadre du panel de l'Association canadienne de l'OTAN du 5 octobre, il a été suivi par Andy Bonvie, un commandant du Centre d'entraînement aux opérations spéciales du Canada.

Fort de plus de 30 ans d'expérience au sein des Forces armées canadiennes, Bonvie a expliqué comment les armées occidentales utilisent les recherches menées par François du Cluzel et d'autres, et incorporent de nouvelles techniques de guerre cognitive dans leurs activités de combat.

La guerre cognitive est un nouveau type de guerre hybride pour nous, a déclaré Bonvie. « Et cela signifie que nous devons examiner les seuils traditionnels de conflit et comment les choses qui sont faites se produisent sous ces seuils de conflit : les attaques cognitives, les formes non cinétiques et les menaces non militaires. Nous devons mieux comprendre ces attaques et adapter nos actions et notre formation en conséquence pour être en mesure d'opérer dans ces différents environnements. »



Bien qu'il ait présenté les actions de l'OTAN comme « défensives », affirmant que les « adversaires » utilisent des tactiques de guerre cognitive contre eux, Bonvie a été sans ambiguïté sur le fait que les armées occidentales développent elles-mêmes ces techniques, afin de conserver un « avantage tactique ».

« Nous ne pouvons pas perdre l'avantage tactique pour les troupes que nous plaçons à l'avant, car elles [ces techniques, NdT] non seulement le plan tactique, mais aussi le plan stratégique », a-t-il déclaré. » Certaines des différentes capacités dont nous disposons et dont nous bénéficions pourraient tout à coup être retournées contre nous. Nous devons donc mieux comprendre la rapidité avec laquelle nos adversaires s'adaptent, puis être en mesure de prédire où ils iront à l'avenir, afin de nous aider à maintenir l'avantage tactique de nos troupes. »

### **« La guerre cognitive est la forme de manipulation la plus avancée à ce jour »**

Marie-Pierre Raymond, lieutenant-colonel canadien retraitée qui occupe actuellement le poste de « scientifique de la défense et gestionnaire de portefeuille d'innovation » pour le programme Innovation pour l'excellence et la sécurité de la défense des Forces armées canadiennes, s'est également jointe au panel du 5 octobre.

« Il est loin, le temps où la guerre était menée pour acquérir plus de terres », a déclaré Raymond. « Maintenant, le nouvel objectif est de changer les idéologies des adversaires, ce qui fait du cerveau le centre de gravité de l'humain. Et cela fait de l'humain le domaine contesté, et l'esprit devient le champ de bataille. »

« Lorsque nous parlons de menaces hybrides, la guerre cognitive est la forme de manipulation la plus avancée observée à ce jour », a-t-elle ajouté, notant qu'elle vise à influencer la prise de décision des individus et « à influencer un groupe d'individus dans leur comportement, dans le but d'obtenir un avantage tactique ou stratégique. »

Raymond a noté que la guerre cognitive recoupe aussi fortement l'intelligence artificielle, les big data et les réseaux sociaux, et reflète « l'évolution rapide des neurosciences comme outil de guerre. »

Raymond aide à superviser le Défi innovation automne 2021 de l'OTAN pour le compte du Département de la défense nationale du Canada, qui a délégué les responsabilités de gestion au programme Innovation pour l'excellence et la sécurité en matière de défense (IDEaS) de l'armée, où elle travaille.

Dans un jargon très technique, Raymond a indiqué que le programme de guerre cognitive n'est pas seulement défensif, mais aussi offensif : « Ce défi appelle une solution qui soutiendra le domaine humain naissant de

l'OTAN et lancera le développement d'un écosystème de la cognition au sein de l'alliance, et qui soutiendra le développement de nouvelles applications, de nouveaux systèmes, de nouveaux outils et de concepts menant à des actions concrètes dans le domaine cognitif. »

Elle a souligné que cela « nécessitera une coopération soutenue entre les alliés, les innovateurs et les chercheurs pour permettre à nos troupes de combattre et de gagner dans le domaine cognitif. C'est ce que nous espérons voir émerger de cet appel aux innovateurs et aux chercheurs ».

Pour susciter l'intérêt des entreprises pour le défi d'innovation de l'OTAN, Raymond a déclaré : « Les candidats bénéficieront d'une visibilité nationale et internationale et recevront des récompenses en espèces pour la meilleure solution. » Elle ajoute ensuite, de façon alléchante : « Les candidats pourraient également bénéficier de l'accès potentiel que cela leur donnera à un marché de 30 pays. »

### **Un officier militaire canadien appelle les entreprises à investir dans la recherche de l'OTAN sur la guerre cognitive**

L'autre institution qui gère le *Défi innovation de l'OTAN automne 2021* au nom du Département de la défense nationale du Canada est le Commandement des forces d'opérations spéciales (CANSOFCOM).

Un officier canadien qui travaille avec le COMFOCAN, Shekhar Gothi, était le dernier panéliste de l'événement organisé par l'Association OTAN du Canada le 5 octobre. Gothi est l'officier en charge de l'« innovation » du COMFOCAN pour le sud de l'Ontario.

Il a conclu l'événement en lançant un appel à des investissements d'entreprises privées dans la recherche sur la guerre cognitive de l'OTAN.

Le Défi Innovation semestriel fait « partie du rythme de combat de l'OTAN », a déclaré Gothi avec enthousiasme.

Il a indiqué qu'au printemps 2021, le Portugal a accueilli un défi d'innovation de l'OTAN axé sur la guerre dans l'espace.

Au printemps 2020, les Pays-Bas ont accueilli un défi d'innovation de l'OTAN axé sur le Covid-19.

Gothi a rassuré les investisseurs en expliquant que l'OTAN fera tout pour défendre leurs résultats : « Je peux assurer à tous qu'avec le défi d'innovation de l'OTAN, tous les innovateurs conserveront le contrôle total de leur propriété intellectuelle. L'OTAN ne prendra donc pas le contrôle de cette propriété. Le Canada non plus. Les innovateurs conserveront le contrôle de leur propriété intellectuelle. »

Ce commentaire a constitué une conclusion appropriée au panel, en affirmant que l'OTAN et ses alliés du complexe militaro-industriel ne cherchent pas seulement à dominer le monde et les humains qui l'habitent à l'aide de techniques sinistres de guerre cognitive, mais aussi à s'assurer que les entreprises et leurs actionnaires continueront de faire des profits grâce à ces efforts impériaux.

[NDT]. Au cours des années 1950 à 70, dans le cadre du projet de sinistre mémoire MK-Ultra, la CIA tentait de manipuler les cerveaux à travers tout un éventail de substances comme le LSD, d'électrochocs et d'autres méthodes toutes plus contestables les unes que les autres, pour des résultats à peu près nuls, sauf en termes des dégâts occasionnés chez leurs sujets d'expérimentations. Aujourd'hui, 32 ans après la clôture officielle de l'opération de la CIA, il semble que les décideurs américains n'aient mis un frein ni à leur consommation de science-fiction, ni à leur obsession de puissance illimitée, à ce détail près qu'aujourd'hui, c'est l'OTAN qui rêve toute éveillée à un contrôle total des esprits. Sans même parler de la paranoïa de leur vision, qui ne s'est guère améliorée depuis les grands jours des Dr Folamour de la Guerre froide, et de leur dédain total pour les populations, encore cette fois considérées comme de simples cobayes. Plus ça change...

Ben NORTON

*Arrêt sur Info*

12 octobre 2021

Traduction Corinne Autey-Roussel/[Entelekheia](#)

<https://fr.sott.net/article/38439-La-guerre-cognitive-des-armees-de-l-OTAN-est-lancee>